



alpenkonvention • convention alpine  
convenzione delle alpi • alpska konvencija

# PRINCIPAUTE DE MONACO

## Questionnaire de conformité

Septembre 2020

Sur la base du Modèle-type pour les *rapports* périodiques  
des Parties contractantes,  
conformément à la décision VII/4 de la Conférence alpine

# Sommaire

Comment remplir le questionnaire.....	1
Abréviations.....	2
Données concernant la provenance et l'établissement du rapport .....	3
<b>1<sup>ÈRE</sup> PARTIE : PARTIE GÉNÉRALE .....</b>	<b>5</b>
A. Introduction.....	6
B. Obligations générales de la Convention alpine .....	9
I. Article 2 paragraphe 2 a de la CA – Obligations générales relatives à la population et à la culture .....	9
II. Article 2 paragraphe 2 b de la CA – Obligations générales relatives à l'aménagement du territoire ....	11
III. Article 2 paragraphe 2 c de la CA – Obligations générales relatives à la qualité de l'air .....	13
IV. Article 2 paragraphe 2 d CA – Obligations générales relatives à la protection des sols.....	17
V. Article 2 paragraphe 2 e CA – Obligations générales relatives au régime des eaux.....	19
VI. Article 2 paragraphe 2 f CA – Obligations générales relatives à la protection de la nature et à l'entretien des paysages .....	22
VII. Article 2 paragraphe 2 g de la CA – Obligations générales relatives à l'agriculture de montagne ....	25
VIII. Article 2 paragraphe 2 h de la CA – Obligations générales relatives aux forêts de montagne .....	27
IX. Article 2 paragraphe 2 i de la CA – Obligations générales relatives au tourisme et aux loisirs .....	29
X. Article 2 paragraphe 2 j de la CA – Obligations générales relatives aux transports .....	32
XI. Article 2 paragraphe 2 k de la CA –Obligations générales relatives à l'énergie .....	36
XII. Article 2 paragraphe 2 l de la CA – Obligations générales relatives à la gestion des déchets .....	39
C. Obligations débordant de la Convention alpine et des protocoles d'application.....	40
D. Questions complémentaires.....	51
<b>2<sup>ÈME</sup> PARTIE : PARTIE SPÉCIFIQUE, DÉDIÉE AUX OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RÉSULTANT DES PROTOCOLES.....</b>	<b>52</b>
A. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'aménagement du territoire et du développement durable (Protocole du 20.12.1994) .....	52
B. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de la protection des sols (Protocole du 16.10.1998) .....	62
C. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages (Protocole du 20.12.1994) .....	74
D. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'agriculture de montagne (Protocole du 20.12.1994) .....	91
E. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine des forêts de montagne (Protocole du 27.2.1996) .....	98
F. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine du tourisme (Protocole du 16.10.1998) .....	106
G. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine des transports (Protocole du 31.10.2000) .....	117
H. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'énergie (Protocole du 16.10.1998) .....	127



## ***Comment remplir le questionnaire***

Les questions sont imprimées sur fond gris. En ce qui concerne les questions auxquelles vous devrez répondre en cochant la case correspondante, en général tout autre commentaire est à éviter fondamentalement. Dans le cas de certaines questions, il peut néanmoins être opportun d'apporter une réponse plus différenciée au lieu de cocher des réponses proposées, par exemple à cause de particularités régionales ou communales. Si vous deviez éventuellement buter sur des difficultés en remplissant ce questionnaire, veuillez répondre aux questions correspondantes dans toute la mesure du possible. Vous pourrez mentionner ces difficultés éventuelles sous la rubrique « Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires ».

Les réponses à ce questionnaire devront donner une vue aussi complète que possible de la mise en œuvre de la Convention alpine et de ses protocoles.

La formulation de ce questionnaire est calquée fondamentalement sur les textes de la Convention alpine et de ses protocoles. Les questions formulées dans ce questionnaire ne changent rien aux obligations des Parties contractantes résultant de la Convention alpine et de ses protocoles.

Les informations fournies par une Partie contractante à titre confidentiel devront être marquées comme telles dans la réponse au questionnaire.

Les questions portent respectivement sur la Partie contractante qui remplit le questionnaire et son territoire ou sur l'espace alpin se trouvant sur son territoire. On entend par espace alpin le champ d'application de la Convention alpine défini à l'article 1 de la Convention alpine.

La Partie contractante remplissant le questionnaire est nommée dans celui-ci le « pays ». Pour simplifier, on a renoncé à une dénomination différente pour la Communauté européenne. La dénomination « pays » couvre donc, de même, la Communauté européenne.

## **Abréviations**

On a utilisé les abréviations suivantes :

CA		Convention sur la protection des Alpes (Convention alpine)
Protocole Agriculture de montagne		Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'agriculture de montagne
Protocole Forêts de montagne		Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine des forêts de montagne
Protocole Protection des sols		Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de la protection des sols
Protocole Énergie		Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'énergie
Protocole Protection de la nature et entretien des paysages		Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages
Protocole Aménagement du territoire et développement durable		Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'aménagement du territoire et du développement durable
Protocole Tourisme		Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine du tourisme
Protocole Transports		Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine des transports

## *Données concernant la provenance et l'établissement du rapport*

Nom de la Partie contractante	MONAKO
Veuillez mentionner l'institution nationale à contacter :	
Nom de l'organisme national à contacter	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Ministrstvo za zunanje odnose in sodelovanje (Département des Relations Extérieures et de la Coopération)</li><li>2. Direktorat za okolje (Direction de l'Environnement)</li></ol>
Nom de la personne responsable et désignation de sa fonction	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Wilfrid Déri, vodja projekta</li><li>2. Astrid Claudel Rusin, vodja oddelka</li></ol>
Adresse postale	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Državno mnistrstvo, Place de la Visitation – MC 98000 MONAKO</li><li>2. 3, Avenue de Fontvieille - MC 98013 MONAKO</li></ol>
Numéro de téléphone	<ol style="list-style-type: none"><li>1. +377 98 98 45 84</li><li>2. + 377 98 98 83 41</li></ol>
Numéro de télécopie	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Ni relevantno</li><li>2. Ni relevantno</li></ol>
Mél	<ol style="list-style-type: none"><li>1. <a href="mailto:wderi@gouv.mc">wderi@gouv.mc</a></li><li>2. <a href="mailto:aclaudelrusin@gouv.mc">aclaudelrusin@gouv.mc</a></li></ol>

Signature de la personne responsable de la remise du rapport	
Date de remise du rapport	

Veuillez mentionner les organismes impliqués (par exemple les organisations non gouvernementales, les collectivités territoriales, les institutions scientifiques).

Vključena ni nobena nevladna organizacija, lokalna skupnost ali znanstvena ustanova.

## 1<sup>ère</sup> partie : partie générale

**Remarque : Toutes les Parties à la Convention alpine doivent répondre aux questions de la partie générale.**

Veillez indiquer, pour les protocoles dont votre pays est Partie contractante, la date de ratification (ou d'adoption ou d'agrément) et la date d'entrée en vigueur dans votre pays du/des protocole(s) en question. Veillez formuler les dates selon l'exemple suivant : 01 janvier 2003).

Nom du protocole	ratifié <sup>1</sup> le	en vigueur depuis le
Protocole Aménagement du territoire et développement durable	27. januarja 2003	27. aprila 2003
Protocole Protection des sols	27. januarja 2003	27. aprila 2003
Protocole Protection de la nature et entretien des paysages	25. oktobra 2004	8. februarja 2005
Protocole Agriculture de montagne	Podpisan 20. decembra 1994	
Protocole Forêts de montagne	Podpisan 27. februarja 1996	
Protocole Tourisme	27. januarja 2003	27. aprila 2003
Protocole Transports	Podpisan 31. oktobra 2000	
Protocole Énergie	Ni bil podpisan	
Protocole sur le règlement des différends	27. januarja 2003	27. aprila 2003

Si certains protocoles ne sont pas encore ratifiés<sup>2</sup>, veuillez en indiquer la raison et la date à laquelle cela sera susceptible d'être fait.

Protokol o hribovskem kmetijstvu in Protokol o gorskih gozdovih se ne uporabljata za Monako, ker nima kmetijstva niti gozdov.

<sup>1</sup> Ou adopté ou agréé.

<sup>2</sup> Ou adopté ou agréé.

## A. Introduction

1. Quelle part de votre territoire national (en %) est comprise dans l'espace alpin ?	100 %
2. Quel est le produit intérieur brut de votre pays dans l'espace alpin ?	6,09 milijard EUR leta 2018
3. Quelle part (en %) représente le produit intérieur brut de l'espace alpin de votre pays par rapport au produit intérieur brut total de celui-ci ?	100 %
4. Quelle importance ont la Convention alpine et ses protocoles pour votre pays ?	<p>Monako se nahaja na skrajnem robu Alp, kjer se Alpe stikajo z zahodnim Sredozemljem.</p> <p>Prebivalstvo Monaka, vključno z najvišjimi predstavniki, zelo skrbi trajnostni razvoj in, tudi onkraj nacionalnega ozemlja, prihodnost regije, v kateri živi.</p> <p>Ker je Monako posebej zainteresiran za mednarodno sodelovanje v zvezi s trajnostnim razvojem in reševanjem težav na globalni in regionalni ravni, podpira in prispeva k izvajanju Alpske konvencije ter njenih protokolov, kakor je ustrezno glede na njegove nacionalne značilnosti (naravne in družbene).</p>

5. Existe-t-il des décisions judiciaires ou administratives se référant à la Convention alpine et aux protocoles ratifiés par votre pays (ou, en l'occurrence, aux prescriptions juridiques transposant ces obligations) ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si oui, veuillez mentionner dans quels domaines juridiques de telles décisions ont été prises et donner quelques exemples.

6. Veuillez décrire en résumé ce qui a été fait jusqu'ici et ce qui est prévu pour soutenir la mise en œuvre des objectifs de la Convention alpine et des protocoles en vigueur dans votre pays.

Vous pouvez également citer ici d'autres activités générales en rapport avec la Convention Alpine, qui vont cependant au-delà de ses obligations ou bien d'activités ou de programmes qui promeuvent les buts de la Convention alpine en dehors de votre pays.

Glede mednarodnega sodelovanja glede konvencije in protokolov Monako z razpoložljivimi človeškimi viri sodeluje v različnih delovnih skupinah in platformah glede na interes in strokovno znanje o tematikah.

Monaška vlada zaradi spodbujanja ciljev Alpske konvencije podpira:

- združenje ALPARC za ekološko povezovanje in dejavnosti ozaveščanja, na primer Youth At the Top,
- CIPRA v okviru Via Alpina, mednarodne pohodniške pešpoti prek Alp.

Monaška vlada je zagnala veliko reformo zakonodaje s področja okolja in trajnostnega razvoja. Reforma se je začela s sprejetjem Zakona št. 1.456 z dne 12.12.2017 o Zakoniku o okolju. Cilj navedenega zakonika je v enem pravnem aktu zbrati vse razdrobljene določbe v zvezi z okoljsko tematiko: biotska raznovrstnost, zrak, voda, podnebne spremembe, energija, okoljska odgovornost, odpadki, onesnaževanje, škodljivi vplivi na okolje, biotehnologija, tveganja...

Zakonik o okolju prenaša ustrezne določbe Alpske konvencije in po potrebi njenih protokolov.

Izvedni so bili popisi stanja biotske raznovrstnosti na monaškem ozemlju, ki so razkrili nesluteno bogastvo na tako močno urbaniziranem ozemlju. Zajemali so avifavno, entomofavno, herpetofavno, floro in morske vrste.

Monako je prispeval k izvedbi popisa stanja biotske raznovrstnosti v parku Mercantour.

Trenutno sta v ospredju tematiki podnebnih sprememb in rabe energije.

Zato se več določb Zakonika o okolju nanaša na kakovost zraka in boj proti onesnaževanju,

pri čemer se zavezuje k izvajanju mednarodnih priporočil o podnebnih spremembah.

Knjiga II o energiji vsebuje določbe o popisu stanja emisije toplogrednih plinov (Naslov II), čisti in učinkoviti energiji (Naslov III) in razvoju obnovljivih virov energije (Naslov IV). Navedene določbe je treba upoštevati pri javnih politikah (Naslov V). Zakonik o okolju določa ukrepe za zaščito okolja v Knjigi III, Naslovu II, v okviru katerega Poglavlje I ureja varstvo zraka in ozračja. Določeni so ukrepi za nadzor kakovosti zraka in ozračja ter popis snovi, ki ogrožajo ozonsko plast in drugih onesnaževal ozračja ter virov emisij le-teh (člen L.321-2). Knjiga IV se nanaša na onesnaževanje, tveganja in škodljive okoljske vplive, ureja posebne dejavnosti, izdelke in naprave (Naslov I).

Na Monako se nanaša tudi vprašanje mobilnosti, zato razvija orodja za podporo mehki mobilnosti (subvencije za ustrezna vozila, skupna uporaba vozil...) in sodeluje s Francijo pri spodbujanju uporabe medkrajevnega javnega prevoza.

Monako je sprejel nacionalno strategijo za biotsko raznovrstnost do leta 2030 ter podnebno-energetski načrt do leta 2030. Navedena dva akcijska načrta vsebujeta velik del, posvečen prilagoditvi države na podnebne spremembe, zlasti z bojem proti toplotnim otokom s krepitvijo narave v mestu.

V podnebni načrt za doseg ciljev SZO do leta 2030 je vključena tudi strategija o kakovosti zraka Kneževine.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

Bistveno je opozoriti na posebnosti Monaka: ker je močno urbanizirana mestna država, nima kmetijstva, gozdov, smučarskih prog niti gorskih pašnikov. Monako ni država članica Evropske unije, se pa nanj zaradi geografskega položaja nanaša evropska zakonodaja, ki se upošteva pri pripravi zakonodajnih ukrepov in nacionalnih politik.

## ***B. Obligations générales de la Convention alpine***

### **I. Article 2 paragraphe 2 a de la CA – Obligations générales relatives à la population et à la culture**

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 a de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants :

a) population et culture - en vue d'assurer le respect, le maintien et la promotion de l'identité culturelle et sociale de la population qui y habite et la garantie de ses ressources fondamentales, notamment de l'habitat et du développement économique respectant l'environnement ainsi que l'encouragement de la compréhension mutuelle et des relations de collaboration entre la population des Alpes et des régions extra-alpines ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en œuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 a de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en œuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

Monako je pravna država, ki spoštuje osebne svoboščine.

Noben predpis ne nasprotuje spoštovanju, ohranjanju in spodbujanju kulturne in družbene identitete prebivalstva, ki v njem prebiva.

Čeprav je za monaško krajino značilna strmo padajoča kotlina, v Kneževini ni »alpske« identitete, ki jo predstavljajo človeške dejavnosti, običajno povezane s sredogorskimi in visokogorskimi regijami v Alpah.

V določbah Zakonika o okolju so ukrepi o krajini ter o obveščanju in ozaveščanju prebivalstva.

2. Quelles sont les mesures prises en vue d'assurer le respect, le maintien et/ou la promotion de l'identité culturelle et sociale de la population qui habite les Alpes ?

Vlada podpira več nacionalnih združenj, katerih cilj in ohranjanje in/ali spodbujanje kulturne in družbene identitete prebivalstva.

Cilj nekaterih organizacij, na primer monaškega alpskega kluba (Club Alpin Monégasque), je tudi spodbujanje in ozaveščanje o posebnostih alpskih regij zunaj Monaka, njihovi dediščini in bogastvih. Redno se organizirajo promocijske prireditve (na primer fotografske razstave).

Vlada s sporočili za javnost redno posreduje informacije o Alpski konvenciji širši javnosti.

3. Quelles sont les mesures prises en vue d'assurer la garantie des ressources fondamentales de la population habitant les Alpes, en l'occurrence en faveur d'un habitat et d'un développement économique respectant l'environnement ?

V zvezi s habitatom se pri gradnji upoštevajo standardi HQE (visoka okoljska kakovost, Haute qualité environnementale) in BD2M (trajnostna sredozemska gradnja, Bâtiment durable méditerranéen). Predpisani so tudi protipotresni standardi.

V predpisih je urejena urbana gradnja in razvoj z upoštevanjem skladnosti, spoštovanja dediščine in okolja.

Monako ima obrata za predelavo gospodinjskih odpadkov in odpadnih voda.

Država spodbuja razvoj obnovljivih virov energije (fotovoltaika, toplotne črpalke).

4. Quelles sont les mesures prises pour promouvoir la compréhension mutuelle et les comportements partenariaux entre les populations alpines et non alpines ?

Ni relevantno, celotno prebivalstvo je v »alpskem« delu Monaka.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

## II. Article 2 paragraphe 2 b de la CA – Obligations générales relatives à l'aménagement du territoire

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 b de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...] »

b) aménagement du territoire - en vue d'assurer une utilisation économe et rationnelle des sols et un développement sain et harmonieux du territoire, grâce à une identification complète et une évaluation des besoins d'utilisation de l'espace alpin, une planification prospective et intégrée, une harmonisation des normes qui en découlent, en tenant compte notamment des risques naturels, en prévenant la surconcentration et la sous-densité, en veillant à la préservation et au rétablissement des cadres de vie naturels ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en œuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 b de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en œuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

Treba je opozoriti, da je Monako mestna država, katere ozemlje je v celoti urbanizirano.

V predpisih je urejena urbana gradnja in razvoj z upoštevanjem skladnosti, spoštovanja dediščine in okolja (zlasti Uredba suverena št. 3.647 z dne 9.09.1966, kakor je bila spremenjena, o urbanizmu, gradnji in cestah; Zakonik o okolju).

V zvezi s tveganji monaška zakonodaja predpisuje spoštovanje protipotresnih gradbenih standardov (Ministrski odlok št. 2016-556 z dne 13.09.2016 o klasifikaciji in pravilih protipotresne gradnje stavb).

2. Des orientations en vue d'assurer le développement durable et l'aménagement du territoire durable concernant les régions entre lesquelles existent des liens sont-elles fixées par des plans et/ou des programmes d'aménagement du territoire ou de développement durable ?

Oui

x

Non

Si non, comment le sont-elles? Si oui, veuillez mentionner des exemples.

Monaška vlada skrbi za to, da se pri urbanističnem načrtovanju v državi upoštevajo pravila o trajnostnem razvoju in varstvu okolja. Pri gradbenih projektih je treba predložiti študije o vplivu ter izkazati certifikate in znake kakovosti.

Večina gradbišč je označenih s HQE.

Oznaka BD2M – trajnostna sredozemska gradnja – je bila ustvarjena zlasti s ciljem zmanjšanja toplogrednih plinov.

Monako je poleg tega sprejel podnebno-energetski načrt do leta 2030, katerega velik del je posvečen prilagoditvi države na podnebne spremembe, zlasti z ukrepi za boj proti toplotnim otokom in krepitev narave v mestu.

3. Les plans et/ou les programmes d'aménagement du territoire ou toute autre mesure prise en vue d'assurer l'utilisation économe et rationnelle des sols et le développement sain et harmonieux du territoire contiennent-ils notamment les éléments ci-dessous ?		Oui	Non
Une identification complète ainsi qu'une évaluation des besoins d'utilisation		x	
Une planification prospective et intégrée		x	
Une harmonisation des normes qui en découlent		x	
Si oui, comment ces aspects sont-ils intégrés?			
<p>Knežja vlada v sodelovanju z najvišjimi monaškimi organi posebej pozorno spremlja urbanistični razvoj in redno izvaja predhodne študije in spremlja izvajanje te politike.</p> <p>V zvezi s tem je bilo ustanovljenih več organov, na primer posvetovalni odbor (Comité Consultatif) ali tehnična komisija za čistočo, varnost in zaščito okolja (Commission Technique d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement).</p>			
4. Est-ce que dans les espaces frontaliers les plans d'aménagement du territoire font l'objet d'une concertation avec d'autres Parties contractantes ?			
Oui	x	Non	
Si oui, comment, à quel stade de la planification et à quel échelon institutionnel ?			
<p>Predstavniki Monaka, Službe za sredozemske Alpe (Département des Alpes-Maritimes) in sosednje občine se v okviru mešane francosko-monaške komisije (Commission Mixte franco monégasque) in komisije za čezmejno sodelovanje (Commission de coopération transfrontalière) redno sestajajo zaradi priprave in spremljanja čezmejnih prostorskih načrtov, zlasti za izgradnjo cestne infrastrukture, predorov, stanovanj in ekonomskih con.</p>			
5. Existe-t-il des programmes spéciaux dans l'espace alpin, qui ont pour but la protection contre les risques naturels, notamment les inondations, les chutes de pierres, les avalanches et les coulées de boue ?			
Oui	x	Non	
Si oui, lesquels ?			
<p>Monako sodeluje s sosednjimi mesti pri čiščenju pobočij, ki se s francoskega ozemlja spuščajo na monaško morsko obalo. Tako se zmanjša nevarnost zemeljskih plazov in poplav.</p>			

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

### III. Article 2 paragraphe 2 c de la CA – Obligations générales relatives à la qualité de l'air

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 c de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...] »

c) qualité de l'air - en vue d'obtenir une réduction drastique des émissions de polluants et de leurs nuisances dans l'espace alpin ainsi que des apports externes de polluants de manière à parvenir à un taux non nuisible aux hommes, à la faune et à la flore ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en œuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 c de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en œuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

Monako je sprejel posebno zakonodajo o kakovosti zraka.

Zakonik o okolju, sprejet z zakonom št. 1.456 z dne 12.12.2017, vsebuje več določb o kakovosti zraka in boju proti onesnaževanju, pri tem pa upošteva mednarodna priporočila v zvezi z bojem proti podnebnim spremembam.

Te določbe se nanašajo na naslednje tematike:

- Energija (Knjiga II): vsebuje določbe o popisu stanja emisije toplogrednih plinov (Naslov II), čisti in učinkoviti energiji (Naslov III), razvoju obnovljivih virov energije (Naslov IV) in upoštevanju s strani javnih politik (Naslov V).
- Zaščita okolij (Knjiga III): zlasti varstvo zraka in ozračja (Naslov II, Poglavje I), z nadzorom kakovosti zraka in ozračja, popis snovi, ki tanjšajo ozonsko plast in druga onesnaževala ozračja ter viri emisij le-teh (člen L.321-2).
- Onesnaževanje, tveganja in motenja (Knjiga IV): nanaša se na posebne dejavnosti, izdelke in naprave (Naslov I).

Vlada v letih 2020 in 2021 pripravlja sklepe in odloke o kakovosti zraka za izvajanje navedenega zakona.

Za izvajanje vladne politike na tem področju sta zadolžena direktorat za okolje (Direction de l'Environnement) in enota za energetski prehod (Mission pour la transition énergétique).

Monako je pripravil energetsko-podnebni načrt, belo knjigo o energiji, pakt za energetski prehod in odgovorno trgovanje, ki jih dopolnjujejo ukrepi za spodbujanje varčevanja z energijo, primerno mobilnost in ekološko odgovorno ravnanje.

Poleg tega je Monako pripravil nacionalno strategijo za biotsko raznovrstnost do leta 2030 ter energetsko-podnebni načrt do leta 2030.

Velik del navedenih dveh akcijskih načrtov je posvečen prilagoditvi države na podnebne spremembe, zlasti z bojem proti toplotnim otokom in krepitvijo narave v mestu.

Podobno je strategija o kakovosti zraka v Kneževini vključena na podnebni načrt, da se dosežejo

**cilji SZO do leta 2030.**

2. Des mesures spécifiques ont-elles été prises pour réduire les émissions de polluants et leurs nuisances dans l'espace alpin de manière à parvenir à un taux non nuisible aux hommes, à la faune et à la flore ?

Oui

x

Non

Si oui, lesquelles ?

V zvezi s tem vlada izvaja energetske-podnebni načrt, ki vsebuje tehnične, zakonodajne, finančne in osveščevalne ukrepe.

Cilj energetske-podnebnega načrta je bolj proti podnebnim spremembam in prilagoditev države na te spremembe z upoštevanjem trajnostnega razvoja. Cilj je ustvariti odporno, trpežno in prilagojeno državo v korist njenega prebivalstva in dejavnosti..

Pripravljena je bila Bela knjiga o energetske prehod, ki je pokazala motiviranost monaških deležnikov za ukrepanje zaradi zmanjšanja emisij toplogrednih plinov. Zato je vlada uvedla Nacionalni pakt za energetske prehod, da mobilizira prebivalce, delavce, študente, podjetja, institucije in združenja ter jih spodbudi k pozitivnemu ravnanju in prispevanju k energetske prehod Monaka na področju mobilnosti, odpadkov in energije.

Leta 2019 je imel Pakt za energetske prehod 1158 članov.

Monako je leta 2018 poleg tega prepovedal kurilno olje, pri katerem je vsebnost žvepla 3,5 % za plovila. S tem odločnim ukrepom se je Kneževina odločila, da bo ukrepala že pred vzpostavitev nadzorovanega območja emisij v Sredozemlju in zmanjšanjem ravni žvepla v kurilnem olju v letu 2020.

Prav tako leta 2018 je Monako sprejel novo zakonodajo o energetske učinkovitosti stavb. Ta nova zakonodaja dopolnjuje številna orodja, ki jih je vlada Kneževine sprejela za deležnike energetskega prehoda v Monaku.

Cilj navedene zakonodaje je doseganje ciljev zmanjšanja toplogrednih plinov v Kneževini in določa zlasti:

- prepoved uporabe kurilnega olja v letu 2022 v starih stavbah
- obveznost rednih energetske pregledov od leta 2022 za stavbe, zgrajene med letoma 1930 in 1990. V zvezi s to obveznostjo bo vlada dodeljevala subvencije. Da se že vnaprej spodbudi zakonska obveznost pregleda (2022), ta subvencija lahko pokrije do 75 % stroškov pregleda.
- obveznost izvedbe del za toplotno izolacijo pri nekaterih obnovitvenih delih na stavbah.

Treba je tudi spomniti, da obrat za sežiganje gospodinjske odpadkov v Monaku opremljen s sistemi za filtracijo in čiščenje izpustov. Prav tako upošteva evropske standarde na tem področju.

Kneževina Monako je že več kot dvajset let pionir na področju subvencioniranja električnih in hibridnih vozil. Ta ukrep, ki je bil uveden leta 1994 uveden za službena vozila, je bil leta 2002 razširjen na osebna vozila in nato leta 2004 na hibridna vozila.

Leta 2019 je bilo v prometu 3000 električnih in hibridnih vozil, kar je 6 % voznega parka.

Ukrepi države za spodbujanje električnih vozil se nanašajo na brezplačno letno vinjeto in urejeno parkiranje ob cestah ter brezplačen dostop do polnjenja na več kot 700 priključnih na javnih parkiriščih in na polnilnicah na javnih površinah.

3. Des mesures spécifiques ont-elles été prises pour réduire les charges de polluants venant de l'extérieur de manière à parvenir à un taux non nuisible aux hommes, à la faune et à la flore ?

Oui

x

Non

Si oui, lesquelles?

Zunanja onesnaževala so v glavnem povezana s prevoznimi sredstvi (posamezniki, ki pridejo na delo v Monako, gradbišča, prevoz, plovila za križarjenje).

Mobilnost je v ospredju vladnega ukrepanja, ker se nanaša tako na trajnostni razvoj mesta kot javno zdravje prek ukrepov za kakovost zraka. Je tudi motor gospodarskega razvoja.

Dandanes je cilj pri mobilnosti prehod na mehke načine (javni prevoz, električna mobilnost, pešačenje) ob hkratnem doseganju gospodarskega razvoja v prostoru, ki si ga vsi delimo.

Vlada že dolgo vodi tako politiko in odločno ukrepa s ciljem, ki ga je mogoče povzeti v dveh besedah: uravnoteženo urejanje.

Gre za to, da je treba najti ravnovesje med različnimi načini mobilnosti in dati večji pomen mehkim načinom mobilnosti.

Urbani prevoz se nenehno izboljšuje in krepi (povečanje pogostosti, ugodne cene).

Postopoma se vzpostavlja multimodalnost med različnimi načini mobilnosti. Vozniki avtomobilov se s kombinacijo parkiranja in vožnje z avtobusom spodbujajo, da ob vstopu v Kneževino vozila parkirajo. Carte Azur, ki velja v monaškem avtobusnem omrežju in je bila uvedena skupaj s splošnim svetom departmaja Alpes-Maritimes (Conseil Général des Alpes-Maritimes) prav tako omogoča gibanje po celotnem sosednjem departmaju. Kot dopolnitev ponudbe načinov mobilnosti je bila razvita storitev samopostrežnih električnih koles s 105 kolesi in 17 postajami, ter Mobee, storitev skupne free-floating uporabe vozil s 25 električnimi vozili.

Vlaki ekspresnega regionalnega prevoza (TER) z monaškimi oznakami v regionalnem železniškem prometu: 38 000 francoskih in italijanskih delavcev pride vsak dan na delo v Kneževino. Nakup petih vlakov TER, vključenih v francosko regionalno železniško omrežje prispeva k njihovu prevozu, pri čemer je jutranja pogostost na ¼ ure, večerna pa vsako polno uro.

Spodbudne cene javnih parkirišč: javna parkirišča se prilagajajo mobilnosti različnih kategorij uporabnikov (najemniki prostorov, rezidenti, delavci vozači in občasni obiskovalci), ki prednostno uporabljajo javni prevoz in mehko mobilnost. Od leta 2013 velja za vse naročnike znižanje naročnine za 20 EUR/mesec, če imajo električno ali hibridno vozilo z emisijo CO<sub>2</sub> manj

kot 110 g/km.

Navedimo tudi naročnino na parkiranje v kombinaciji z brezplačno letno naročnino na avtobusno kartico ali ugodnejšo ceno za tiste, ki se vozijo skupaj. Na področju signalizacije »dinamično spremljanje parkirišč« danes omogoča identifikacijo razpoložljivih parkirišč v realnem času po četrtih in za vsako parkirno mesto.

V Kneževini je bilo na javnih parkiriščih leta 2019 več kot 17 000 parkirnih prostorov.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

#### IV. Article 2 paragraphe 2 d CA – Obligations générales relatives à la protection des sols

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 d de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...] »

d) protection du sol - en vue de réduire les préjudices quantitatifs et qualitatifs causés au sol, notamment en utilisant des modes de production agricoles et sylvicoles ménageant les sols, en exploitant ceux-ci de façon mesurée, en freinant l'érosion ainsi qu'en limitant l'imperméabilisation des sols ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en œuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 d de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en œuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

Ni relevantno v skladu z besedilom navedenega člena (ni kmetijstva niti gozdarstva).

Treba pa je opozoriti, da Zakonik o okolju vsebuje določbe o varstvu tal, prilagojene monaškemu urbanemu okolju (Knjiga II, Naslov II, Poglavje V, člen L.325-1 in naslednji). Določeno je, da se za namembnost in ureditev tal med drugim za turistične namene uporabljajo posebne določbe iz urbanističnega dovoljenja ali dovoljenja za opravljanje določene dejavnosti (člen L.325-4).

Poleg tega so državne službe, pristojne za javne parke (direktorat za urbanistično urejanje, Direction de l'Aménagement Urbain), zaradi ohranjanja tal in biotske raznovrstnosti v njih prepovedale uporabo vsakršnih kemičnih pesticidov.

2. Est-ce que l'exploitation mesurée des sols bénéficie d'une promotion ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

Si oui, comment?

Ni relevantno

3. Limite-t-on l'imperméabilisation des sols ?

Oui		Non	x
-----	--	-----	---

Si oui, comment ?

Ni relevantno

4. Encourage-t-on l'utilisation des modes de production agricoles et sylvicoles ménageant les sols ?			
Oui		Non	
Si oui, comment ?			
Ni relevantno			

5. Prend-on des mesures visant à freiner l'érosion ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquelles ?			
Ni relevantno			

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :
V monaškem urbanem okolju je mogoče ugotoviti, da se tla kar zadeva javne parke nadzorovano uporabljajo, med drugim s prepovedjo kemičnih pesticidov.
V okviru javnih parkov se upošteva pozidava tal.

## V. Article 2 paragraphe 2 e CA – Obligations générales relatives au régime des eaux

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 e de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...]

e) régime des eaux - en vue de conserver ou de rétablir la qualité naturelle des eaux et des hydrosystèmes, notamment en préservant la qualité des eaux, en veillant à ce que les installations hydrauliques soient construites en respectant la nature, et que l'énergie hydraulique soit exploitée dans un cadre tenant compte aussi bien des intérêts de la population qui y habite que de l'intérêt pour la préservation de l'environnement ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en œuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 e de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en œuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

Uvodoma je treba pojasniti, da Monako na svojem ozemlju nima hidroelektrarne.

Zakonik o okolju v Knjigi III, Naslovu II o zaščiti okolij povzema določbe o varstvu vodnih virov (Poglavje II), kakovosti voda (Poglavje III) in upravljanju odpadnih voda (Poglavje IV).

V zvezi z vodnimi viri je določena njihova racionalna raba zlasti na javnih in zasebnih gradbiščih, s tem da med drugim določa (člen L.322-4):

1. obveznost uporabe materialov in postopkov, s katerimi se ne onesnažujejo vodonosniki;
2. obveznost takojšnjega obveščanja pristojnega upravnega organa o odkritju ali vsakem nahajališču vode;
3. obveznost obveščanja pristojnega upravnega organa o vseh dejavnostih, ki bi lahko vplivale na vodni sistem.

Za črpanje, zajemanje, vrtnanje, vključno z raziskovalnim, porabo ali uporabo podzemnih ali nadzemnih voda ter morske vode je treba pridobiti dovoljenje državnega ministra (Ministre d'État). Vloga za dovoljenje mora med drugim vsebovati študijo vpliva na okolje. Dovoljenje se lahko izda pod posebnimi pogoji, zlasti v zvezi z oceno kakovosti odvzetih ali odpadnih voda (člen L.322-5).

Ukrepi za varstvo voda določajo med drugim mejne vrednosti onesnaženja in nadzor nad neposrednimi ali posrednimi izpusti (členi od L.323-1 do L.323-5).

2. Des mesures adéquates, y compris des mesures d'assainissement couvrant tout le territoire,

sont-elles prises pour préserver la qualité des eaux ?			
Oui	x	Non	
Si oui, lesquelles ?			
<p>Zakonik o okolju vsebuje posebne določbe za neposredne ali posredne izpuste vseh odpadkov, snovi, materiala ali energije v nadzemne in podzemne vode (člen L.323-3).</p> <p>Po potrebi so predvidene določbe o proizvodnji, uvozu, prodaji in uporabi snovi ali kategorij snovi, ki lahko spremenijo kakovost voda (člen L.323-4).</p> <p>Poleg tega lahko upravni organi zahtevajo študije o vplivih na okolje.</p> <p>V zvezi z ukrepi čiščenja ima Monako od leta 1990 obrata za predhodno in naknadno obdelavo odpadnih voda, ki sta prilagojena evropskim standardom.</p>			

3. Existe-t-il des prescriptions ou des mesures spéciales visant à protéger les sources d'eau potable ?			
Oui	x	Non	
Si oui, lesquelles ?			
<p>Zakonik o okolju vsebuje določbe o varstvu vodnih virov v državi.</p> <p>Pravica do izkoriščanja naravnih sladkovodnih virov pripada državi. Pri tem izkoriščanju je treba spoštovati ekosisteme (člen L.322-1).</p> <p>Za dela za črpanje vode za uporabo ljudi je potrebna ugotovitev javnega interesa z uredbo suverena (člen L.322-2).</p> <p>Da se prepreči spreminjanje voda za uporabo ljudi, se v odloku suverena o ugotovitvi javnega interesa okoli črpališč določi varstveno območje, znotraj katerega je prepovedano ali predpisano vsakršno delovanje ali naprave, ki bi lahko škodilo kakovosti teh voda (člen L.322-3).</p> <p>Lahko se določijo posebni pogoji (člena L.322-4 in L.322-5).</p> <p>Spomnimo, da ima Monako varstvene ukrepe že od sprejetja odloka z dne 6.07.1892 o ureditvi virov pitne vode.</p>			

4. Est-ce que votre pays veille à ce que les installations hydrauliques soient construites en respectant la nature?			
Oui		Non	
Si oui, comment ?			
Ni relevantno			

5. Est-ce qu'il est tenu compte des intérêts de la population qui habite ces régions dans les processus de décisions ?			
Oui		Non	
Si oui, comment ?			
Ni relevantno			

6. Existe-t-il des prescriptions et des incitations relatives à une exploitation de l'énergie hydraulique respectant la nature ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquelles ?			
Ni relevantno			

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

## VI. Article 2 paragraphe 2 f CA – Obligations générales relatives à la protection de la nature et à l’entretien des paysages

Voici le texte de l’article 2 paragraphe 2 f de la CA :

« (2) Pour atteindre l’objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...]

f) protection de la nature et entretien des paysages - en vue d’assurer la protection, la gestion et, si nécessaire, la restauration de la nature et des paysages de manière à garantir durablement le fonctionnement des écosystèmes, la préservation de la faune et de la flore ainsi que de leurs habitats, le pouvoir de régénération et de production à long terme du patrimoine naturel ainsi que la diversité, l’originalité et la beauté de la nature et des paysages dans leur ensemble ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en œuvre les orientations de l’article 2 paragraphe 2 f de la CA. S’il n’en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en œuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

Krajina je v Zakoniku o okolju varovana kot naravna dediščina Kneževine (člen L.311-1).

Krajina je med elementi, ki jih je treba upoštevati pri izvedbi študij vplivov (člen L.141-4).

Poleg tega je Monako sprejel Nacionalno strategijo o biotski raznovrstnosti do leta 2030, katere velik del je posvečen prilagoditvi države na podnebne spremembe, med drugim z ukrepi za boj proti toplotnim otokom in za krepitev narave v mestu.

2. Quelles sont, parmi les mesures énumérées ci-dessous à titre d’exemples, celles qui ont été prises pour protéger la nature et le paysage ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)

Restauration des éléments structurels naturels et proches de l’état naturel, des biotopes, des écosystèmes et des paysages ruraux traditionnels dans la mesure du possible	X
--	---

Utilisation ciblée de mesures de soutien et d’encouragement à l’agriculture et à la sylviculture et aux autres exploitations des sols	
---	--

Création de territoires où la protection de la nature et du paysage se voit accorder la priorité sur les autres biens	X
---	---

Création de réseaux d’habitats	X
--------------------------------	---

Autres	
--------	--

Veuillez donner des détails sur les mesures prises.

Monako skuša kolikor je le mogoče v okviru močno urbaniziranega okolja obnoviti naravo, da se spodbudi razvoj favne in flore: namestitev ptičjih hišic, hotelov za žuželke, nadstreškov za netopirje, degradirana območja se pustijo divja, ukrepi za varstvo nekaterih vrst in ponovno naselitev (na primer za nicejskega zvončka (acis nicaeensis), ...

Posebne pozornosti so deležna območja klifov, da se jim omogoči njihova vloga v habitatu.

V sodelovanju s Francijo je bilo v okviru dogovora z Nacionalnim organom za gozdove (Office National des Forêts (ONF)) izvedeno pogozdovanje v hribovju, imenovanem Tête de Chien (pasja glava). To jursko apnenčasto hribovje z nadmorsko višino 500 m v Franciji, ki se s površino okoli 226 ha razteza v Monako, je zavarovano kot gozdnato območje in izjemno naravno območje.

3. Parmi les mesures énumérées ci-dessous à titre d'exemples, quelles sont celles qui ont été prises pour conserver la faune et la flore, y compris leurs habitats (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)

Adoption de réglementations qui prévoient l'examen des mesures et des projets susceptibles de nuire durablement et de manière importante aux habitats de la faune et de la flore.	X
Interdictions ou dispositions concernant les contraintes et les détériorations évitables aux habitats de la faune et de la flore	
Création de parcs nationaux et/ou d'autres espaces protégés	X
Création de zones de préservation et de silence où les espèces animales et végétales sauvages ont la priorité sur tous les autres intérêts	
Réactivation des conditions naturelles des habitats détériorés	
Interdiction de prélever et de faire le commerce d'animaux et de plantes sauvages protégés	X
Réintroduction /repeuplement d'espèces de la région	X
Interdiction d'introduire des animaux et des plantes là où ces espèces n'étaient pas présentes de manière naturelle pendant une période contrôlable	X
Examen des risques inhérents à la dissémination d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement	
Autres	

Veillez donner des détails sur les mesures prises.

Zakonik o okolju določa sprejetje posebnih ukrepov za vodenje teh dejavnosti: izvedba študij o vplivu, naselitev/ponovna naselitev vrst, varstvo endemičnih območij, ustvarjanje zaščitnih območij ....

Izvedeni so bili popisi biotske raznolikosti.

Ena vrsta se posebej spremlja in se v zvezi z njo pripravlja študija ohranitve in ponovne naselitve: nicejski zvonček (acis nicaensis), ki je endemična vrsta za to regijo.

Monaška vlada je poleg tega pripravila dokument z naslovom »Zakonik o drevesih«, v katerem so ukrepi za ohranjanje in gospodarjenje z drevesi in rastlinjem ter zakonodajo za zaščito dreves, ki so del naravne dediščine:

- Uredba št. 3.197 z dne 25.03.2011 o ukrepih za varstvo dreves in nekaterih vrst rastlinja.
- Ministrski odlok št. 2012-37 z dne 25.01.2012 o izvajanju člena 4 uredbe št. 3.197 z dne 25.03.2011 o ukrepih za varstvo dreves in nekaterih vrst rastlinja.
- Ministrski odlok št. 2012-38 z dne 25.01.2012 o razvrščanju dreves in rastlinja, ki so del naravne dediščine.

Posebna zakonodaja se uporablja za izvajanje Washingtonske konvencije z dne 3.03.1973 o mednarodni trgovini z ogroženimi prosto živečimi živalskimi in rastlinskimi vrstami – CITES (Uredba suverena št. 67 z dne 23.05.2005).

Monako ima v svojem teritorialnem morju dve zaščiteni morski območji, ki sta v celoti vključeni v zaščiteni območje Pelagos. Obstaja tudi območje RAMSAR, tj. mokrišče. Poleg tega je bila v četrti Fontevieille ohranjena umetna vodna površina, kjer se ustavljajo ptice selivke.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

Ukrepi za prednostno varstvo narave in krajine se izvajajo na obalnem in pomorskem območju.

## VII. Article 2 paragraphe 2 g de la CA – Obligations générales relatives à l'agriculture de montagne

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 g de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...] »

g) agriculture de montagne - en vue d'assurer, dans l'intérêt général, la conservation, la gestion et la promotion des paysages ruraux traditionnels et d'une agriculture adaptée au site et compatible avec l'environnement, tout en prenant en considération les contraintes économiques de l'espace alpin ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en œuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 g de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en œuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

Ni relevantno za Monako, v katerem ni s kmetijstvom povezanih dejavnosti.

2. Quelles sont les mesures prises pour conserver les paysages ruraux traditionnels ?

3. Parmi les mesures mentionnées ci-dessous à titre d'exemples, quelles sont celles qui sont prises pour conserver une agriculture adaptée aux sites et compatible avec l'environnement tout en tenant compte des conditions difficiles de production ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)

Soutien des exploitations qui, dans des situations extrêmes, assurent une exploitation minimale	
---	--

Promotion de l'élevage adapté aux sites et lié à la surface disponible	
--	--

Promotion de l'élevage traditionnel et de la diversité traditionnelle des races de bétail	
---	--

Encouragement et soutien de la conservation de la diversité des plantes cultivées	
---	--

Soutien de la commercialisation des produits typiques de l'agriculture de montagne et protection de la qualité et des caractéristiques typiques de ces produits	
---	--

Promotion de la création et du développement de nouvelles sources de revenus dans les régions où cela est nécessaire pour la conservation de l'agriculture traditionnelle	
---	--

Assurance des services nécessaires à la maîtrise des inconvénients des régions de montagne	
--	--

Autres	
--------	--

Veillez donner des détails sur les mesures prises.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

V Monaku ni kmetijskih dejavnosti.

## VIII. Article 2 paragraphe 2 h de la CA – Obligations générales relatives aux forêts de montagne

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 h de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...] »

h) forêts de montagne - en vue d'assurer la préservation, le renforcement et le rétablissement des fonctions forestières, notamment la fonction protectrice, en améliorant la résistance des écosystèmes forestiers en particulier par une gestion respectant la nature, en évitant toute utilisation préjudiciable à la forêt et en tenant compte des contraintes économiques dans l'espace alpin ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en œuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 h de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en œuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

Ni relevantno, v Monaku ni gozda.

2. Parmi les mesures énumérées ci-dessous à titre d'exemples, quelles sont celles qui ont été prises pour améliorer la résistance des écosystèmes forestiers au moyen d'une exploitation respectant la nature ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)

Application de procédés naturels de rajeunissement de la forêt	<input type="checkbox"/>
Introduction/conservation de peuplements étagés et biens structurés composés d'essences adaptées au site	<input type="checkbox"/>
Priorité accordée à la fonction protectrice	<input type="checkbox"/>
Mise en œuvre de projets d'entretien et d'amélioration des forêts à fonction protectrice	<input type="checkbox"/>
Institution de réserves de forêts naturelles	<input type="checkbox"/>
Autres	<input type="checkbox"/>
Veuillez donner des détails sur les mesures prises.	

3. Des mesures visant à empêcher toute utilisation préjudiciable à la forêt tout en tenant compte des contraintes économiques dans l'espace alpin ont-elles été prises ?

Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
Si oui, lesquelles ?			

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

V Monaku ni gozda.

Kljub temu se v sodelovanju s Francijo v okviru dogovora z Nacionalnim organom za gozdove izvaja pogozdovanje v hribovju, imenovanem Tête de Chien (pasja glava). To jursko apnenčasto hribovje z nadmorsko višino 500 m v Franciji, ki se s površino okoli 226 ha razteza v Monako, je zavarovano kot gozdnato območje in izjemno naravno območje.

Monaška vlada je poleg tega pripravila dokument z naslovom »Zakonik o drevesih«, v katerem so ukrepi za ohranjanje in gospodarjenje z drevesi in rastlinjem ter zakonodajo za zaščito dreves, ki so del naravne dediščine:

Uredba št. 3.197 z dne 25.03.2011 o ukrepih za varstvo dreves in nekaterih vrst rastlinja.

Ministrski odlok št. 2012-37 z dne 25.01.2012 o izvajanju člena uredbe št. 3.197 z dne 25.03.2011 o ukrepih za varstvo dreves in nekaterih vrst rastlinja.

Ministrski odlok št. 2012-38 duz dne 25.01.2012 o razvrščanju dreves in rastlinja, ki so del naravne dediščine.

## IX. Article 2 paragraphe 2 i de la CA – Obligations générales relatives au tourisme et aux loisirs

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 i de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...]

i) tourisme et loisirs - en vue d'assurer l'harmonisation des activités touristiques et de loisir avec les exigences écologiques et sociales, tout en limitant les activités touristiques et de loisir qui sont préjudiciables à l'environnement, notamment par la délimitation de zones déclarées non aménageables ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en œuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 i de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en œuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

Zakonik o okolju določa, da se za namembnost in ureditev tal med drugim za turistične namene uporabljajo posebne določbe iz urbanističnega dovoljenja ali dovoljenja za opravljanje določene dejavnosti (člen L.325-4).

Ugotoviti je treba, da so turistične dejavnosti v Monaku povezane s sredozemskim obalnim urbanim območjem in se v glavnem nanašajo na morje.

Knežja vlada, zlasti Direktorat za turizem in kongrese (Direction du Tourisme et des Congrès), si prizadeva vključiti okoljsko dimenzijo v načrtovane dejavnosti in skrbi za zmanjševanje vpliva na okolje.

Turist je na primer zaradi odkrivanja kopenske biotske raznovrstnosti na voljo pohod med drevesi, ki so del naravne dediščine.

Javni parki so opremljeni s panoji za obveščanje in ozaveščanje o vrstah, ki se jih tam sreča.

2. Parmi les mesures énumérées ci-dessous à titre d'exemples, quelles sont celles qui ont été prises pour limiter les activités préjudiciables à l'environnement ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)

Limitation des transports individuels motorisés	
Limitation des corrections de terrain lors de l'aménagement et de l'entretien des pistes de ski	
Interdiction d'activités sportives motorisées	
Limitation d'activités sportives motorisées à des zones déterminées	X
Interdiction de la dépose par aéronefs à des fins d'activités sportives en dehors des aérodromes	
Limitation de la dépose par aéronefs à des fins d'activités sportives en dehors des	

aérodromes	
Promotion d'initiatives visant à améliorer l'accessibilité pour les touristes des lieux et centres touristiques au moyen des transports publics	X
Autres	
Veuillez donner des détails sur les mesures prises.	
<p>Monako je razvil ponudbo, ki turistom omogoča odkrivanje Monaka brez uporabe osebnega vozila: vožnja z nadstropnim avtobusom, turistični vlak, električna kolesa, številne pešpoti, razvejana mreža avtobusov v državi.</p> <p>Vlada skupaj z monaškim avtobusnim podjetjem zagotavlja spremljanje razpoložljivih avtobusov in skrbi za nenehne izboljšave: posodobitev vozil, povečanja pogostosti, nočni avtobusi, večerni avtobusi, intermodalnost, politika ugodnih cen, električni avtobusi... Promet je mogoče spremljati v realnem času na panojih na pokritih postajališčih in v avtobusih.</p> <p>Postopoma se vzpostavlja multimodalnost med različnimi načini mobilnosti. Vozniki avtomobilov se s kombinacijo parkiranja in vožnje z avtobusom spodbujajo, da ob vstopu v Kneževino vozila parkirajo. Carte Azur, ki velja v monaškem avtobusnem omrežju in je bila uvedena skupaj s splošnim svetom departmaja Alpes-Maritimes (Conseil Général des Alpes-Maritimes) prav tako omogoča gibanje po celotnem sosednjem departmaju. Kot dopolnitev ponudbe načinov mobilnosti je bila razvita storitev samopostrežnih električnih koles s 105 kolesi in 17 postajami, ter Mobeo, storitev skupne free-floating uporabe vozil s 25 električnimi vozili. Monako podpira mobilnost po železnici, tako da je kupil dodatne vlake TER z monaškimi oznakami v regionalnem železniškem omrežju.</p> <p>V zvezi z mehko mobilnostjo je bilo mogoče zaradi topografije ozemlja v obliki amfiteatra vzpostaviti omrežje, ki olajšuje pešačenje v mestu. Danes šteje 33 javnih mehaniziranih povezav z okoli stotimi napravami (dvigala, stopnice...), ki so brezplačne in odprte 24 ur na dan.</p>	

3. Est-il tenu compte des nécessités sociales dans le cadre du développement des activités touristiques et de loisir ?			
Oui		Non	
Si oui, comment ?			
Ni relevantno			

4. Des zones de tranquillité, où l'on renonce aux activités touristiques, ont-elles été délimitées

selon des aspects écologiques ?			
Oui		Non	
Si oui, veuillez mentionner les critères de fixation ainsi que l'étendue et la situation de ces zones de tranquillité.			
Ni relevantno			

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :
Omejitev motoriziranih športnih dejavnosti na določenih območjih je ukrep, ki se nanaša na morsko območje.

## X. Article 2 paragraphe 2 j de la CA – Obligations générales relatives aux transports

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 j de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...]

j) transports - en vue de réduire les nuisances et les risques dans le secteur du transport interalpin et transalpin, de telle sorte qu'ils soient supportables pour les hommes, la faune et la flore ainsi que pour leur cadre de vie et leurs habitats, notamment par un transfert sur la voie ferrée d'une partie croissante du trafic, en particulier du trafic de marchandises, notamment par le création des infrastructures appropriées et de mesures incitatives conformes au marché, sans discrimination pour des raisons de nationalité ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en œuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 j de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en œuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

Zakonik o okolju določa ukrepe v zvezi z onesnaževanjem, tveganji in škodljivimi vplivi (Knjiga IV), s katerimi se:

- prepoveduje uvedba, proizvodnja, uporaba, prodaja in najem izdelkov, snovi, plovil, materialov, opreme, strojev ali vozil, ki povzročajo onesnaženje ali škodljive vplive, ki presegajo predpisane standarde (člen L.411-4);
- spodbuja zasnova, proizvodnja, trženje in uporaba izdelkov, snovi, plovil, materialov, opreme, strojev ali vozil, ki zmanjšujejo škodljive vplive na zdravje ljudi in okolje (člen L.411-5).

Pri ocenjevanju potencialnih škodljivih vplivov na zdravje ljudi in okolje se upošteva celotna življenjska doba izdelka, snovi, plovila, materiala, opreme, stroja ali vozila, kot tudi vse upoštevne informacije (člen L.411-6).

Plovila in motorna vozila ne smejo povzročati hrupa, ki presega predpisane standarde in mejne vrednosti, niti se ne smejo uporabljati v neskladju z njihovim običajnim namenom (člen L.452-10).

Ureditev dopolnjuje druga zakonodaja, ki še ni povzeta v Zakoniku o okolju:

- Uredba suverena št. 1.691 z dne 17.12.1957 o ureditvi nadzora cestnega prometa (Zakonik o cestah)
- Uredba suverena št. 10.689 z dne 22.10.1992 o pogojih za uporabo zakona št. 954 z dne 19.04.1974 v zvezi z bojem proti onesnaževanju zraka s strani kopenskih vozil (*ostaja v veljavi do sprejetja pravnih aktov za izvajanje Zakonika o okolju*)
- Uredba št. 1.720 z dne 04.07.2008, kakor je bila spremenjena, o ureditvi taksi službe, dostavnih vozil, vozil za mestne storitve in motorjev na zahtevo.
- Ministrski odlok št. 58-016 z dne 7.01.1958 o izpuhkih avtomobilov.
- Ministrski odlok št. 92-648 z dne 28.10.1992 o omejitvi emisij onesnaženega dima in plina iz kopenskih vozil.
- Ministrski odlok št. 96-17 z dne 17.01.1996, kakor je bil spremenjen, o tehničnih pregledih avtomobilov.
- Ministrski odlok št. 98-124 z dne 18.03.1998 o preprečevanju emisij hlapnih organskih spojin iz naprav za skladiščenje na bencinskih servisih pri polnjenju rezervoarjev.

- Ministrski odlok št. 2008-481 z dne 1.09.2008 o okoljskem standardu za taksije.
- Ministrski odlok št. 2018-1079 z dne 21.11.2018 o ureditvi splošnih načel zaščite pred nevarnostjo požara in panike v stavbah.

Poleg tega je cilj centra za tehnične preglede vozil nadzirati emisije in spremljati vozila, registrirana v Monaku. To je določeno v Zakoniku o cestah (zlasti členi 103, 113, 114).

2. Des mesures sont-elles mises en œuvre pour maintenir à un faible niveau les nuisances et les risques dans le secteur du transport intra-alpin et transalpin ou pour les réduire?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

V zvezi s cestnim prometom ima Monako center za urejanje prometa in je vzpostavil politiko za zmanjšanje in usklajevanje pretoka vozil.

Vlada poleg tega spodbuja mehko mobilnost, da bi prebivalci in delavci uporabljali javni prevoz ali prednostno skupno uporabljali vozila ali električna kolesa.

Postopoma se vzpostavlja multimodalnost med različnimi načini mobilnosti. Vozniki avtomobilov se s kombinacijo parkiranja in vožnje z avtobusom spodbujajo, da ob vstopu v Kneževino vozila parkirajo. Carte Azur, ki velja v monaškem avtobusnem omrežju in je bila uvedena skupaj s splošnim svetom departmaja Alpes-Maritimes (Conseil Général des Alpes-Maritimes) prav tako omogoča gibanje po celotnem sosednjem departmaju. Kot dopolnitev ponudbe načinov mobilnosti je bila razvita storitev samopostrežnih električnih koles s 105 kolesi in 17 postajami, ter Mobeo, storitev skupne free-floating uporabe vozil s 25 električnimi vozili.

Monako podpira mobilnost po železnici, tako da je kupil dodatne vlake TER z monaškimi oznakami v regionalnem železniškem omrežju.

38 000 francoskih in italijanskih delavcev pride vsak dan na delo v Kneževino. Nakup petih vlakov TER, vključenih v francosko regionalno železniško omrežje prispeva k njihovemu prevozu, pri čemer je jutranja pogostost na ¼ ure, večerna pa vsako polno uro.

Čedalje več je spodbudnih cen javnih parkirišč. V skladu z akcijskim načrtom vlade se javna parkirišča prilagajajo mobilnosti različnih kategorij uporabnikov (najemniki prostorov, rezidenti, delavci vozači in občasni obiskovalci), ki raje uporabljajo javni prevoz in mehko mobilnost. Od leta 2013 velja za vse naročnike znižanje na-ročnine za 20 EUR/mesec, če imajo električno ali hibridno vozilo z emisijo CO2 manj kot 110 g/km.

Navedimo tudi aboniranje na parkiranje v kombinaciji z brezplačnim letnim abonmajem na avtobusno kartico ali ugodnejšo ceno za tiste, ki se vozijo skupaj.

Na področju signalizacije »dinamično spremljanje parkirišč« danes omogoča identifikacijo razpoložljivih parkirišč v realnem času po četrtih in za vsako parkirno mesto.

V Kneževini je bilo na javnih parkiriščih leta 2019 več kot 17 000 parkirnih prostorov.

3. Des mesures sont-elles prises pour réduire les émissions nocives provenant du trafic dans l'espace alpin ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ? Veuillez indiquer également des études de cas existantes qui permettent des déductions qualitatives.

Spodbujanje mehke mobilnosti je sredstvo za zmanjšanje škodljivih emisij iz prometa: spodbujanje uporabe javnega prevoza, električnih koles, skupnih voženj, glejte odgovor v točki 2 zgoraj.

Vlada vodi zavzeto politiko v korist čistih vozil ali takih, ki malo onesnažujejo. Kneževina Monako je že več kot dvajset let pionir na področju subvencioniranja električnih in hibridnih vozil. Ta ukrep, ki je bil uveden leta 1994 uveden za službena vozila, je bil leta 2002 razširjen na osebna vozila in nato leta 2004 na hibridna vozila. Ukrepi države za spodbujanje električnih vozil se nanašajo na brezplačno letno vinjeto in urejeno parkiranje ob cestah ter brezplačen dostop do polnjenja na več kot 700 priključkih na javnih parkiriščih in na polnilnicah na javnih površinah.

4. Des mesures de lutte contre le bruit particulièrement adaptées à la topographie de l'espace alpin ont-elles été prises ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

Sprejeti ukrepi se umeščajo v urbano okolje Monaka. Zakonik o okolju določa preventivne ukrepe (členi L.411-4 ; L.411-5 ; L.411-6), ukrepe proti zvočnemu onesnaževanju in nadzoru nad njim (členi od L.452-1 do L.452-11). Izdelana je bila zvočna karta Kneževine, ki omogoča celovito oceno izpostavljenosti hrupu v državi in oceno sprememb pri tem (člen L.452-3).

Nanašajo se predvsem na zvočne emisije vozil (Zakonik o cestah, zlasti člen 207a o preseganju standardnih emisij s področja hrupa) in helikopterjev.

Posebne določbe veljajo za hrup na gradbiščih:

- Uredba suverena št. 4.620 z dne 29.12.1970 o najvišjih mejnih vrednostih hrupa strojev na javnih in zasebnih gradbiščih.
- Ministrski odlok št. 2018-1116 z dne 3.12.2018 o ograjevanju gradbišč.
- Ministrski odlok št. 2018-1117 z dne 3.12.2018 o hrupu na gradbiščih.

Ti ukrepi med drugim predvidevajo izdelavo predhodne študije o hrupu na gradbišču, načrt preprečevanja in zmanjševanja hrupa z gradbišča in načrt komuniciranja za obveščanje sosedov. Zahtevajo se akustično boljši stroji, tehnike in materiali.

5. Des mesures adéquates relatives à l'infrastructure ont-elles été prises pour accroître le

transfert du trafic, notamment des transports de marchandises, sur le réseau ferroviaire ?			
Oui		Non	X
Si oui, lesquelles ?			
Ni relevantno			

6. Des incitations conformes au marché ont-elles été créées pour accroître le transfert du trafic, notamment des transports de marchandises, sur le réseau ferroviaire ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
<p>Ti ukrepi ne zadevajo prevoza blaga v Monaku. Zadevajo pretok delavcev vozačev.</p> <p>Monako podpira mobilnost po železnici z vlaki TER z monaškimi oznakami v regionalnem železniškem omrežju.</p> <p>38 000 francoskih in italijanskih delavcev pride vsak dan na delo v Kneževino. Nakup petih vlakov TER, vključenih v francosko regionalno železniško omrežje prispeva k njihovemu prevozu, pri čemer je jutranja pogostost na ¼ ure, večerna pa vsako polno uro.</p>			

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :
--

## XI. Article 2 paragraphe 2 k de la CA –Obligations générales relatives à l'énergie

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 k de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...]

k) énergie - en vue d'imposer une production, distribution et utilisation de l'énergie ménageant la nature et le paysage et compatibles avec l'environnement, et d'encourager des mesures d'économie d'énergie ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en œuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 k de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en œuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

Zakon iz leta 1974 ureja varčevanje z energijo ob pomanjkanju ali grožnji pomanjkanja (Zakon št. 962 z dne 14.11.1974 o varčevanju z energijo).

V zakoniku o okolju je energija urejena v Knjigi II, in sicer z naslednjim:

- popisom stanja emisij toplogrednih plinov (Naslov II),
- čista in učinkovita raba energije (Naslov III),
- razvojem obnovljivih virov energije (Naslov IV),
- upoštevanjem pri javnih politikah (Naslov V).

Ureditev dopolnjujejo drugi pravni akti:

- Ministrski odlok št. 2018-320 z dne 16.04.2018 o pogojih podeljevanja pooblastil in nalogah oseb in subjektov za izvajanje tehničnega nadzora na področju čistoče, varnosti in zaščite okolja.
- Ministrski odlok št. 2018-613 z dne 26.06.2018 o termičnih latnostih novih stavb, obnovi obstoječih stavb in prizidkih.

2. Quelles sont les mesures adoptées par votre pays pour imposer une production, une distribution et une utilisation de l'énergie ménageant la nature et le paysage et compatible avec l'environnement ?

Monako si je v skladu s protokolom k Pariškemu sporazumu za cilj določil zmanjšanje emisij toplogrednih plinov za 50 % do leta 2030 in ogljično nevtralnost do leta 2050.

Monako ima za izvajanje navedenih določb več orodij. Za izvajanje vladne politike na tem področju sta zadolžena direktorat za okolje (Direction de l'Environnement) in enota za energetski prehod (Mission pour la transition énergétique).

Monako je pripravil energetsko-podnebni načrt do leta 2020, belo knjigo o energiji, pakt za energetski prehod in odgovorno trgovanje, ki jih dopolnjujejo ukrepi za spodbujanje varčevanja z energijo in ekološko odgovorno ravnanje.

Leta 2020 je bil pripravljen podnebno-energetski načrt s ciljem, da se do leta 2030 dosežejo energetske cilje v skladu s cilji zmanjšanja toplogrednih plinov. Del podnebno-energetskega načrta je posvečen prilagoditvi države na podnebne spremembe, zlasti z ukrepi za boj proti toplotnim otokom in krepitev narave v mestu, pa tudi strategijo za kakovost zraka v Kneževini za doseganje ciljev kakovosti zraka, ki jih je SZO določila do leta 2030.

Med glavnimi ukrepi je prepoved kurilnega olja do leta 2022 za ogrevanje stavb, ki se v glavnem nadomesti z morsko termalno energijo.

Poleg tega so bile uvedene spodbude:

- subvencija za lastnike za vgradnjo sistema za solarno ogrevanje – določitev zneskov ter načina dodeljevanja in izplačevanja subvencije (obvestilo, objavljeno v Uradnem listu Monaka št. 8.060 z dne 16.03.2012).
- spodbuda za sisteme za fotovoltaično proizvodnjo električne energije – določitev zneskov ter načina dodeljevanja in izplačevanja (obvestilo, objavljeno v Uradnem listu Monaka št. 8.223 z dne 1.05.2015).

3. Des mesures de réduction de la consommation d'énergie et d'augmentation du rendement énergétique ont-elles été prises ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

Zakon št. 962 z dne 14.11.1974 ureja varčevanje z energijo ob pomanjkanju ali grožnji pomanjkanja.

V Zakoniku o okolju Naslov III Knjige II ureja čisto in učinkovito rabo energije:

- Člen L.230-1.- državni minister z odlokom določi pogoje, pod katerimi se spodbuja energetska učinkovitost stavb in izdelkov, ter pogoje, pod katerimi se lahko dodeli finančna podpora glede na njihov vpliv na emisije toplogrednih plinov.
- Člen L.230-2.- državni minister z odlokom določi standarde za učinkovito rabo energije v stavbah.

Državni minister lahko sprejme vse ustrezne ukrepe za racionalno rabo energije in za spodbujanje uporabe obnovljivih virov energije ter raziskovanje razvoja uporabe nadomestnih virov energije (člen L.210-2 Zakonika o okolju).

Vlada je v tem okviru uvedla obsežen program energetskega pregleda javnih stavb.

Poleg tega je bila sprejeta zakonodaja, po kateri je treba upoštevati termične lastnosti pri novih stavbah ali pri obnovi obstoječih stavb ali v primeru prizidkov (Ministrski odlok št. 2018-613 z dne 26.06.2018).

Cilj navedene zakonodaje je doseganje ciljev zmanjšanja toplogrednih plinov v Kneževini in določa zlasti:

- prepoved uporabe kurilnega olja v letu 2022 v starih stavbah.
- obveznost rednih energetske pregledov od leta 2022 za stavbe, zgrajene med letoma 1930 in 1990. V zvezi s to obveznostjo bo vlada dodeljevala subvencije. Da se že vnaprej spodbudi zakonska obveznost pregleda (2022), ta subvencija lahko pokrije do 75 % stroškov pregleda.
- obveznost izvedbe del za toplotno izolacijo pri nekaterih obnovitvenih delih na stavbah.

Leta 2020 je bila uvedena subvencija za nadomestitev oken z enojno zasteklitvijo v starih stavbah.

4. Des mesures visant à prendre en compte les coûts réels ont-elles été prises ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si oui, lesquelles ?

5. L'utilisation compatible avec l'environnement des énergies renouvelables fait-elle l'objet d'une promotion dans votre pays ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, de quelles énergies s'agit-il et comment se fait cette promotion ?

Monaška država subvencionira:

- namestitev solarnega sistema ogrevanja (obvestilo, objavljeno v Uradnem listu Monaka št. 8.060 z dne 16.03.2012)
- sisteme za fotovoltaično proizvodnjo električne energije (obvestilo, objavljeno v Uradnem listu Monaka št. 8.223 z dne 1.05.2015).

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

## XII. Article 2 paragraphe 2 1 de la CA – Obligations générales relatives à la gestion des déchets

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 1 de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...] »

1) déchets - en vue d'assurer des systèmes de ramassage, de recyclage et de traitement des déchets adaptés aux besoins topographiques, géologiques et climatiques spécifiques de l'espace alpin tout en visant à réduire le volume des déchets produits ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en œuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 1 de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en œuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

V Zakoniku o okolju je več določb v zvezi z odpadki (Knjiga IV o onesnaževanju, tveganjih in škodljivih vplivih, Naslov III), ki se nanašajo na:

- upravljanje odpadkov, splošne določbe (Poglavje I);
- nevarni odpadki (Poglavje II);
- odpadki iz zdravstvenih in podobnih dejavnosti (Poglavje III);
- radioaktivni odpadki (Poglavje IV).

Med drugim je določeno, da je treba ukrepe za zmanjšanje virov, zbiranje, razvrščanje, skladiščenje, prevoz, uvoz, izvoz, tranzit, odvoz, ponovno uporabo, recikliranje, predelavo ali druge oblike obdelave odpadkov, vključno s končnimi odpadki, izvesti zaradi preprečevanja presežne proizvodnje in razsipne porabe, če se njihova ponovna uporaba šteje za lokalno primerno, in splošneje zaradi preprečevanja onesnaževanja ali škodljivih vplivov (člen L.431-2).

2. Comment se fait le traitement des déchets dans les régions les plus isolées de l'espace alpin ?

Ni relevantno

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

Vsi odpadki, ki nastanejo v Monaku, se prevzamejo v lokalno obdelavo in/ali izvoz v družbe za predelavo.

V obratu za energetska predelava se obdelujejo gospodinjski odpadki iz Monaka in del odpadkov iz obmejnih francoskih občin.

Monako je vzpostavil sistem ločenega zbiranja papirja, embalaže, stekla, olja, strupenih odpadkov ter baterij in akumulatorjev.

### ***C. Obligations débordant de la Convention alpine et des protocoles d'application***

**Prise en compte de tous les objectifs des domaines mentionnés dans l'article 2 paragraphe 2 de la CA dans tous les domaines**

1. Est-ce que les politiques mises en œuvre dans tous les domaines mentionnés à l'article 2 paragraphe 2 de la CA sont prises en compte dans les domaines suivants ?	Oui	Non
Population et culture	X	
Aménagement du territoire	X	
Qualité de l'air	X	
Protection des sols	X	
Régime des eaux	X	
Protection de la nature et entretien des paysages		X
Agriculture de montagne		X
Forêts de montagne		X
Tourisme et loisirs	X	
Transports	X	
Énergie	X	
Gestion des déchets	X	
Veuillez mentionner quelques cas exemplaires		

Prebivalstvo in kultura: spodbujanje in podpora lokalnim združenjem, zlasti z nacionalnim odborom za monaško tradicijo (Comité National des Traditions Monégasques).

Prostorsko urejanje: prostorsko načrtovanje v okviru vladne politike, ki ga podpirajo državne službe, zlasti Direktorat za načrtovanje, urbanizem in mobilnost (Direction de la Prospective, de l'Urbanisme et de la Mobilité).

Kakovost zraka: politika zmanjševanja onesnaževal ozračja z izvajanjem politike mehke mobilnosti in brezogljčnih vozil.

Energija: Ukrepi na področju energetske politike so namenjeni zmanjševanju emisij toplogrednih plinov, prehodu na obnovljive vire energije, zmanjšanje rabe energije z novimi okoljskimi standardi pri novogradnjah, spodbude za varčevanje z energijo za posameznike.

Odpadki: Politika zbiranja in 100 % obdelave odpadkov, izvajanje reciklaže različnih kategorij odpadkov.

## La coopération entre les Parties contractantes

2. La coopération internationale et transfrontalière a-t-elle été intensifiée dans les domaines respectifs ci-dessous ainsi qu'élargie sur le plan géographique et thématique ?	Oui	Non
Population et culture	X	
Aménagement du territoire	X	
Qualité de l'air	X	
Protection des sols		X
Régime des eaux		X
Protection de la nature et entretien des paysages	X	
Agriculture de montagne		X
Forêts de montagne	X	
Tourisme et loisirs	X	
Transports	X	
Énergie	X	
Gestion des déchets	X	

3. Les obstacles à la coopération internationale subsistant éventuellement entre les administrations régionales et les collectivités territoriales de l'espace alpin ont-ils été écartés ?			
Oui	Ni relevantno	Non	

4. La résolution des problèmes communs par le biais de la coopération internationale au niveau le plus adéquat est-elle encouragée ?			
Oui	X	Non	

5. L'intensification de la coopération internationale entre les institutions respectivement compétentes bénéficie-t-elle d'un soutien ?			
Oui	X	Non	

6. Est-ce que les collectivités territoriales se voient accorder des possibilités de représenter efficacement les intérêts de la population dans les cas où elles ne peuvent pas mettre en œuvre certaines mesures, parce que celles-ci relèvent de la compétence nationale ou internationale ?			
Oui		Non	
Si oui, veuillez mentionner les réglementations correspondantes et en indiquer le contenu.			
Ni relevantno			

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :
--

### Participation des collectivités territoriales

7. Est-ce que, dans les domaines énumérés ci-dessous, les niveaux adéquats de concertation et de coopération entre les institutions et collectivités territoriales directement concernées sont définis, dans le but d'encourager la responsabilité conjointe ainsi que d'utiliser et de développer des forces s'intensifiant mutuellement lors de l'exécution des politiques ainsi que des mesures qui en résultent ?	Oui	Non
Population et culture	X	
Aménagement du territoire	X	
Qualité de l'air		X
Protection des sols		X
Régime des eaux		X
Protection de la nature et entretien des paysages	X	
Agriculture de montagne		X
Forêts de montagne		X
Tourisme et loisirs	X	
Transports		X
Énergie		X
Gestion des déchets		X

8. Est-ce que les collectivités territoriales directement concernées sont, tout en conservant leur compétence dans le cadre de l'ordre national ou fédéral en vigueur, impliquées aux divers stades de préparation et de mise en œuvre des politiques et des mesures relatives aux domaines mentionnés ci-dessous ?	Oui	Non
Population et culture	X	
Aménagement du territoire	X	
Qualité de l'air		X
Protection des sols		X
Régime des eaux		X
Protection de la nature et entretien des paysages	X	
Agriculture de montagne		X
Forêts de montagne		X
Tourisme et loisirs	X	
Transports		X
Énergie		X
Gestion des déchets		X

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

### Article 3 de la CA – Recherche, évaluation scientifique et observation systématique

9. Procède-t-on à des travaux de recherche et à des évaluations scientifiques portant sur les domaines énumérés ci-dessous, dont les objectifs sont ceux mentionnés à l'article 2 de la CA ?	Oui	Non
Population et culture		X
Aménagement du territoire	X	
Qualité de l'air	X	
Protection des sols		X
Régime des eaux	X	
Protection de la nature et entretien des paysages	X	
Agriculture de montagne		X

Forêts de montagne		X
Tourisme et loisirs	X	
Transports	X	
Énergie	X	
Gestion des déchets	X	

10. Est-ce que, avec d'autres Parties contractantes, d'autres programmes communs ou se complétant mutuellement, portant sur l'observation systématique, ont été mis au point dans les domaines énumérés ci-dessous ?	Oui	Non
Population et culture		X
Aménagement du territoire	X	
Qualité de l'air	X	
Protection des sols		X
Régime des eaux	X	
Protection de la nature et entretien des paysages	X	
Agriculture de montagne		X
Forêts de montagne	X	
Tourisme et loisirs		X
Transports	X	
Énergie	X	
Gestion des déchets	X	

11. Est-ce que les résultats de la recherche nationale et de l'observation systématique relatifs aux domaines énumérés ci-dessous sont mis en commun pour aboutir à une observation durable et à des informations sous une forme harmonisée ?	Oui	Non
Population et culture		X
Aménagement du territoire	X	
Qualité de l'air	X	
Protection des sols		X

Régime des eaux	X	
Protection de la nature et entretien des paysages	X	
Agriculture de montagne		X
Forêts de montagne	X	
Tourisme et loisirs		X
Transports	X	
Énergie	X	
Gestion des déchets	X	

12. Veuillez donner des détails sur les travaux de recherche et d'observations systématiques ainsi que sur la coopération dans ce domaine.

Si un ou plusieurs protocoles sont en vigueur dans votre pays, veuillez également mentionner dans quelle mesure la recherche et l'observation systématique correspondent aux orientations énoncées dans les protocoles correspondants.

Kakovost zraka: Monako v okviru sporazuma o partnerstvu sodeluje z ATMOSUD (francosko združenje za spremljanje kakovosti zraka).

Monako sodeluje v programu EMEP (evropski program za spremljanje in ocenjevanje) v okviru Konvencije o onesnaževanju zraka na velike razdalje preko meja.

Varstvo narave in krajine: Monako je prispeval k izvedbi popisa stanja biotske raznovrstnosti v parku Mercantour. Na podlagi tega je bila izdana publikacija. Izveden je bil popis stanja biotske raznovrstnosti na monaškem ozemlju, ki je razkril nesluteno bogastvo na tako možno urbaniziranem ozemlju. Zajemal je avifavno, entomofavno, herpetofavno, floro in morske vrste.

Gozdovi in gore: čeprav v Monaku ni gozdov, prispeva k ohranjanju gozdov na druge načine. Zlasti tako, da je bilo v sodelovanju s Francijo v okviru dogovora z Nacionalnim organom za gozdove (Office National des Forêts (ONF)), izvedeno pogozdovanje v hribovju, imenovanem Tête de Chien (pasja glava). To jursko apnenčasto hribovje z nadmorsko višino 500 m v Franciji, ki se s površino okoli 226 ha razteza v Monako, je zavarovano kot gozdnato območje in izjemno naravno območje.

Prevoz: Monako skupaj z regijo PACA in departmajem Alpes-Maritimes sodeluje pri širitvi in krepitvi javnega prevoza in spodbujanju intermodalnosti (nakup vlakov TER z monaškimi oznakami, širitev medkrajevskih avtobusnih linij).

**Article 4 de la CA – La collaboration et l’information dans le domaine juridique, scientifique, économique et technique**

13. L’échange d’informations juridiques, scientifiques, économiques et techniques entre les Parties contractuelles, importantes pour la Convention alpine, est-il facilité et encouragé ?			
Oui	x	Non	
Si oui, veuillez donner des détails.			
Redno se sestajajo lokalne in mednarodne (z Italijo in Francijo) komisije za sodelovanje, ki obravnavajo skupne zadeve in izmenjujejo dobre prakse ter rešitve, ki naj se izvedejo.			
Sporazum RAMOGE je instrument za znanstveno, tehnično, pravno in upravno sodelovanje, prek katerega francoska, monaška in italijanska vlada izvajajo ukrepe za skupno upravljanje obalnega območja.			

14. Est-ce que d’autres Parties contractantes sont informées sur des projets de mesures juridiques ou économiques pouvant avoir des effets particuliers sur une partie ou l’ensemble de l’espace alpin, afin de tenir compte autant que faire se peut des besoins régionaux ?			
Oui		Non	
Si oui, veuillez donner des détails.			
Ni relevantno			

15. Est-ce que d’autres Parties contractantes sont informées des projets pouvant avoir des effets particuliers sur une partie ou l’ensemble de l’espace alpin ?			
Oui		Non	
Si oui, veuillez donner des exemples.			
Ni relevantno			

16. Est-ce que votre pays a été suffisamment informé par d’autres Parties contractantes de projets pouvant avoir des effets particuliers sur une partie ou l’ensemble de l’espace alpin ?			
Oui		Non	
Si oui, veuillez donner des exemples. Si vous avez coché « non », veuillez mentionner le ou les cas dans lesquels votre pays n’a pas été informé, en indiquant la Partie contractante en question et la date approximative à laquelle le projet dont vous n’avez pas été informé a été mis en œuvre.			

Ni relevantno

17. Est-ce qu'il existe une coopération avec les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, concernant la mise en œuvre des obligations relatives à la Convention alpine (et aux protocoles) ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, dans quels domaines ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)

Population et culture	
Aménagement du territoire	X
Qualité de l'air	X
Protection des sols	
Régime des eaux	
Protection de la nature et entretien des paysages	X
Agriculture de montagne	
Forêts de montagne	X
Tourisme et loisirs	
Transports	X
Énergie	X
Gestion des déchets	X

En cas de coopération avec des organisations internationales gouvernementales et/ou non gouvernementales, veuillez mentionner les organisations en question et l'objet de la coopération.

Kakovost zraka: Monako v okviru sporazuma o partnerstvu sodeluje z ATMOSUD (francosko združenje za spremljanje kakovosti zraka).

Monako sodeluje v programu EMEP (evropski program za spremljanje in ocenjevanje) v okviru Konvencije o onesnaževanju zraka na velike razdalje preko meja.

Varstvo narave in krajine: Monako je prispeval k izvedbi popisa stanja biotske raznovrstnosti v parku Mercantour. Na podlagi tega je bila izdana publikacija.

Izveden je bil popis stanja biotske raznovrstnosti na monaškem ozemlju, ki je razkril nesluteno bogastvo na tako možno urbaniziranem ozemlju. Zajemal je avifavno, entomofavno, herpetofavno, floro in morske vrste.

Gozdovi in gore: čeprav v Monaku ni gozdov, prispeva k ohranjanju gozdov na druge

načinemême si Monaco n'a pas de forêt sur son territoire, il contribue à la préservation de la forêt ailleurs. Zlasti tako, da je bilo v sodelovanju s Francijo v okviru dogovora z Nacionalnim organom za gozdove (Office National des Forêts (ONF)), izvedeno pogozdovanje v hribovju, imenovanem Tête de Chien (pasja glava). To jursko apnenčasto hribovje z nadmorsko višino 500 m v Franciji, ki se s površino okoli 226 ha razteza v Monako, je zavarovano kot gozdnato območje in izjemno naravno območje.

Prevoz: Monako skupaj z regijo PACA in departmajem Alpes-Maritimes sodeluje pri širitvi in krepitvi javnega prevoza in spodbujanju intermodalnosti (nakup vlakov TER z monaškimi oznakami, širitev medkrajevni avtobusnih linij). Monako prispeva tudi k delu v okviru boja proti podnebnim spremembam: UNFCCC, Kyotski protokol, Pariški sporazum.

Sodeluje tudi pri številnih mednarodnih konvencijah v zvezi z varstvom narave in zlasti v zvezi z Alpsko konvencijo:

- Konvencija o biotski raznovrstnosti in platforma IPBES
- Washingtonska konvencija o mednarodni trgovini z ogroženimi prosto živečimi živalskimi in rastlinskimi vrstami – CITES
- Bonska konvencija o varstvu selitvenih vrst prosto živečih živali - CMS
- Bernska konvencija o varstvu prosto živečega evropskega rastlinstva in živalstva ter njunih naravnih življenjskih prostorov.

#### Article 4 de la CA – Information du public sur les recherches et observations systématiques

18. Est-ce que les résultats de recherches et d'observations systématiques sont mis régulièrement à la disposition du public?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	-------------------------------------	-----	--------------------------

Si oui, comment ? Veuillez donner des détails.

Ta informacija se osredotoča predvsem na kakovost zraka. Monaška država svoja prizadevanja in ukrepe vodi v treh smereh: spremljanje, obveščanje in zmanjšanje virov onesnaževanja.

Monako ima od leta 1991 vzpostavljeno omrežje za spremljanje kakovosti zraka s 5. fiksnimi homologiranimi in certificiranimi postajami, ki pokrivajo celotno ozemlje in opravljajo 100 % zanesljive meritve. Rezultati se objavljajo. Poleg tega je na spletnem mestu vlade na voljo indeks kakovosti zraka.

V zvezi z biotsko raznovrstnostjo se rezultati popisov stanja objavljajo v sporočilih za javnost in na panojih za ozaveščanje v javnih parkih.

Objavljajo se tudi rezultati v zvezi s kakovostjo kopalne vode med kopalno sezono.

19. Est-ce que dans le cadre de la recherche et des recensements de données ainsi que dans le domaine de l'accès à ces données, les informations qualifiées de confidentielles sont effectivement traitées comme telles?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

20. Des mesures adéquates ont-elles été prises pour informer le public?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

Kakovost zraka in kopalnih voda se objavlja prek sporočil za javnost, na spletnem mestu vlade, na javnih informacijskih panojih, na nadstreških avtobusnih postajališč.

Ta informacija se osredotoča predvsem na kakovost zraka. Monaška država svoja prizadevanja in ukrepe vodi v treh smereh: spremljanje, obveščanje in zmanjšanje virov onesnaževanja.

Monako ima od leta 1991 vzpostavljeno omrežje za spremljanje kakovosti zraka s 5. fiksnimi homologiranimi in certificiranimi postajami, ki pokrivajo celotno ozemlje in opravljajo 100 % zanesljive meritve. Rezultati se objavljajo. Poleg tega je na spletnem mestu vlade na voljo indeks kakovosti zraka.

V zvezi z biotsko raznovrstnostjo se rezultati popisov stanja objavljajo v sporočilih za javnost in na panojih za ozaveščanje v javnih parkih.

Objavljajo se tudi rezultati v zvezi s kakovostjo kopalne vode med kopalno sezono.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

### Décisions de la Conférence alpine

21. Veuillez rendre compte de l'exécution des décisions adoptées par la Conférence alpine dans le cas desquelles elle a précisé expressément qu'un rapport devait obligatoirement être établi.

--

## D. Questions complémentaires

### Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la CA

**Remarque:** Les Parties contractantes des protocoles de la Convention alpine peuvent, si elles se réfèrent à des difficultés rencontrées dans un domaine à propos duquel elles ont d'ores et déjà adopté un protocole, renvoyer aux réponses fournies aux questions correspondantes de la partie spécifique.

1. Avez-vous rencontré des difficultés dans la mise en œuvre des obligations de la Convention alpine et en rencontrez-vous ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
Monaško ozemlje je posebnost v okviru Alpske konvencije in protokolov k njej, saj je ob morju. Čepprav je profil terena zelo strm, gre za gosto poseljeno urbano območje brez značilnih dejavnosti za sredogorje in visokogorje: gorskih pašnikov, gorskega turizma, gozdov ipd..			
Relevantne in izvedljive so samo nekatere ustrezne določbe Alpske konvencije in protokolov k njej.			

### Difficultés rencontrées en répondant à l'ensemble du questionnaire

2. Avez-vous rencontré des difficultés en répondant au questionnaire ? Cette question se rapporte à toutes les parties du questionnaire, aussi bien à la partie générale qu'à la partie spécifique ?			
Oui		Non	X
Si oui, lesquelles ? Avez-vous des améliorations à proposer ?			

## 2<sup>ème</sup> partie : partie spécifique, dédiée aux obligations particulières résultant des protocoles

**Remarque:** Seules les Parties contractantes pour lesquelles les protocoles correspondants ont force obligatoire de par le droit international public devront répondre aux questions de cette partie. L'ordre des divers protocoles et des questions correspondantes est celui de la liste des domaines figurant à l'article 2 paragraphe 2 de la CA.

### *A. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'aménagement du territoire et du développement durable (Protocole du 20.12.1994)*

#### Article 4 du protocole Aménagement du territoire – Coopération internationale

1. Est-ce que le renforcement de la coopération internationale entre les organismes compétents respectifs bénéficie d'un encouragement dans l'élaboration des plans et/ou des programmes d'aménagement du territoire et de développement durable tel que l'entend l'article 8 du protocole Aménagement du territoire aux niveaux national et régional?			
Oui	<input checked="" type="checkbox"/> ob upoštevanju monaških posebnosti	Non	
2. Votre pays apporte-t-il son soutien au renforcement de la coopération internationale entre les organismes compétents respectifs dans la définition des planifications sectorielles ayant une incidence sur le territoire ?			
Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	
3. Dans les espaces frontaliers, la coopération vise-t-elle la coordination de l'aménagement du territoire, du développement économique et des nécessités environnementales ?			
Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	
Si oui, comment ? Veuillez donner des exemples.			
Monako sodeluje s obmejnimi francoskimi občinami pri skupnih projektih urejanja prostora (stanovanje, cestna infrastruktura ...).			

4. Veuillez cocher la ou les formes qui vous semblent les plus adéquates pour décrire cette coopération.	
Conventions bilatérales	
Conventions multilatérales	
Soutien financier	x
Formation continue / entraînement	
Projets communs	x
Autres	
Si vous avez coché « Autres », veuillez donner des détails sur la coopération.	
Veuillez expliquer quelle est la forme ou quelles sont les formes de coopération qui fonctionnent le mieux et pourquoi.	
Kar zadeva Monako je to dvostransko sodelovanje s Francijo, natančneje regijo PACA, departmajem Alpes-Maritimes in obmejnimi francoskimi občinami.	

#### Article 6 du protocole Aménagement du territoire – Coordination des politiques sectorielles

5. Les instruments de coordination des politiques sectorielles pour promouvoir le développement durable de l'espace alpin sont-ils existants ?			
Oui	x	Non	
6. Les instruments existants sont-ils en mesure de prévenir les risques liés à la monoactivité ?			
Oui		Non	
Si oui, veuillez donner des exemples.			
Problematika za Monako ni relevantna			

#### Article 8 du protocole Aménagement du territoire – Élaboration de plans et/ou programmes d'aménagement du territoire et du développement durable

7. Veuillez répondre aux questions ci-dessous en cochant « Oui » ou « Non ».	Oui	Non
Les orientations de développement durable et d'aménagement du territoire pour les ensembles territoriaux cohérents sont-elles fixées par des plans et/ou programme d'aménagement du territoire et de développement durable ?	x	
Les plans et/ou les programmes d'aménagement du territoire et/ou de développement durable sont-ils établis pour l'ensemble de l'espace alpin par les collectivités territoriales compétentes ?		Ni releva ntno
Les collectivités territoriales limitrophes sont-elles invitées à participer à l'élaboration des plans et/ou des programmes, le cas échéant, dans un cadre transfrontalier ?	x	
Les plans et/ou les programmes d'aménagement du territoire et de développement durable font-ils l'objet d'une concertation entre les collectivités territoriales de différents niveaux ?		Ni releva ntno
Procède-t-on, avant l'élaboration de plans et/ou de programmes, à des inventaires et à des études définissant les caractéristiques du territoire considéré ?	x	
L'élaboration et la mise en œuvre de plans et/ou de programmes prennent-elles en compte les particularités de la région qui ont été constatées lors des inventaires et des études préalables ?	x	
Les plans et/ou les programmes sont-ils périodiquement réexaminés ?		Ni releva ntno

8. Si les plans et les programmes sont périodiquement réexaminés, à quels intervalles ont lieu ces réexamens ou par quoi sont-ils déclenchés ?

**Article 9 du protocole Aménagement du territoire – Contenu des plans et/ou programmes d'aménagement du territoire et de développement durable**

9. Les plans et/ou les programmes d'aménagement du territoire et de développement durable, au niveau territorial le plus approprié et selon les situations spécifiques du territoire, comprennent-ils notamment les points énumérés ci-dessous, respectivement regroupés sous les titres (soulignés) correspondants ?	Oui	Non
---	-----	-----

<u>Concernant le développement économique régional :</u>		
Mesures visant à fournir une offre d'emploi satisfaisante à la population locale et à lui assurer l'approvisionnement en biens et services nécessaire au développement social, culturel et économique ainsi qu'à l'égalité des chances	x	
Mesures favorisant la diversification économique, visant à éliminer les faiblesses structurelles et les risques de monoactivité	x	
Mesures visant à renforcer la collaboration entre le tourisme, l'agriculture, l'économie forestière et l'artisanat, notamment par des combinaisons d'activités créatrices d'emploi	x	
<u>Concernant l'espace rural :</u>		
Préservation des terrains aptes à l'agriculture, à l'économie herbagère et forestière		Ni relevantno
Définition de mesures pour le maintien et le développement de l'agriculture et de l'économie forestière de montagne		Ni relevantno
Conservation et réhabilitation des territoires à forte valeur écologique et intellectuelle		Ni relevantno
Définition des espaces et des installations nécessaires aux activités de loisirs compatibles avec les autres utilisations du sol		Ni relevantno
Définition de zones soumises aux risques naturels où les constructions et les équipements seront le plus possible évités		Ni relevantno
<u>Concernant l'espace urbain :</u>		
Délimitation adéquate et en termes budgétaires des territoires à urbaniser, y compris les mesures visant à assurer que les surfaces ainsi délimitées seront effectivement construites	X	
Réservation des terrains nécessaires aux activités économiques et culturelles ainsi qu'à l'approvisionnement et aux loisirs	X	
Définition des zones soumises aux risques naturels où les constructions et les équipements seront le plus possible évités	X	
Conservation et aménagement d'espaces verts urbains et de zones de loisirs suburbaines	X	
Limitation de la construction de résidences secondaires		X
Orientation et concentration de l'urbanisation sur les axes desservis par les	X	

infrastructures de transports et/ou en continuité avec les constructions existantes		
Conservation des formes de lotissements caractéristiques		X
Maintien et réhabilitation du patrimoine bâti caractéristique	X	
<u>Concernant la protection de la nature et des paysages :</u>		
Délimitation des zones de protection de la nature et des paysages ainsi que des secteurs de protection des cours d'eaux et d'autres bases naturelles de la vie	X	
Délimitation de zones de tranquillité et d'autres zones où les constructions, les équipements et d'autres activités dommageables sont limités ou interdits.	X	
<u>Concernant les transports :</u>		
Mesures visant à améliorer la desserte régionale et supra-régionale	X	
Mesures visant à encourager l'utilisation de moyens de transport compatibles avec l'environnement	X	
Mesures visant à encourager le renforcement de la coopération entre les moyens de transport	X	
Mesures de modération du trafic, y compris, le cas échéant, la limitation de celui-ci	X	
Mesures d'amélioration de l'offre de transports publics pour la population locale et les personnes de passage	X	

Veillez inscrire ici, le cas échéant, vos remarques supplémentaires à propos de la question 9.

Monako je sprejel Nacionalno strategijo o biotski raznovrstnosti do leta 2030, katere velik del je posvečen prilagoditvi države na podnebne spremembe, med drugim z ukrepi za boj proti toplotnim otokom in za krepitev narave v mestu.

#### Article 10 du protocole Aménagement du territoire – Compatibilité des projets

10. Les conditions nécessaires à l'examen des effets directs et indirects de projets susceptibles d'entraîner des atteintes importantes et durables sur la nature, les paysages, le patrimoine bâti et l'espace ont-elles été mises en place ?			
Oui	x	Non	

Si oui, comment ?

Zakonik o okolju določa izvedbo študij vplivov na okolje:

Člen L.141-1.- Država lahko po pridobitvi mnenja Tehnične komisije za čistočo, zaščito in varstvo okolja predhodno študijo o vplivih na okolje določi za:

1. vsak javni ali zasebni projekt gradnje, rušenja, notranje ali zunanje preнове stavb, izkopavanje ali kakršna koli zemeljska ali podzemna dela na javnih ali zasebnih zemljiščih in poteh;

2. izvajanje vsakršne komercialne, industrijske, obrtne ali poklicne dejavnosti, ne glede na to, ali je odvisn od upravne potrditve ali odobritve.

Projekti in dejavnosti, pri katerih je obvezna študija vplivov na okolje, se določijo z ministrskim odlokom.

Člen L.141-2.- Če je študija vplivov na okolje obvezna, jo je treba priložiti potrdilu o izvajanju dejavnosti ali zahtevi za pridobitev urbanističnega dovoljenja ali izvajanje dejavnosti.

Mnenja v zvezi z dediščino, videzom in ali prostorskimi vidiki projektov urejanja prostora izdaja posvetovalni odbor.

Glede projektov izdaja mnenja tudi občinski svet.

Projekti za urejanje prostora se predložijo izvoljeni skupščini (Conseil national), preden ta glasuje o proračunu gradnje.

11. Cet examen tient-il compte des conditions de vie de la population locale (en particulier de ses aspirations dans le domaine du développement économique, social et culturel) ?

Oui

X

Non

Si oui, comment ?

Država vodi politiko za izboljšanje kakovosti življenja prebivalcev ob upoštevanju potreb prebivalcev.

12. Le résultat de cet examen des effets directs de projets est-il pris en considération lors de la décision d'autorisation ou de réalisation des projets ?

Oui

X

Non

Si oui, comment ?

Ugotovitve pregledov se upoštevajo pri opredelitvi projekta.

13. Lorsqu'un projet influe sur l'aménagement du territoire, le développement durable et les conditions d'environnement d'une Partie contractante limitrophe, les organes compétents de cette Partie sont-ils informés en temps utile ? (Il est considéré que l'information a eu lieu en

temps utile uniquement au cas où l'information est transmise suffisamment tôt pour permettre à la Partie concernée un examen et une prise de position qui pourront être intégrés dans le processus de décision.)

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	-------------------------------------	-----	--------------------------

Si oui, veuillez mentionner, à titre d'exemple, un ou plusieurs cas dans lesquels l'information a été transmise en temps voulu. Veuillez indiquer également s'il a été tenu compte de l'avis émis à la suite de cette information et, le cas échéant, de quelle manière.

**Sodelovanje poteka zlasti v okviru urbanističnega prostorskega urejanja med Monakom in obmejnimi občinami.**

14. Votre pays a-t-il été informé en temps utile par la Partie contractante limitrophe lorsqu'un projet mis en œuvre par cette dernière influe ou influera vraisemblablement sur l'aménagement du territoire, le développement durable et les conditions d'environnement dans votre pays? (Il est considéré que l'information a eu lieu en temps utile uniquement au cas où l'information est transmise suffisamment tôt pour permettre à la Partie concernée de l'examiner et d'émettre une prise de position qui pourra être intégrée dans le processus de décision.)

Oui	<input type="checkbox"/>	Pas toujours	<input type="checkbox"/>	Non	<input checked="" type="checkbox"/>
-----	--------------------------	--------------	--------------------------	-----	-------------------------------------

Si oui, veuillez mentionner un exemple. Si vous avez coché « Non » ou « Pas toujours », veuillez mentionner le ou les cas dans lesquels votre pays n'a pas été informé, en indiquant la Partie contractante respective et la date approximative à laquelle le projet, dont vous n'avez pas été informé, a été mis en œuvre.

**Ni znanega primera.**

**Article 11 du protocole Aménagement du territoire – Utilisation des ressources, prestations d'intérêt général, handicaps naturels à la production et limitations d'utilisation des ressources**

15. A-t-on examiné dans quelle mesure, conformément au droit national, il est possible d'imputer aux utilisateurs de ressources alpines des prix de marché intégrant à leur valeur économique le coût de la mise à disposition de ces ressources ?

Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input checked="" type="checkbox"/>
-----	--------------------------	-----	-------------------------------------

Si oui, quel en a été le résultat ?

16. A-t-on examiné dans quelle mesure, conformément au droit national, il est possible de compenser les prestations d'intérêt général ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, quel en a été le résultat ?			

17. A-t-on examiné dans quelle mesure, conformément au droit national, il est possible de fournir une compensation équitable aux activités économiques affectées de handicaps naturels à la production, notamment à l'agriculture et à l'économie forestière ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, quel en a été le résultat ?			

18. A-t-on examiné dans quelle mesure, conformément au droit national, il est possible d'assurer une rémunération équitable, définie sur une base réglementaire ou contractuelle, lorsque les modes économiques de mise en valeur du potentiel naturel, compatibles avec l'environnement, font l'objet de limitations supplémentaires considérables ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, quel en a été le résultat ?			

**Article 12 du protocole Aménagement du territoire – Mesures économiques et financières**

19. A-t-on examiné dans quelle mesure il est possible d'aider au développement durable de l'espace alpin – objectif poursuivi par le présent protocole – par des mesures compensatoires entre collectivités territoriales au niveau approprié ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, quel en a été le résultat ?			

20. A-t-on examiné dans quelle mesure il est possible d'aider au développement durable de l'espace alpin – objectif poursuivi par le présent protocole – par la réorientation des politiques pour les secteurs traditionnels et l'utilisation judicieuse des moyens de soutien existants ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, quel a en été le résultat ?			

21. A-t-on examiné dans quelle mesure il est possible d'aider au développement durable de l'espace alpin – objectif poursuivi par le présent protocole – par le soutien de projets transfrontaliers ?			
Oui	X	Non	
Si oui, quel en a été le résultat ?			
Izboljšanje mobilnosti v okviru urbanih in cestnih infrastrukturnih projektov.			

22. Les conséquences sur l'environnement et l'espace des mesures économiques et financières existantes et futures ont-elles été / sont-elles examinées?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si c'est le cas, donne-t-on la préférence aux mesures compatibles avec la protection de l'environnement et les objectifs du développement durable ?			
Oui		Non	
Si oui, veuillez donner des exemples.			

### Article 13 du protocole Aménagement du territoire – Mesures complémentaires

23. A-t-on prévu des mesures complémentaires à celles envisagées par le présent protocole ?			
Oui		Non	x
Si oui, lesquelles ?			

### Difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du protocole Aménagement du territoire

24. Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des difficultés lors de la mise en œuvre du protocole ?

Oui

Non

Si oui, lesquelles ?

Monako zaradi svojih značilnosti in posebnosti ne more odgovoriti v zvezi z vsemi določbami tega protokola.

### Évaluation de l'efficacité des mesures prises

25. Veuillez évaluer l'efficacité des mesures prises !

Ni relevantno

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

Monako zaradi svojih značilnosti in posebnosti ne more odgovoriti v zvezi z vsemi določbami tega protokola.

## ***B. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de la protection des sols (Protocole du 16.10.1998)***

### **Article 2 du protocole Protection des sols – Obligations fondamentales**

1. Est-ce que, dans le cadre des mesures juridiques et administratives, les aspects de protection des sols priment sur les aspects d'utilisation en cas de risque d'atteintes graves et persistantes à la capacité de fonctionnement des sols ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, comment s'en assure-t-on ? Veuillez mentionner également les réglementations correspondantes.			

2. A-t-on examiné les possibilités d'appuyer les mesures visées par le présent protocole pour la protection des sols dans l'espace alpin par des mesures fiscales et/ou financières ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, quel en a été le résultat ?			

3. Les mesures compatibles avec la protection des sols et avec les objectifs d'une utilisation économe et écologique du sol bénéficient-elles d'un soutien particulier ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, comment ?			

### **Article 5 du protocole Protection des sols – Coopération internationale**

4. Quels sont les domaines, parmi ceux mentionnés ci-dessous, où la coopération internationale renforcée entre les institutions compétentes bénéficie d'un soutien ?	
Établissement des cadastres des sols	
Observation des sols	
Délimitation et surveillance des zones de sols protégés et des zones de sols pollués	
Délimitation et surveillances des zones à risque	
Mise à disposition et harmonisation des bases de données	

Coordination de la recherche sur la protection des sols	
Information réciproque	

5. Veuillez cocher la ou les formes qui conviennent au mieux pour décrire cette coopération.	
Conventions bilatérales	
Conventions multilatérales	
Soutien financier	
Formation continue / entraînement	
Projets communs	
Autres	
Si vous avez coché « Autres », veuillez donner des détails sur la coopération.	
Veuillez expliquer quelle est la forme ou quelles sont les formes de coopération qui fonctionnent le mieux et pourquoi.	
Ni relevantno	

#### Article 6 du protocole Protection des sols – Délimitation de zones

6. Les sols dignes de protection sont-ils également inclus lors de la délimitation des espaces protégés ?			
Oui		Non	x
Les formations pédologiques et rocheuses caractéristiques ou d'un intérêt particulier pour la connaissance de l'évolution de la terre sont-elles préservées ?			
Oui		Non	x
Si-oui, veuillez citer des exemples.			

#### Article 7 du protocole Protection des sols – Utilisation économe et précautionneuse des sols

7. Les besoins de la protection des sols, notamment l'utilisation économe du sol et des surfaces, sont-ils pris en compte lors de l'établissement et de la mise en œuvre des plans
--

d'aménagement des sols ?			
Oui		Non	Ni relevantno

8. En matière d'urbanisation, vise-t-on de préférence les zones intérieures pour limiter l'expansion des agglomérations ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, veuillez mentionner les réglementations/procédures correspondantes.			

9. Est-il tenu compte de la protection des sols et de l'offre réduite en surface dans l'espace alpin lors des études d'impact de grands projets sur l'environnement et l'espace dans les domaines de l'industrie, des constructions et infrastructures (notamment concernant les transports, l'énergie et le tourisme) ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, veuillez mentionner les réglementations/procédures correspondantes.			

10. Est-ce que, lorsque les conditions naturelles le permettent, les sols qui ne sont plus utilisés ou qui sont altérés, notamment les décharges, les terrils, les infrastructures, les pistes de ski sont remis à l'état naturel ou recultivés ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, veuillez mentionner les réglementations/procédures correspondantes.			

**Article 8 du protocole Protection des sols – Utilisation économe et extraction des matières premières en ménageant les sols**

11. Veille-t-on à une utilisation économe des matières premières du sous-sol ?			
Oui		Non	Ni relevantno

12. Fait-on en sorte que soient utilisés de préférence des produits de substitution pour préserver les matières premières du sous-sol ?			
---	--	--	--

Oui		Non	Ni relevantno
-----	--	-----	---------------

13. Les possibilités de recyclage sont-elles toutes mises en œuvre et leur développement est-il encouragé ?

Oui		Non	Ni relevantno
-----	--	-----	---------------

Si oui, veuillez mentionner les matériaux qui sont affectés à la réutilisation/au recyclage pour préserver les matières premières du sous-sol.

--

14. Est-ce que lors de l'exploitation, du traitement et de l'utilisation des matières premières extraites du sous-sol, l'atteinte aux autres fonctions du sol est réduite autant que possible ?

Oui		Non	Ni relevantno
-----	--	-----	---------------

Si oui, comment ?

--

15. Est-ce que dans les zones présentant un intérêt particulier pour la protection des fonctions du sol et dans les zones destinées au captage d'eau potable on renonce à l'extraction des matières premières ?

Oui		Non	Ni relevantno
-----	--	-----	---------------

Si oui, comment ? Veuillez mentionner les réglementations correspondantes.

--

### Article 9 du protocole Protection des sols – Protection des sols des zones humides et des tourbières

16. La préservation des tourbières hautes et basses est-elle assurée ?

Oui		Non	Ni relevantno
-----	--	-----	---------------

Si oui, comment ?

--

17. Exploite-t-on la tourbe ?			
Oui		Non	Ni relevantno

18. Existe-il des projets concrets pour remplacer totalement la tourbe ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, comment ?			

19. Dans les zones humides et dans les tourbières, les mesures de drainage sont-elles limitées, sauf dans les cas exceptionnels justifiés, à l'entretien des réseaux existants ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si c'est le cas, quels sont les cas exceptionnels où les mesures de drainage sont encore autorisées dans les zones humides et dans les tourbières ?			

20. Des mesures de retour à l'état naturel sont-elles mises en œuvre ?			
Oui		Non	Ni relevantno

21. Les sols marécageux sont-ils utilisés ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, comment ?			

**Articles 10 et 11 du protocole Protection des sols – Délimitation et traitement des zones à risques et menacées par l'érosion**

22. Les zones des Alpes touchées par des risques géologiques, hydrogéologiques et hydrologiques notamment des mouvements de terrain (glissements, coulées de boue, effondrements), des avalanches et des inondations sont-elles cartographiées et recensées dans le cadastre ?			
Oui		Non	Ni relevantno

Les zones à risque sont-elles délimitées si cela est nécessaire ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Est-ce que les risques sismiques sont délimités ou pris en compte ?			
Oui	X	Non	

23. Les zones des Alpes touchés par une érosion en nappe sont-elles cartographiées et répertoriées dans le cadastre des sols selon des critères comparables de quantification de l'érosion des sols ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Après de quelles autorités / organismes sont déposés ces cartes ?			

24. Est-ce que l'on utilise des techniques proches de la nature en matière d'ingénierie dans les zones à risque ?			
Oui		Non	Ni relevantno

25. Utilise-t-on des matériaux de construction locaux et traditionnels, adaptés aux conditions du paysage dans les zones à risque ?			
Oui	x	Non	

26. Des mesures sylvicoles appropriées sont-elles mises en œuvre dans les zones à risque ?			
Oui		Non	Ni relevantno

27. Les surfaces endommagées par l'érosion du sol et les glissements de terrain sont-elles assainies autant que nécessaire pour la protection de l'homme et des biens matériels ?			
Oui		Non	Ni relevantno

28. Lors des mesures destinées à endiguer l'érosion par les eaux et à diminuer le ruissellement de surface accorde-t-on la préférence aux techniques proches de la nature en matière d'hydraulique, d'ingénierie et d'exploitation forestière ?			
Oui		Non	Ni relevantno

**Article 12 du protocole Protection des sols - Agriculture, économie herbagère et économie forestière**

29. Existe-t-il des bases juridiques qui prescrivent une bonne pratique ayant trait à l'agriculture, à l'économie herbagère et à l'économie forestière, et adaptée aux conditions locales, pour la protection contre l'érosion et le compactage nocif des sols ?			
Oui		Non	Ni relevantno

30. En ce qui concerne les apports de substances provenant de l'utilisation d'engrais ou de produits phytosanitaires, a-t-on élaboré et mis en œuvre, avec les autres Parties contractantes, des critères communs pour une bonne pratique technique ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, veuillez donner des détails.			

31. L'utilisation de machines agricoles légères aux fins d'éviter le compactage des sols bénéficie-t-elle d'un encouragement ?			
Oui		Non	Ni relevantno

32. Quels sont, parmi ceux qui sont cités ci-dessous, les produits /substances utilisés sur les pâturages alpestres ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)			
Engrais minéraux			
Produits phytosanitaires de synthèse			
Boues d'épuration			
Dans la mesure où quelques uns des produits mentionnés sont utilisés, est-ce que leur utilisation a été réduite pendant la période de référence du présent rapport ?			
Oui		Non	

**Article 13 du protocole Protection des sols – Mesures sylvicoles et autres**

33. Les forêts de montagne protégeant dans une grande mesure leur propre site, ou surtout des agglomérations, des infrastructures de transport, des espaces cultivés et autres sont-elles			
---	--	--	--

sauvegardées ?			
Oui		Non	Ni relevantno

34. La priorité est-elle accordée à la fonction protectrice des forêts de montagne et leur gestion forestière est-elle orientée d'après cet objectif de protection ?			
Oui		Non	Ni relevantno

35. La forêt est-elle exploitée et entretenue de manière à éviter l'érosion du sol et des compactages nocifs des sols ?			
Oui		Non	Ni relevantno

36. Encourage-t-on la sylviculture adaptée au site et la régénération naturelle des forêts ?			
Oui		Non	Ni relevantno

#### Article 14 du protocole Protection des sols – Impacts d'infrastructures touristiques

37. Des permis de construction et de nivellement de pistes de ski dans les forêts ayant une fonction de protection ont-ils été accordés ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, est-ce que ces permis étaient assortis de l'obligation de prendre des mesures de compensation ?			
Oui		Non	
Si oui, veuillez mentionner les permis en question et les mesures de compensation qui y sont prévus ?			

38. Des permis de construction et de nivellement de pistes de ski dans les zones instables ont-ils été accordés ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, lesquels ?			

39. Est-ce qu'après l'entrée en vigueur du protocole Protection des sols des additifs chimiques et biologiques ont été autorisés pour la préparation des pistes ?			
Oui		Non	Ni relevantno
La compatibilité avec l'environnement des additifs chimiques et biologiques a-t-elle été prouvée ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, veuillez mentionner le ou les organismes qui ont certifié la compatibilité ?			

40. Des dommages importants au sol et à la végétation ont-ils été constatés sur l'emplacement des pistes ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, des mesures de remise en état ont-elles été prises ?			
Oui		Non	
Si oui, veuillez mentionner les dommages et les mesures prises.			

**Articles 15 et 16 du protocole Protection des sols – Limitation des apports de polluants et minimisation des produits de dégel et de sablage**

41. Qu'a-t-il été fait pour réduire autant que possible et préventivement les apports de polluants dans les sols par l'atmosphère, les eaux, les déchets et les substances nuisibles ?			
Ni relevantno			

42. Est-ce que des dispositions techniques ont été prises, des contrôles prévus et des programmes de recherche et des actions d'information ont été mis en œuvre afin d'éviter la contamination des sols par l'utilisation de substances dangereuses ?			
Oui.		Non	Ni relevantno
Si oui, lesquels ?			

43. Est-ce qu'après l'entrée en vigueur du protocole, on emploie encore des sels de dégel ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, a-t-on prévu de les remplacer par des produits antiglisse et moins polluants ?			
Oui		Non	
Veuillez donner des détails.			

**Article 17 du protocole Protection des sols – Sols contaminés, sites anciennement pollués, programmes de gestion des déchets**

44. A-t-on connaissance de sites présentant des pollutions anciennes et de sites pour lesquels subsistent des soupçons de pollution ?			
Oui		Non	X
Si oui, ceux-ci ont-ils été inventoriés et décrits ?			
Oui		Non	
Si oui, auprès de quelles autorités / institutions sont déposés les cadastres des pollutions anciennes ?			

45. Dans les cas où sont connus des sites présentant des pollutions anciennes et des sites pour lesquels subsistent des soupçons de pollution, ceux-ci font-ils l'objet d'une évaluation du risque potentiel au moyen de méthodes comparables avec celles des autres Parties contractantes ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, veuillez indiquer les méthodes en question et la comparabilité.			

46. Afin d'éviter la contamination des sols et en vue d'un pré-traitement, d'un traitement et du dépôt de déchets et de résidus qui soient compatibles avec l'environnement, des programmes de gestion des déchets ont-ils été élaborés et mis en œuvre ?			
Oui		Non	Ni relevantno

Si oui, veuillez mentionner ces programmes.

47. Des surfaces d'observation permanente ont-elles été créées en vue d'un réseau d'observation des sols couvrant toutes les Alpes ?

Oui		Non	Ni relevantno
-----	--	-----	---------------

48. L'observation nationale des sols est-elle coordonnée avec les organismes environnementaux d'observation de l'air, de l'eau, de la flore et de la faune ?

Oui		Non	Ni relevantno
-----	--	-----	---------------

Si oui, comment ?

#### Article 18 du protocole Protection des sols – Mesures complémentaires

49. Des mesures complétant celles prévues dans le protocole ont-elles été prises ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si oui, lesquelles ?

#### Difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du protocole Protection des sols

50. Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des difficultés lors de la mise en œuvre du protocole ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

Si oui, lesquelles ?

Monako zaradi svojih značilnosti in posebnosti ne more natančneje odgovoriti v zvezi z vsemi določbami tega protokola.

#### Évaluation de l'efficacité des mesures prises

51. Veuillez évaluer l'efficacité des mesures prises !

Ni relevantno

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

Zakonik o okolju vsebuje splošne določbe o varstvu tal (Knjiga III o varstvu narave in naravnih okolij, Naslov II o varstvu naravnih okolij, Poglavje V o varstvu tal in podzemlja; člani od L.325-1 do L.325-6). Predpišejo se lahko študije vplivov na okolje (člena L.141-1; L.141-4). Zaradi ohranjanja tal je mogoče vzpostaviti naravni rezervat (člen L.312-3).

***C. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages (Protocole du 20.12.1994)***

**Article 3 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Coopération internationale**

1. Quels sont, parmi les domaines cités ci-dessous, ceux où l'intensification de la coopération internationale entre les organismes compétents respectifs bénéficie d'une promotion ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)	
Cartographie	
Délimitation, gestion et surveillance des paysages protégés et d'autres éléments des paysages naturels et ruraux dignes d'être protégés	
Création de réseaux de biotopes	
Élaboration d'orientations, de programmes et/ou de plans d'aménagement du paysage	x
Prévention et compensation de détériorations de la nature et des paysages	
Surveillance systématique de la nature et des paysages	x
Recherche	x
Autres mesures de protection des espèces animales et végétales sauvages, de leur diversité et de leurs habitats, y compris la détermination de critères comparables	

2. Veuillez cocher la ou les formes qui conviennent le mieux pour décrire cette coopération.	
Conventions bilatérales	x
Conventions multilatérales	x
Soutien financier	x
Formation continue / entraînement	
Projets communs	x
Autres	
Si vous avez coché « Autres », veuillez donner des détails sur la coopération.	

Veillez expliquer quelle est la forme ou quelles sont les formes de coopération qui fonctionnent le mieux et pourquoi.

Sporazum o partnerstvu med Mercantourjem, naravnim parkom Alpi Marittime in ustanovo monaškega princa Alberta II (Fondation Prince Albert II de Monaco).

Leta 2008 je bil podpisan sporazum o partnerstvu med knežjo vlado, nacionalnim parkom Mercantour, naravni parkom Alpi Marittime in ustanovo monaškega princa Alberta II (Fondation Prince Albert II de Monaco). Navedena dva parkapredstavljata izjemno naravno dediščino, ki je ogrožena, zlasti zaradi podnebnih sprememb.

Zato so bila opredeljena in v programskih dogovorih določena 4 tematska področja:

- ugotavljanje in ohranjanje biotske raznovrstnosti;
- turizem za spodbujanje dostopa do narave in njeno odkrivanje brez uničevanja;
- vpis med svetovno dediščino UNESCO;
- izdajanje publikacij in organizacija dogodkov.

Monako je prispeval k izvedbi popisa stanja biotske raznovrstnosti v parku Mercantour. Na podlagi tega dela je bila izdana publikacija.

Monako prispeva k ohranjanju gozdov zlasti tako, da je bilo v sodelovanju s Francijo v okviru dogovora z Nacionalnim organom za gozdove (Office National des Forêts (ONF)), izvedeno pogozdovanje v hribovju, imenovanem Tête de Chien (pasja glava). To jursko apnenčasto hribovje z nadmorsko višino 500 m v Franciji, ki se s površino okoli 226 ha razteza v Monako, je zavarovana kot gozdnato območje in izjemno naravno območje.

3. Des zones de protection transfrontalières ont-elles été créées ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si oui, lesquelles ?

--

4. En cas de limitation de l'exploitation de ressources conformément aux objectifs du présent protocole, les Parties contractantes procèdent-elles à une concertation des conditions-cadres avec d'autres Parties contractantes ?

Oui		Non		Sans objet	X
-----	--	-----	--	------------	---

Veillez donner des détails.

--

## Article 6 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Inventaires

**Remarque : Ne répondez à la question suivante que si le protocole est en vigueur depuis plus de trois ans dans votre pays.**

5. Un état de la protection de la nature et de l'entretien des paysages sur la base des éléments énumérés ci-après (conformément à l'annexe I, y compris les sous-rubriques) a-t-il été établi ? Veuillez nommer l'inventaire ainsi que la date de son premier établissement ou de sa dernière mise à jour.		
Éléments de l'annexe I	Inventaire	Date de son établissement ou de sa dernière mise à jour
« 1. État de la flore et de la faune sauvages et de leurs biotopes »	<ul style="list-style-type: none"> <li>• netopirji</li> <li>• kopenska flora</li> <li>• načrt upravljanja za nicejski zvonček (acis nicaeensis)</li> <li>• entomofavna, dvojnoge</li> <li>• herpetofavna</li> <li>• avifavna</li> <li>• nočni metulji</li> </ul>	<p>1997/1998</p> <p>2006</p> <p>2006 – v teku</p> <p>2008/2011; 2013/2016; redno spremljanje</p> <p>2012/2013</p> <p>2010/2011</p> <p>2015/2017</p>
« 2. Espaces protégés (Superficie absolue et superficie relative par rapport à l'espace total, objectif de la protection, contenu de la protection, utilisation, répartition de l'utilisation, régime de la propriété) »		
« 3. Organisation de la protection de la nature et de l'entretien des paysages (structures, compétences /activités, dotation en personnel et en fonds) »	<p>Direktorat za okolje (Direction de l'environnement)</p> <p>Direktorat za urbanizem (Direction de l'aménagement urbain)</p>	

« 4. Bases juridiques (aux niveaux de compétence respectifs) »	Sklepi o ustanovitvi direktoratorov Zakonik o okolju	
« 5. Activités de protection de la nature (aperçu général) »		
« 6. Information du public (par l'État ou à titre bénévole) »	Publikacije, panoji za obveščanje in osveščanje o vrstah, mediji	
« 7. Conclusions et recommandations »		

#### Article 7 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Aménagement du paysage

**Remarque : Ne répondez aux questions suivantes concernant l'article 7 que si le protocole est en vigueur depuis plus de cinq ans dans votre pays.**

6. Des orientations, des programmes et/ou des plans fixant les exigences et les mesures de réalisation des objectifs de protection de la nature et d'entretien des paysages dans l'espace alpin ont-ils été établis ?			
Oui	x	Non	
Veuillez donner des détails.			
Obstajajo načrti za spremljanje nekaterih endemičnih vrst, kakršen je nicejski zvonček ( <i>acis nicaeensis</i> ) ali sivi sokol.			
Izvajajo se redno spremljanje favne in flore.			

7. Si des orientations, des programmes et/ou des plans existent ou sont en préparation, les présentations contiennent-elles les éléments suivants ?	
a) L'état existant de la nature et des paysages, y compris son évaluation	
b) La présentation de l'état souhaité de la nature et des paysages et des mesures nécessaires pour y parvenir, notamment :	
- des mesures générales de protection, de gestion, de développement	x
- des mesures pour la protection, la gestion et le développement de certains éléments	x

de la nature et des paysages	
- des mesures pour la protection et la gestion des espèces animales et végétales sauvages.	x

### Article 8 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Aménagement

8. L'aménagement du paysage et l'aménagement du territoire sont-ils coordonnés ?	
Oui, dans une large mesure	x
Oui, dans une faible mesure	
Non	
Si l'aménagement du paysage et l'aménagement du territoire sont coordonnés, veuillez mentionner des détails.	
Da, v posebnem okviru Monaka, katerega ozemlje je skoraj v celoti urbanizirano, je kljub temu 20 % ozemlja namenjenega zelenim površinam. V urbanistični zakonodaji so med drugim določene kvote za zelene površine.	

### Article 9 du Protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Atteintes à la nature et aux paysages

9. Les conditions nécessaires ont-elles été établies pour que les impacts directs et indirects sur l'équilibre naturel et sur les paysages des mesures et projets, de nature privée ou publique, susceptibles d'entraîner des atteintes importantes ou durables à la nature et aux paysages soient examinés ?			
Oui	x	Non	
Si oui, quels sont les projets qui doivent être assujettis à une vérification ?			
Pri projektih prostorskega urejanja je treba pridobiti študijo o vplivih na okolje. Za prireditve in dejavnosti je treba pridobiti dovoljenje, pri katerem se preuči njihove vplive.			
Zakonik o okolju v členu L.141-1 določa:			
Člen L.141-1.- Država lahko po pridobitvi mnenja Tehnične komisije za čistočo, zaščito in varstvo okolja predhodno študijo o vplivih na okolje določi za:			
1. vsak javni ali zasebni projekt gradnje, rušenja, notranje ali zunanje prenove stavb, izkopavanje ali kakršna koli zemeljska ali podzemna dela na javnih ali zasebnih zemljiščih in poteh;			
2. izvajanje vsakršne komercialne, industrijske, obrtne ali poklicne dejavnosti, ne glede na to,			

ali je odvisn od upravne potrditve ali odobritve.

Naslednje določbe določajo podrobnosti in informacije, ki jih je treba predložiti (členi od L.141-2 do L.141-6).

10. Est-ce que le résultat de l'examen des mesures et projets publics et privés susceptibles d'entraîner des atteintes importantes et durables sur la nature et les paysages a été pris en considération lors de l'autorisation ou de la réalisation de ces mesures ou projets ?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	
-----	-------------------------------------	-----	--

11. A-t-on fait en sorte que les atteintes pouvant être évitées ne se produisent pas ?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	
-----	-------------------------------------	-----	--

Si oui, comment ? Veuillez mentionner également les réglementations correspondantes.

Izvajajo se kontrole na kraju samem, da se preveri izpolnjevanj pogojev, pod katerimi je bilo izdano dovoljenje.

Kršitve se kaznujejo bodisi na podlagi urbanistične zakonodaje (Uredba suverena št. 3647 z dne 9.09.1966, kakor je bila spremenjena) bodisi na podlagi Zakonika o okolju.

12. Les dispositions du droit national prévoient-elles des mesures obligatoires de compensation pour les atteintes inévitables ?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	
-----	-------------------------------------	-----	--

Si oui lesquelles ? Veuillez mentionner également les réglementations correspondantes.

Zakonik o okolju določa ukrepe za sanacijo (člena L.414-9; L.570-2), izravnalne ukrepe (člen L.520-2) in plačilo stroškov s strani zadevne osebe za primarno, dodatno ali izravnalno sanacijo, ki jo opravi sama ali država (člen L.520-3).

13. Est-ce que des atteintes impossibles à compenser sont autorisées ?

Oui		Non	<input checked="" type="checkbox"/>
-----	--	-----	-------------------------------------

Si oui, à quelles conditions ? Veuillez mentionner également les réglementations correspondantes .

**Article 10 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Protection de base**

14. Des mesures sont-elles prises pour réduire les nuisances et les détériorations subies par la nature et les paysages ?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	-------------------------------------	-----	--------------------------

Si oui, veuillez donner des détails.

Ti ukrepi so določeni v Zakoniku o okolju ter urbanistični zakonodaji.

Zakonik o okolju v členu L.411-2 med drugim določa:  
 Vsaka javna ali zasebna fizična in pravna oseba mora sprejeti vse ukrepe za to, da pri viru prepreči onesnaževanje ali škodljive vplive, ali da kar najbolj zmanjša negativne učinke. Če določena dejavnost neposredno ali posredno povzroča onesnaženje ali škodljive vplive, morajo zadevne osebe sprejeti vse potrebne ukrepe za odpravo ali zmanjšanje negativnih učinkov v okviru veljavnih zakonskih in regulatornih določb.  
 Kneževina Monako ima obrat za predhodno in naknadno obdelavo odpadnih voda ter obrat za sežiganje gospododinjjskih odpadkov. Vsi se redno usklajujejo z veljavnimi standardi, tudi evropskimi.

15. Comment tient-on compte des intérêts de la population locale lors des mesures visant à réduire les nuisances et les détériorations subies par la nature et les paysages ?

Pri nekaterih urbanističnih projektih se je treba posvetovati z organi, v katerih so zastopani člani nacionalnega sveta (Conseil National), občinskega sveta (Conseil Communal), sveta arhitekturnega sveta (Conseil de l'Ordre des Architectes) in/ali nacionalnega odbora za monaško tradicijo (Comité National des Traditions Monégasques).

16. Des mesures appropriées à la conservation et à la restauration d'éléments caractéristiques des paysages naturels et proches de leur état naturel, de biotopes, d'écosystèmes et de paysages ruraux traditionnels sont-elles prises ?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	-------------------------------------	-----	--------------------------

Si oui, lesquelles ?

Ohranjanje in obnavljanje sredozemske krajine in ekosistemov je načrtno. Programi se nanašajo predvsem na rastlinstvo z odstranjevanjem invazivnih vrst (Opuntia, Elanthes, ...) in ohranjanje endemičnih vrst s programom ponovne naselitve, na primer nicejskega zvončka (acis nicaeensis).

17. Existe-il des accords conclus avec les propriétaires ou les exploitants des terrains affectés

à l'exploitation agricole et forestière en vue de la protection, la conservation et l'entretien de biotopes proches de leur état naturel et méritant d'être protégés ?			
Oui		Non	
Si oui, veuillez donner des détails.			
Ni relevantno			

18. Quels sont les instruments d'orientation conformes aux règles du marché qui sont utilisés pour atteindre une exploitation agricole et forestière adaptée ?
Ni relevantno

19. Des mesures de promotion et de soutien de l'agriculture et de l'économie forestière (ainsi que d'autres utilisations de l'espace) sont-elles engagées afin d'atteindre ces objectifs ?			
Oui		Non	
Si oui, veuillez donner des détails.			
Ni relevantno			

### Article 11 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Espaces protégés

20. Quelles mesures, parmi celles citées ci-dessous, ont été prises pendant la période de référence du protocole ? (Veuillez cocher la réponse correspondante.)	
Les espaces protégés existants ont été conservés et gérés dans le sens de l'objectif de leur protection.	x
De nouveaux espaces protégés ont été créés.	
Des espaces protégés existants ont été agrandis.	
Si la situation s'est modifiée, veuillez donner des détails (Nom de l'espace protégé, catégorie nationale ou catégorie UICN d'espace protégé, directive FFH ou directive relative à la protection des oiseaux, situation géographique, dimension, zonage, date de la création/de l'agrandissement).	

21. Quelles mesures ont été prises pour éviter la détérioration ou la destruction de ces espaces alpins protégés (dans votre propre pays ou dans un autre) ?

Monako dejansko nima alpskega območja, ki bi ga zaščitil. Klifi so dejansko naravna območja zaščite. Njihovo stanje se med drugim spremlja kar zadeva rastlinstvo (odstranjevanje invazivnih vrst, ohranjanje endemičnih vrst).

22. La création ou l'entretien de parcs nationaux ont-ils été encouragés ?

Oui, dans une large mesure

Oui, dans une faible mesure

Non

Veillez donner des détails.

23. Des zones protégées et des zones de tranquillité garantissant la priorité aux espèces animales et végétales sauvages ont-elles été créées ?

Oui

x

Non

Veillez donner des détails.

Sprejeti so bili ukrepi za olajševanje in spodbujanje naselitve vrst, na primer hišice za povodne trstnice, zaklonišča za netopirje, hoteli za žuželke.

Klifi so naravno zaščiteni. V četrti Fontvieille je območje z vodno površino, kjer se rade ustavljajo ptice selivke.

24. A-t-on examiné dans quelle mesure les prestations particulières fournies par la population locale doivent être rémunérées, conformément au droit national ?

Oui

Non

Si oui, quel a été le résultat de cet examen et celui-ci a-t-il entraîné des mesures en conséquence ?

## Article 12 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Réseau écologique

25. Des mesures adéquates pour établir un réseau national d'espaces protégés, de biotopes et

d'autres éléments protégés ou dignes de protection ont-elles été prises ?			
Oui.		Non	x
Si oui, veuillez donner des détails.			

26. Des mesures adéquates pour établir un réseau transfrontalier d'espaces protégés, de biotopes et d'autres éléments protégés ou dignes de protection ont-elles été prises ?			
Oui		Non	x
Veuillez donner des détails.			

27. Est-ce qu'une concertation des objectifs et des mesures applicables aux espaces protégés transfrontaliers a lieu ?			
Oui		Non	x
Si oui, comment ? (Veuillez cocher la réponse correspondante.)			
Par le biais de débats / d'échanges bilatéraux			
Par le biais de débats /d'échanges multilatéraux			
Par le biais de la concertation des objectifs et de mesures se rapportant à un projet			
Autrement			
Veuillez donner des détails.			

**Article 13 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Protection de types de biotopes**

28. Des mesures visant à garantir une conservation à long terme et quantitativement suffisante des types de biotopes naturels et proches de leur état naturel ainsi qu'une répartition territoriale conforme à leurs fonctions ont-elles été prises ?			
Oui	x	Non	
Veuillez donner des détails.			
Izvedeni so bili popisi stanja biotske raznovrstnosti v Monaku, ki se večinoma redno			

posodabljajo. Ti popisi so razkrili bogato biotsko raznovrstnost in posebne ekosisteme, med njimi tudi žarišča.

Preučujejo se ustrezni zaščitni ukrepi.

29. La remise à l'état naturel d'habitats détériorés est-elle encouragée ?

Oui

x

Non

Veillez donner des détails.

Zakonik o okolju določa ukrepe za sanacijo (člena L.414-9; L.570-2), izravnalne ukrepe (člen L.520-2) in plačilo stroškov s strani zadevne osebe za primarno, dodatno ali izravnalno sanacijo, ki jo opravi sama ali država (člen L.520-3).

**Remarque :** Ne répondez à la question suivante que si le protocole est en vigueur depuis plus de deux ans dans votre pays.

30. Les types de biotopes requérant des mesures pour garantir une conservation à long terme et quantitativement suffisante des types de biotopes naturels et proches de leur état naturel ainsi qu'une répartition territoriale conforme à leurs fonctions ont-ils été désignés en vue de l'établissement de listes sur l'ensemble de l'espace alpin ?

Oui\*

Non

x

Si oui, quand les biotopes ont-ils été désignés?

\* La liste des biotopes mentionnés doit être jointe.

**Article 14 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Protection des espèces**

31. A-t-on pris des mesures pour conserver les espèces animales et végétales indigènes sauvages dans leur diversité dans des populations suffisantes en s'assurant que les habitats soient de dimension suffisante ?

Oui

x

Non

Veillez donner des détails.

To se izvaja ob upoštevanju posebnosti urbaniziranega in omejenega monaškega ozemlja. Sprejeti so bili ukrepi za olajševanje naselitve vrst, na primer zvončkov, povodne trstnice, zaklonišča za netopirje, hoteli za žuželke. Klifi so naravno zaščiteni. V četrti Fontvieille je vodna površina, kjer se rade ustavljajo ptice selivke.

Sprejet je bil načrt za zaščito nicejskega zvončka (*acis nicaeensis*), lokalno endemične vrste, da se ohranijo divje površine in zagotovi razmnoževanja in ponovna zasaditev. Ta program je bil med

drugim izveden v okviru obnovitvenih del, ki so vplivala na površine nicejskega zvončka.

**Remarque :** Ne répondez à la question suivante que si le protocole est en vigueur depuis plus de deux ans dans votre pays.

32. Les espèces menacées, nécessitant des mesures particulières de protection, ont-elles été désignées en vue de l'établissement de listes sur l'ensemble de l'espace alpin ?			
Oui		Non	x
Si oui, quand ?			

**Article 15 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Interdiction de prélèvement et de commercialisation**

33. Existe-t-il des prescriptions juridiques interdisant ce qui suit ?	Oui	Non
Capter, prélever, blesser, mettre à mort, perturber, en particulier pendant les périodes de reproduction, de dépendance et d'hivernage, des espèces animales déterminées	x	
Détruire, ramasser des œufs dans la nature et les garder	x	
Détenir, offrir, acheter et vendre tout ou partie des spécimens de ces espèces prélevés dans la nature	x	
Cueillir, ramasser, couper, déterrer, déraciner tout ou partie de certaines plantes dans leur habitat naturel	x	
Détenir, offrir, vendre et acheter des spécimens de plantes déterminées prélevés dans la nature.	x	
Si oui, lesquelles ? Veuillez mentionner ces prescriptions juridiques.		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Zakonik o okolju: naravna okolja, viri in habitati, kraji in krajine, živalske in rastlinske vrste ter elementi biotske raznovrstnosti so del »naravne dediščine Kneževine« (člen L.311-1) ;</li> <li>• Uredba z dne 6.06.1867, kakor je bila spremenjena, o splošni policiji, zlasti členi od 29 do 31 in 184.</li> <li>• Uredba z dne 11.07.1909 o občinski policiji, zlasti člen 58.</li> <li>• Uredba suverena št. 3.647 z dne 9.09.1966, kakor je bila spremenjena, o urbanizmu, gradnji in cestah, zlasti člena 7 in 62.</li> <li>• Uredba št. 3.197 z dne 25.03.2011 o ukrepih za zaščito dreves in nekaterih rastlin.</li> <li>• Ministrski odlok št. 2012-37 z dne 25.01.2012 o načinu izvajanja člena 4 Uredbe št. 3.197 z dne 25.03.2011 o ukrepih za zaščito dreves in nekaterih rastlin.</li> </ul>		

- Ministrski odlok št. 2012-38 z dne 25.01.2012 o razvrščanju dreves in rastlin, ki pomenijo dediščino.

- Uredba suverena št. 67 z dne 23.05.2005 o izvajanju Konvencije o mednarodnih trgovini z ogroženimi prosto živečimi živalskimi in rastlinskimi vrstami, sprejete v Washingtonu 3.03.1973.

**Remarque :** Ne répondez à la question suivante que si le protocole est en vigueur depuis plus de deux ans dans votre pays.

34. Les espèces animales et végétales bénéficiant de la protection des mesures visées à l'article 15, paragraphes 1 et 2 du protocole Protection de la nature ont-elles été désignées ?

Oui*		Non	x
Si oui, quand ?			

**\*Veuillez joindre la liste des espèces animales et végétales désignées.**

35. Lorsque des interdictions ont été prononcées conformément à l'article 15 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages, est-ce que des dérogations ont été accordées ?

Oui		Non	x
Si oui, lesquelles ?			

36. A-t-on précisé les notions de « périodes de reproduction, de dépendance et d'hivernage », figurant à l'article 15 paragraphe 1 du Protocole Protection de la nature et entretien des paysages ?

Oui		Non	x
Si oui, comment ? Veuillez reproduire ces définitions ci-dessous.			

37. Est-ce que d'autres notions qui poseraient éventuellement des difficultés d'interprétation scientifique ont été précisées ?

Oui		Non	x
Si oui, de quelles notions s'agit-il et comment ont-elles été définies ?			

**Article 16 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Réintroduction d'espèces indigènes**

38. Votre pays promeut-il la réintroduction et la propagation d'espèces indigènes sauvages, animales et végétales, ainsi que de sous-espèces, de races et d'écotypes dans les conditions énoncées à l'article 16 paragraphe 1 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages ?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	
-----	-------------------------------------	-----	--

Veillez donner des détails.

Izjava se program spremljanja, razmnoževanja in ponovne zasaditve nicejskega zvončka (*acis nicaeensis*).

39. La réintroduction et la propagation se font-elles sur la base de connaissances scientifiques ?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	
-----	-------------------------------------	-----	--

Veillez donner des détails.

V celotni državi je bil izveden popis nicejskega zvončka (*acis nicaeensis*), ekipa znanstvenikov CEN PACA pa izvaja program spremljanja in ponovne zasaditve.

40. Le développement des espèces animales et végétales concernées est-il contrôlé après la réintroduction et, si nécessaire, corrigé ?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non		Sans objet	
-----	-------------------------------------	-----	--	------------	--

### Article 17 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Interdiction d'introduction

41. Des réglementations nationales ont-elles été adoptées pour garantir que des espèces animales et végétales qui n'ont jamais été indigènes dans une région dans le passé connu n'y soient pas introduites ?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	
-----	-------------------------------------	-----	--

Si oui, est-ce que ces dispositions prévoient des exceptions ?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non		Sans objet	
-----	-------------------------------------	-----	--	------------	--

Dans la mesure où de telles dispositions existent, veuillez mentionner, si elles sont pertinentes, les réglementations correspondantes et les éventuelles dispositions relatives aux exceptions.

Zakonik o okolju:

Člen L.313-1.- Namerna naselitev ali ponovna naselitev kopenskih ali vodnih vrst v naravno

okolje je prepovedana.

Državni minister pa jo lahko dovoli ob predožitvi spisa, ki vsebuje zlasti poglobljeno namena in študijo vplivov na okolje na nacionalni in čezmejni ravni, in po pridobitvi mnenja sveta za okolje (Conseil de l'environnement).

Člen L.313-2.- Fizične osebe ali pravne osebe javnega ali zasebnega prava morajo sprejeti vse potrebne ukrepe za preprečitev naselitve ali ponovne naselitve vrst.

Če se naselitev ali ponovna naselitev zgodi po nesreči, mora vsakdo, ki za to izve, o tem nemudoma obvestiti pristojni upravni organ. Če je nujno, ta organ takoj sprejme vse potrebne ukrepe.

Državni minister lahko odredi odlov, varovanje, odvzem ali odstranitev naseljene ali ponovno naseljene vrste. Ta dejanja se izvedejo na stroške in tveganje osebe, ki je naselila ali ponovno naselila vrsto, ne glede na to, ali je to storila po lastni volji ali je posledica neprevidnosti ali malomarnosti.

### Article 18 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Dissémination d'organismes génétiquement modifiés

42. Existe-t-il des prescriptions juridiques qui prévoient, avant la dissémination d'organismes génétiquement modifiés, un examen formel des risques en découlant pour l'homme et l'environnement ?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	-------------------------------------	-----	--------------------------

Si oui, lesquelles ? Veuillez mentionner les dispositions en question en en mentionnant le contenu.

**Zakonik o okolju:**

Člen L.422-2.- Tveganja, ki jih predstavljajo gensko spremenjeni organizmi, postopki za njihovo pridobivanje in potencialne nevarnosti v zvezi s uporabo tehnik genske tehnologije, se dosledno, kontradiktorno in neprekinjeno ocenjujejo.

Pogoji in določbe v zvezi s tem ocenjevanjem so določeni v uredbi suverena.

Člen L.422-3.- Brez poseganja v posebne ureditve je treba za uporabo, proizvodnjo, uvoz, izvoz, ravnanje, prevoz, uporabo gensko spremenjenih organizmov v omejenem okolju, njihovo prostovoljno razširjanje v naravnem okolju, njihovo dajanje na trg ter vsakršno znanstveno raziskovanje teh organizmov pridobiti dovoljenje državnega ministra. V dovoljenju se lahko določijo posebni pogoji.

Neodvisno od zahteve po oceni iz člena L.422-2 se lahko zahteva študija vplivov na okolje.

Člen L.422-4.- Pogoji in podrobnosti, pod katerimi se lahko razširjajo informacije v zvezi z gensko spremenjenimi organizmi in pod katerimi se lahko ti razširjajo, se določijo v uredbi suverena.

Člen L.422-5.- Fizične osebe ali pravne osebe javnega ali zasebnega prava, ki uporabljajo gensko spremenjene organizme, morajo državnega ministra obvestiti o vseh novih elementih dejanj iz prejšnjih odstavkov in o načinu njihove izvedbe ter o gensko spremenjenih organizmih, v zvezi s katerimi se izvajajo.

Člen L.422-6.- Fizične osebe ali pravne osebe javnega ali zasebnega prava, ki pred začetkom veljavnosti tega zakonika uporabljajo gensko spremenjene organizme, morajo vlogo za dovoljenje iz člena L.422-3 vložiti v šestih mesecih od objave uredbe suverena, sprejete za njegovo izvajanje.

Člen L.422-7.- Gensko spremenjeni organizmi se z ministrskim odlokom uvrstijo na seznam glede na tveganja, ki jih pomenijo za interese iz člena L.100-1.

Člen L.422-8.- Gensko spremenjeni organizmi, ki pomenijo tveganje, se uporabljajo omejeno. Pogoji omejitve se določijo z ministrskim odlokom.

Člen L.422-9.- V primeru razširjanja gensko spremenjenega organizma po nesreči mora vsaka oseba, ki za to izve, nemudoma obvestiti pristojni upravni organ in predložiti zlasti naslednje informacije:

1. okoliščine nesreče;
2. identiteto in količino sproščenih gensko spremenjenih organizmov;
3. sprejete nujno ukrepe;
4. vse potrebne informacije za oceno vpliva nesreče na zdravje ljudi in na okolje.

#### Article 19 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Mesures complémentaires

43. Des mesures complémentaires à celles envisagées par le présent protocole ont-elles été prises ?

Oui		Non	x
-----	--	-----	---

Si oui, lesquelles ?

#### Difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du protocole Protection de la nature et entretien des paysages

44. Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des difficultés lors de la mise en œuvre du protocole?

Oui	x	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

Zaradi monaških posebnosti je Monako ob ratifikaciji Protokola o varstvu narave in urejanju krajine vložil naslednji pridržek:

»Kneževina Monako izjavlja, da morajo biti določbe tega protokola usklajene z zahtevami, ki izhajajo iz geografskih in urbanističnih posebnosti monaškega ozemlja, na katerem se ta protokol uporablja; ob upoštevanju ciljev le-tega bo Kneževina dala prednost ukrepom

dvostranskega in večstranskega sodelovanja z drugimi pogodbenicami«.

### Évaluation de l'efficacité des mesures prises

45. Veuillez évaluer l'efficacité des mesures prises !

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

Monako je sprejel nacionalno strategijo za biotsko raznovrstnost do leta 2030, v kateri je velik del posvečen prilagoditvi države na podnebne spremembe, zlasti z bojem proti toplotnim otokom s krepitvijo narave v mestu.

V tem novem okviru bodo predlagani ukrepi, spremljanje in nadzor, s katerimi se bodo dopolnile določbe o biotski raznovrstnosti v Monaku.

***D. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'agriculture de montagne (Protocole du 20.12.1994)***

Protokol ni relevanten za Monako.

**Article 4 du protocole Agriculture de montagne– Rôle des agriculteurs**

1. Les agriculteurs de l'espace alpin sont-ils reconnus, pour leurs tâches multifonctionnelles, comme étant des acteurs importants de la conservation du paysage naturel et rural ?			
Oui		Non	
Si oui, comment ?			
2. Les agriculteurs de l'espace alpin sont-ils associés aux décisions et aux mesures concernant les régions de montagne ?			
Oui		Non	
Si oui, comment ?			

**Article 6 du protocole Agriculture de montagne – Coopération internationale**

3. Parmi les activités mentionnées ci-dessous, lesquelles ont été mises en œuvre dans le cadre de la coopération internationale relative à l'agriculture de montagne ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)	
Évaluations communes du développement de la politique agricole	
Concertations avant d'adopter toute décision importante en matière de politique agricole, pour la mise en œuvre du présent protocole	
Coopération transfrontalière de toutes les autorités compétentes, et tout particulièrement des administrations régionales et des collectivités locales, pour la mise en œuvre du présent protocole	
Encouragement de la coopération internationale entre les instituts de recherche et de formation	
Encouragement de la coopération internationale entre les organisations agricoles et environnementales	
Encouragement des initiatives communes	
Encouragement de la coopération internationale entre les médias	

Encouragement des échanges de connaissances et d'expériences	
4. Veuillez cocher la ou les formes qui conviennent le mieux pour décrire cette coopération.	
Conventions bilatérales	
Conventions multilatérales	
Soutien financier	
Formation continue / entraînement	
Projets communs	
Autres	
Si vous avez coché « autres », veuillez donner des détails sur la coopération.	
Veuillez expliquer quelle est la forme ou quelles sont les formes de coopération qui fonctionnent le mieux et pourquoi.	

**Article 7 du protocole Agriculture de montagne – Encouragements à l'agriculture de montagne**

5. Les mesures suivantes d'encouragement à l'agriculture de montagne sont-elles mises en œuvre? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)	Oui	Non
Différenciation de l'encouragement des mesures de politique agricole à tous les niveaux, en fonction des différentes conditions des sites		
Encouragement de l'agriculture de montagne en tenant compte des handicaps naturels locaux		
Soutien particulier des exploitations assurant un minimum d'activité agricole dans les sites extrêmes		
Compensation appropriée de la contribution que l'agriculture de montagne apporte à la conservation et à l'entretien des paysages naturels et ruraux ainsi qu'à la prévention des risques naturels dans l'intérêt général, allant au-delà des obligations générales, dans le cadre d'accords contractuels liés à des projets et à des prestations		
Si une ou plusieurs des mesures d'encouragement précitées ont été entreprises, veuillez donner des détails.		

**Article 8 du protocole Agriculture de montagne - Aménagement du territoire et paysage rural**

6. Est-il tenu compte des conditions particulières des zones de montagne dans le cadre de l'aménagement du territoire, de l'occupation des sols, de la réorganisation foncière et de l'amélioration des sols ?			
Oui		Non	
Veuillez donner des détails.			
7. Pour permettre à l'agriculture de montagne d'accomplir ses tâches multiples, les terrains nécessaires à une exploitation agricole adaptée aux sites et respectueuse de l'environnement sont-ils prévus ?			
Oui		Non	
Si c'est le cas, d'après quels critères choisit-on ces terrains ?			
8. Les éléments traditionnels du paysage rural (bois, lisières de forêt, haies, bosquets, prairies humides, sèches et maigres, alpages) et leur exploitation sont-ils préservés et rétablis ?			
Oui		Non	
Si oui, veuillez donner des exemples.			
9. Des mesures particulières sont-elles prises pour la conservation des bâtiments agricoles et des éléments architecturaux ruraux traditionnels ainsi que pour le maintien de l'utilisation des méthodes et des matériaux de construction caractéristiques ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquelles ?			

**Article 9 du protocole Agriculture de montagne – Méthodes d'exploitation respectueuses de la nature et produits typiques**

10. Toutes les mesures nécessaires ont-elles été adoptées pour favoriser l'emploi et la diffusion, dans les zones de montagne, de méthodes d'exploitation extensive respectueuses de la nature et caractéristiques du lieu ainsi que pour protéger et valoriser les produits agricoles typiques se distinguant par leurs modes de production localement limités, uniques et respectueux de la nature ?
--

Oui		Non	
Si oui, de quelles mesures s'agit-il ?			
11. S'est-on efforcé, avec d'autres Parties contractantes, d'appliquer des critères communs pour favoriser l'emploi et la diffusion, dans les zones de montagne, de méthodes d'exploitation extensive respectueuses de la nature et caractéristiques du lieu ainsi que pour protéger et valoriser les produits agricoles typiques se distinguant par leurs modes de production localement limités, uniques et respectueux de la nature ?			
Oui		Non	
Si oui, de quels critères s'agit-il ?			

**Article 10 du protocole Agriculture de montagne – Élevage adapté aux sites et diversité du patrimoine génétique**

12. Quelles sont les mesures qui ont été prises pour maintenir l'économie d'élevage, y compris les animaux domestiques traditionnels, avec sa variété de races caractéristiques et ses produits typiques, adaptée aux sites, utilisant la surface disponible et respectant l'environnement ?			
13. Les structures agricoles, herbagères et forestières nécessaires à l'élevage traditionnel sont-elles maintenues ?			
Oui		Non	
14. Un équilibre entre les surfaces herbagères et le bétail et adapté à chaque site est-il respecté dans le cadre d'une économie herbagère extensive adaptée ?			
Oui		Non	
15. Les mesures nécessaires au maintien de l'élevage traditionnel (notamment dans le domaine de la recherche et du conseil relatifs à la conservation de la diversité du patrimoine génétique des animaux d'élevage et de plantes cultivées) ont-elles été prises ?			
Oui		Non	
Si oui, quelles ont été les mesures prises ? Veuillez mentionner notamment d'éventuels résultats de la recherche et du conseil.			

### **Article 11 du protocole Agriculture de montagne – Promotion commerciale**

16. Des mesures visant à créer des conditions favorables à la commercialisation des produits de l'agriculture de montagne ont-elles été prises ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquelles			
17. Existe-t-il des marques d'appellation d'origine contrôlée et de garantie de qualité, permettant la défense à la fois des producteurs et des consommateurs ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquelles ? Veuillez énumérer les marques en question en indiquant leur date de lancement.			

### **Article 12 du protocole Agriculture de montagne – Limitation de la production**

18. Est-ce que, dans le cas de l'introduction éventuelle de limitations de la production agricole, il a été tenu compte des exigences particulières dans les zones de montagne d'une exploitation adaptée aux sites et compatible avec l'environnement ?			
Oui		Non	
Si oui, comment ?			

### **Article 13 du protocole Agriculture de montagne – Complémentarité de l'agriculture et de l'économie forestière**

19. L'économie forestière compatible avec la nature, pratiquée tant comme source de revenus complémentaires des exploitations agricoles que comme activité d'appoint des personnes employées dans le secteur agricole, est-elle encouragée ?			
Oui		Non	
Si oui, comment ?			
20. Les fonctions protectrices, productives et récréatives ainsi que les fonctions écologiques et biogénétiques des forêts dans un rapport équilibré avec les surfaces agricoles, tenant compte de la spécificité du site et en harmonie avec le paysage, sont-elles prises en considération ?			
Oui		Non	

Si oui, comment ?			
21. L'économie herbagère et le peuplement en gibier sont-ils réglementés en vue d'éviter tout dommage intolérable aux forêts et aux cultures ?			
Oui		Non	
Si oui, comment ? Veuillez mentionner les réglementations correspondantes.			

**Article 14 du protocole Agriculture de montagne – Sources supplémentaires de revenus**

22. La création et le développement de sources supplémentaires de revenus dans les zones de montagne, en particulier à l'initiative et en faveur de la population locale elle-même, notamment dans les secteurs liés à l'agriculture tels que l'économie forestière, le tourisme et l'artisanat, en harmonie avec la conservation du paysage naturel et rural et dans le but de conserver les activités principales, complémentaires et accessoires, bénéficient-ils d'un encouragement ?			
Oui		Non	
Veuillez donner des détails et, le cas échéant, des exemples d'encouragement.			

**Article 15 du protocole Agriculture de montagne – Amélioration des conditions de vie et de travail**

23. Parmi les mesures énumérées ci-dessous, lesquelles ont été prises pour améliorer les conditions de vie des personnes travaillant dans le domaine des activités agricoles et forestières des zones de montagnes et pour lier l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail au développement économique et social se manifestant dans d'autres domaines et dans d'autres parties de l'espace alpin ?	
L'amélioration des liaisons de transport	
La construction et la rénovation de bâtiments d'habitation et d'exploitation	
L'achat et l'entretien d'installations et d'équipements techniques	
Autres	
Veuillez donner des détails sur les mesures prises.	

**Article 16 du protocole Agriculture de montagne – Mesures complémentaires**

24. Des mesures complémentaires à celles envisagées par le présent protocole ont-elles été
--

prises ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquelles ?			

**Difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du protocole Agriculture de montagne**

25. Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des difficultés lors de la mise en œuvre de ce protocole ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquelles ?			

**Évaluation de l'efficacité des mesures prises**

26. Veuillez évaluer l'efficacité des mesures prises !			

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

**Protokol ni relevanten za Monako – ni bil ratificiran.**

***E. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine des forêts de montagne (Protocole du 27.2.1996)***

Protokol ni relevanten za Monako.

**Article 1<sup>er</sup> du protocole Forêts de montagne – Objectifs**

	Oui	Non
1. Veille-t-on à respecter les objectifs de la conservation de la forêt de montagne en tant qu'écosystème proche de la nature, de son développement et de son extension si nécessaire et de l'amélioration de sa stabilité au moyen des mesures suivantes ?		
appliquer les processus de régénération naturelle de la forêt		
aspirer à des peuplements étagés et bien structurés, composés d'essences adaptées à la station		
utiliser des plants forestiers de provenance autochtone		
éviter l'érosion et le compactage des sols grâce à des procédés d'exploitation et de débardage respectueux de la nature		
Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires		

**Article 2 du protocole Forêts de montagne – Prise en considération des objectifs dans les autres politiques**

	Oui	Non
2. Les objectifs/obligations ci-dessous du protocole Forêts de montagnes sont-ils pris/es en considération dans les autres politiques de votre pays ?		
Les polluants atmosphériques seront réduits graduellement jusqu'à ce qu'ils ne soient plus nuisibles aux écosystèmes forestiers concernés. Ceci s'appliquera également aux charges dues aux polluants atmosphériques transfrontaliers.		
Le grand gibier sera limité à une quantité compatible avec la régénération naturelle des forêts de montagne adaptées à la station, sans mesure de protection particulière.		
Dans les régions proches des frontières, les mesures de régulation du gibier feront l'objet d'une concertation.		
Pour rétablir une sélection naturelle du grand gibier et dans le souci de la protection de la nature, la réintroduction de prédateurs, adaptée aux besoins globaux de la région, sera encouragée.		
La conservation des forêts de montagne, qui soient en état d'assurer leurs fonctions, passera avant le pâturage en forêt. Pour cette raison, le pâturage		

en forêt sera soit réduit, soit interdit, de telle sorte que la régénération des forêts adaptées à la station soit possible, que les dégradations du sol soient évitées et surtout, que la fonction protectrice des forêts soit sauvegardée.		
La fonction récréative des forêts de montagne sera dirigée et le cas échéant limitée pour ne pas menacer la conservation des forêts de montagne et leur régénération naturelle. On respectera en l'occurrence les besoins des écosystèmes forestiers.		
Vu l'importance d'une exploitation durable du bois pour l'économie nationale et la gestion des forêts, l'utilisation accrue du bois en provenance de forêts gérées de façon durable sera encouragée.		
Les Parties contractantes agiront contre le risque d'incendies de forêt par des mesures préventives adéquates et une lutte efficace contre le feu.		
Dans la mesure où une sylviculture respectueuse de la nature et visant notamment à permettre à la forêt de remplir toutes ses fonctions requiert un personnel qualifié, on veillera à assurer la présence d'un personnel qualifié en nombre suffisant.		
Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires		

#### **Article 4 du protocole Forêts de montagne – Coopération internationale**

3. Quelles sont les activités, parmi celles mentionnées ci-dessous, qui sont poursuivies dans le cadre de la coopération internationale ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)	
Évaluation commune du développement de la politique forestière	
Consultations réciproques avant l'adoption de décisions importantes pour la mise en œuvre du présent protocole	
Coopération transfrontalière de toutes les autorités compétentes et tout particulièrement des administrations régionales et des collectivités locales en vue de la réalisation des objectifs du protocole	
Encouragement de la coopération internationale entre les instituts de recherche et de formation	
Encouragement de la coopération internationale entre les organisations forestières et environnementales	
Encouragement des initiatives communes	
Encouragement de la coopération internationale entre les médias	
Encouragement des échanges de connaissances et d'expériences	

4. Veuillez cocher la ou les formes qui conviennent le mieux pour décrire cette coopération.	
Conventions bilatérales	<input type="checkbox"/>
Conventions multilatérales	<input type="checkbox"/>
Soutien financier	<input type="checkbox"/>
Formation continue / entraînement	<input type="checkbox"/>
Projets communs	<input type="checkbox"/>
Autres	<input type="checkbox"/>
Si vous avez coché « autres », veuillez donner des détails sur la coopération.	
Veuillez expliquer quelle est la forme ou quelles sont les formes de coopération qui fonctionnent le mieux et pourquoi.	

**Article 5 du protocole Forêts de montagne – Bases de planification**

5. Les bases de planification nécessaires à la mise en œuvre des objectifs mentionnés dans le présent protocole ont-elles été élaborées ?			
Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
Si oui, comprennent-elles également une analyse des fonctions de la forêt tenant compte en particulier des fonctions protectrices ainsi qu'une reconnaissance suffisante du site ?			
Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
Quels sont ou quels étaient les organismes compétents ?			

**Article 6 du protocole Forêts de montagne – Fonction protectrice des forêts de montagne**

6. La priorité est-elle accordée à l'effet protecteur des forêts de montagne ayant une fonction de protection importante pour leur propre site ou, surtout, pour les agglomérations, pour les infrastructures de transports, pour les surfaces cultivées agricoles et autres ?			
Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
Si c'est le cas, est-ce que la gestion de ces forêts est orientée selon l'objectif de leur protection ?			
Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
7. Est-ce que les forêts de montagne ayant une fonction de protection importante pour leur propre site ou, surtout, pour les agglomérations, pour les infrastructures de transports, pour les surfaces cultivées agricoles et autres, sont conservées sur leur site même ?			

Oui		Non	
8. Des projets d'entretien et d'amélioration des forêts de montagne ayant une fonction de protection sont-ils mis en œuvre dans l'espace alpin de votre pays ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquels ?			
9. Est-ce que les mesures nécessaires à la conservation des forêts de montagne ayant une fonction de protection importante pour leur propre site ou, surtout, pour les agglomérations, pour les infrastructures de transports, pour les surfaces cultivées agricoles et autres, sont planifiées et mises en œuvre avec compétence, dans le cadre des projets d'entretien ou d'amélioration des forêts protectrices ?			
Oui		Non	
Si c'est le cas, l'objectif de protection de la nature et d'entretien des paysages est-il pris en compte dans le cadre des projets d'entretien et d'amélioration des forêts ?			
Oui		Non	

**Article 7 du protocole Forêts de montagne – Fonction de production des forêts de montagne**

10. Dans les forêts de montagne à fonction de production dominante et où les conditions économiques régionales l'exigent, est-il fait en sorte que l'économie forestière de montagne puisse se développer en tant que source de travail et de revenu pour la population locale ?			
Oui		Non	
Si oui, comment ?			
11. La régénération des forêts de montagne, là où elles ont une fonction de production, se fait-elle avec des espèces d'arbres adaptées à la station ?			
Oui		Non	
Si oui, veuillez donner des détails.			
12. L'exploitation forestière des forêts de montagne est-elle effectuée avec soin, en ménageant le sol et les peuplements ?			
Oui		Non	

Si oui, veuillez donner des détails.

**Article 8 du protocole Forêts de montagne – Fonctions sociales et écologiques des forêts de montagne**

13. Des mesures ont-elles été prises pour remplir les importantes fonctions sociales et écologiques de la forêt de montagne, comme la garantie de ses effets sur les ressources en eau, sur l'équilibre climatique, sur l'épuration de l'air et sur la protection contre le bruit ?

Oui

Non

Si oui, lesquelles ?

14. Des mesures garantissant la biodiversité des forêts de montagne sont-elles prises ?

Oui

Non

Si oui, lesquelles ?

15. Des mesures garantissant l'utilisation des forêts de montagne pour la découverte de la nature et la récréation sont-elles prises ?

Oui

Non

Si oui, lesquelles ?

**Article 9 du protocole Forêts de montagne – Desserte forestière**

16. Pour la protection de la forêt contre les dommages ainsi que pour une exploitation et un entretien respectueux de la nature, les mesures de desserte planifiées et réalisées avec soin sont-elles prises en tenant compte des exigences de la protection de la nature et des paysages ?

Oui

Non

**Article 10 du protocole Forêts de montagne – Réserves de forêt naturelle**

17. Des réserves de forêt naturelle où toute exploitation a été fondamentalement arrêtée ou adaptée à l'objectif de la réserve ont-elles été délimitées en nombre et en étendue suffisants aux fins de garantie de la dynamique naturelle et de la recherche ?

Oui

Non

Si c'est le cas, combien de réserves de forêt naturelle sont délimitées dans l'espace alpin de votre pays et quelle fraction de la superficie totale de la

forêt représentent-elles ?			
18. Si des réserves de forêt naturelle sont délimitées, est-ce que tous les écosystèmes forestiers de montagne y sont représentés dans la mesure du possible ?			
Oui		Non	
19. La fonction protectrice nécessaire des peuplements des réserves de forêt naturelle est-elle garantie ?			
Oui		Non	
20. Est-ce que la délimitation de réserves de forêt naturelle au sein de domaines appartenant à des particuliers est faite, fondamentalement, dans le sens d'une protection contractuelle efficace de la nature avec effet à long terme ?			
Oui		Non	
21. Est-ce que la planification et la délimitation des réserves de forêt naturelle transfrontalières se font et se sont faites dans le cadre d'une collaboration avec d'autres Parties contractantes, pour autant que cela soit et ait été nécessaire ?			
Oui		Non	

**Article 11 du protocole Forêts de montagne – Aide et compensation**

22. Notamment pour les mesures indiquées dans les articles 6 à 10 du protocole Forêts de montagne, des aides forestières suffisantes sont-elles attribuées, tenant compte des conditions économiques peu favorables dans l'espace alpin et considérant les prestations fournies par l'exploitation des forêts de montagne ?			
Oui		Non	
Si c'est le cas, veuillez donner des détails. (Conditions requises pour recevoir des aides, type d'aide, moyens financiers, etc.)			
23. Les propriétaires de forêt ont-ils droit à une compensation adéquate et adaptée à leurs prestations, si l'on exige de l'économie forestière de montagne des prestations dépassant les obligations prévues par les prescriptions juridiques existantes et si leur nécessité est fondée dans des projets ?			
Oui		Non	
Si oui, veuillez donner des détails.			
24. Les instruments nécessaires au financement de mesures d'aide et de compensation ont-ils été			

créés ?			
Oui		Non	
Si oui, est-il tenu compte dans leur financement, outre l'avantage au niveau de l'économie nationale pour l'ensemble de la population, de l'intérêt qu'y trouvent certains particuliers ?			
Oui		Non	
Si c'est le cas, veuillez mentionner les instruments créés pour financer les mesures d'encouragement et de compensation ?			

### Article 12 du protocole Forêts de montagne – Mesures complémentaires

25. Des mesures complémentaires à celles envisagées dans le présent protocole ont-elles été prises ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquelles			

### Difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du protocole Forêts de montagnes

26. Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des difficultés lors de la mise en œuvre du protocole ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquelles ?			

### Évaluation de l'efficacité des mesures prises

27. Veuillez évaluer l'efficacité des mesures prises !			

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

#### **Protokol ni relevanten za Monako – ni bil ratificiran.**

Gozdovi in gore: čeprav v Monaku ni gozdov, prispeva k ohranjanju gozdov na druge načine. Zlasti tako, da je bilo v sodelovanju s Francijo v okviru dogovora z Nacionalnim organom za gozdove (Office National des Forêts (ONF)), izvedeno pogozdovanje v hribovju, imenovanem Tête de Chien (pasja glava). To jursko apnenčasto hribovje z nadmorsko višino 500 m v Franciji, ki se s površino okoli 226 ha razteza v Monako, je zavarovano kot gozdnato območje in izjemno naravno območje.



***F. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine du tourisme (Protocole du 16.10.1998)***

**Article 2 du protocole Tourisme – Coopération internationale**

1. Une coopération internationale renforcée entre les organismes compétents respectifs, visant notamment à valoriser des espaces transfrontaliers par la coordination d'activités de tourisme et de loisirs respectueuses de l'environnement est-elle mise en œuvre ?			
Oui	x	Non	
Veuillez cocher la ou les formes qui conviennent le mieux pour décrire cette coopération.			
Conventions bilatérales			
Conventions multilatérales			
Soutien financier			
Formation continue / entraînement			
Projets communs			x
Autres			
Si vous avez coché « autres », veuillez donner des détails sur la coopération.			
Veuillez expliquer quelle est la forme ou quelles sont les formes de coopération qui fonctionnent le mieux et pourquoi.			
Dvostransko sodelovanje z obmejnimi občinami in sodelovanje s sosednjimi državami (Francija in Italija).			
Na primer za popis stanja biotske raznovrstnosti v parku Mercantour.			

**Article 5 du protocole Tourisme – Maîtrise de l'offre**

2. Des concepts directeurs, des programmes de développement, des plans sectoriels visant un développement touristique durable qui tiennent compte des objectifs du présent protocole ont-ils été élaborés ?			
Oui		Non	x
Si oui, ont-ils été mis en œuvre ?			
Oui		Non	

Leur élaboration et leur mise en œuvre se font-ils au niveau le plus approprié ?				
Oui		Non		
Si oui, les concepts directeurs, programmes de développement et plans sectoriels permettent-ils d'évaluer et de comparer les avantages et les inconvénients des développements envisagés notamment sous les aspects suivants :			Oui	Non
les conséquences socio-économiques sur les populations locales ?				
les conséquences pour les sols, l'eau, l'air, l'équilibre naturel et les paysages, en tenant compte des données écologiques spécifiques, des ressources naturelles et des limites d'adaptation des écosystèmes ?				
les conséquences sur les finances publiques ?				

3. Est-ce que sur l'ensemble du territoire concerné, des plans garantissant un développement régional durable tenant compte de toutes les revendications d'utilisation (tourisme, transports, agriculture et sylviculture, zones de peuplement) ont été mis en œuvre ?			
Oui		Non	x

4. Est-ce que lors de la planification et de l'ouverture d'espaces à une utilisation touristique, on vérifie leur impact sur l'environnement ?			
Oui	x	Non	
Existe-t-il, pour cela, des prescriptions juridiques ?			
Oui	x	Non	
Si oui, lesquelles			
<p><b>Zakonik o okolju v členu L.141-1 določa:</b>  <b>Država lahko po pridobitvi mnenja Tehnične komisije za čistočo, zaščito in varstvo okolja predhodno študijo o vplivih na okolje določi za:</b></p> <p><b>1. vsak javni ali zasebni projekt gradnje, rušenja, notranje ali zunanje prenove stavb, izkopavanje ali kakršna koli zemeljska ali podzemna dela na javnih ali zasebnih zemljiščih in poteh;</b></p> <p><b>2. izvajanje vsakršne komercialne, industrijske, obrtne ali poklicne dejavnosti, ne glede na to, ali je odvisn od upravne potrditve ali odobritve.</b></p> <p><b>Naslednje določbe določajo podrobnosti in informacije, ki jih je treba predložiti (členi od L.141-2 do L.141-6).</b></p>			

5. Si des concepts directeurs en vue du développement durable de destinations touristiques ont été établis, veuillez les exposer.

--

6. Est-ce que la population locale a été impliquée dans l'élaboration des concepts directeurs ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

7. Si des concepts directeurs, des programmes de développement, des plans sectoriels ont été élaborés, contiennent-ils les points énumérés ci-dessous ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)

Élaboration de concepts et d'offres en vue d'un tourisme respectant la nature	
Certification et label « Environnement respecté » pour les offres touristiques	
Encouragement et introduction de systèmes de gestion environnementale	
Autres	
Si vous avez coché une ou plusieurs des possibilités indiquées ci-dessus, veuillez donner des détails.	

### Article 6 du protocole Tourisme – Orientations du développement touristique

8. Est-il tenu compte, en ce qui concerne le développement du tourisme, des préoccupations concernant la protection de la nature et la sauvegarde du paysage ?

Oui	x	Non	
-----	---	-----	--

9. Est-ce que seuls les projets de tourisme favorables aux paysages et tolérables pour l'environnement sont encouragés ?

Oui	x	Non	
-----	---	-----	--

10. Est-ce que la politique renforce la compétitivité du tourisme alpin proche de la nature ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si oui, comment ?

11. Les mesures en faveur de l'innovation et de la diversification de l'offre sont-elles privilégiées ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ? Veuillez également mentionner des exemples.			
Spodbujanje turizma temelji na mehki mobilnosti: pohodi, sprehodi, kolesa, ...			

12. Recherche-t-on, dans les régions à forte pression touristique, un rapport équilibré entre les formes de tourisme intensif et les formes de tourisme extensif ?			
Oui		Non	Ni relevantno

13. Les mesures d'incitation et les mesures encouragées tiennent-elles compte des aspects suivants ?	Oui	Non
Pour le tourisme intensif : de l'adaptation des structures et équipements touristiques existants aux exigences écologiques	X	
Pour le tourisme intensif : du développement de nouvelles structures en conformité avec les objectifs visés par le présent protocole	X	
Pour le tourisme extensif : du maintien ou du développement d'une offre touristique proche des conditions naturelles et respectueuse de l'environnement	x	
Pour le tourisme extensif : de la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel des régions d'accueil touristique	x	

#### Article 7 du protocole Tourisme – Recherche de la qualité

14. La politique de votre pays recherche-t-elle en permanence et systématiquement la qualité de l'offre touristique sur l'ensemble de l'espace alpin, en tenant compte, notamment, des exigences écologiques ?			
Oui	x	Non	

15. Les échanges d'expérience et la réalisation de programmes d'actions communs, poursuivant l'amélioration qualitative, portent-ils notamment sur les domaines suivants ?	Oui	Non
l'insertion des équipements dans les paysages et les milieux naturels	X	
l'urbanisme, l'architecture (construction neuves et réhabilitation de villages)	X	
les équipements d'hébergement et les offres de services touristiques	X	
la diversification de l'offre touristique de l'espace alpin en valorisant les activités culturelles des différents territoires concernés		Ni relevantno
Veuillez mentionner des exemples relatifs aux domaines pour lesquels vous avez coché « oui ».		
Na področju urbanizma: upoštevanje standardov HQE in BD2M.		
Promocija listin o hotelirstvu in ekoloških listin.		
Ponudba storitev mehke mobilnosti: koles, javnega prevoza.		

#### Article 8 du protocole Tourisme – Maîtrise des flux touristiques

16. Des mesures visant à maîtriser les flux touristiques dans les espaces protégés sont-elles prises ?			
Oui		Non	Ni relevantno

17. Des mesures visant à maîtriser les flux touristiques hors des espaces protégés sont-elles prises ?			
Oui	X	Non	

#### Article 9 du protocole Tourisme – Limites naturelles du développement

18. Le développement touristique est-il adapté aux particularités de l'environnement et aux ressources disponibles de la localité ou de la région intéressée ?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ?			
Pri turističnem razvoju se posredno upošteva, da je Monako v celoti urbaniziran.			

19. Est-ce que les projets susceptibles d'avoir un impact notable sur l'environnement sont
--

assujettis à une évaluation préalable ?			
Oui	x	Non	
Si oui, est-il tenu compte des résultats de cette évaluation lors des décisions ?			
Oui	x	Non	

### Article 10 du protocole Tourisme – Zones de tranquillité

20. Des zones de tranquillité où l'on renonce aux aménagements touristiques ont-elles été délimitées ?			
Oui		Non	Ni relevantno

### Article 11 du protocole Tourisme – Politique de l'hébergement

21. Les politiques d'hébergement prennent-elles en compte la rareté de l'espace disponible en promulguant les mesures suivantes ?	Oui	Non
privilège accordé à l'hébergement commercial	X	
réhabilitation et utilisation du bâti existant	X	
modernisation et amélioration de la qualité des hébergements existants	X	

### Article 12 du protocole Tourisme - Remontées mécaniques

22. Est-il garanti que les nouvelles autorisations concernant des remontées mécaniques prennent en compte les exigences écologiques et paysagères ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, au moyen de quels instruments ou selon quelles prescriptions juridiques ?			

23. Les nouvelles autorisations d'exploitation de remontées mécaniques ainsi que les concessions prévoient-t-elles l'obligation du démontage et de l'enlèvement des remontées mécaniques hors d'usage?			
Oui		Non	Ni relevantno

24. Les nouvelles autorisations d'exploitation de remontées mécaniques ainsi que les concessions prévoient-elles la remise à l'état naturel des surfaces dorénavant inutilisées avec, en priorité, des espèces végétales d'origine locale ?			
Oui		Non	Ni relevantno

### Article 13 du protocole Tourisme – Trafic et transports touristiques

25. Des mesures visant à réduire les transports individuels motorisés à l'intérieur des stations touristiques ont-elles été encouragées pendant la période de référence du rapport ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, lesquelles ?			

26. Est-ce que le trafic individuel motorisé a été limité ?			
Oui		Non	x

27. Les initiatives privées ou publiques tendant à améliorer l'accès aux sites et centres touristiques au moyen de transports collectifs et l'utilisation de ces transports par les touristes sont-elles encouragées ?			
Oui	x	Non	
Si oui, comment ?			
Knežja vlada pripravlja več ukrepov za spodbujanje uporabe mehkega prevoza, na primer javni prevoz, električna kolesa. Zlasti se gradijo parkirišča P+R za omejitev cestnega prometa v mestu in prehod na mehke načine prevoza.			

### Article 14 du protocole Tourisme – Techniques particulières d'aménagement

28. L'aménagement, l'entretien et l'exploitation de pistes de ski présentent-ils la meilleure intégration possible au paysage ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Tient-on compte, en l'occurrence, des équilibres naturels et de la sensibilité des biotopes ?			
Oui		Non	Ni relevantno

29. Les machines à fabrication de neige sont-elles autorisées ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si c'est le cas, quelles sont les conditions requises pour l'autorisation de machines à fabrication de neige et quelles prescriptions juridiques en réglementent l'emploi ? Veuillez exposer notamment comment sont définies les conditions hydrologiques et écologiques pour la fabrication de neige.			

30. Les modifications de terrain sont-elles limitées ?			
Oui		Non	Ni relevantno

31. Les terrains modifiés sont-ils revégétalisés en priorité avec des espèces d'origine locale ?			
Oui		Non	Ni relevantno

### Article 15 du protocole Tourisme – Pratiques sportives

32. Des mesures de maîtrise des pratiques sportives dans la nature ont-elles été prises ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, comment ?			

33. Existe-t-il des limitations relatives aux activités sportives motorisées ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, lesquelles ?			

### Article 16 du protocole Tourisme – Déposes par aéronefs

34. Les déposes par aéronefs à des fins sportives, en dehors des aérodromes, sont-elles autorisées ?			
Oui		Non	Ni relevantno

Si oui, quelles en sont les conditions requises ? Veuillez mentionner notamment les lieux où cela est autorisé et les conditions locales requises ainsi que le volume autorisé. Veuillez également indiquer quelles sont les réglementations qui régissent les déposes par aéronefs en dehors des aérodromes à des fins sportives.

**Article 17 du protocole Tourisme – Développement des régions et des collectivités publiques économiquement faibles**

35. Des solutions permettant un développement équilibré des régions et des collectivités publiques économiquement faibles ont-elles été étudiées et développées ?

Oui		Non	Ni relevantno
-----	--	-----	---------------

Si oui, lesquelles ?

**Article 18 du protocole Tourisme – Étalement des vacances**

36. Des mesures visant un meilleur étalement géographique et temporel de la demande touristique des régions d'accueil ont-elles été prises ?

Oui		Non	x
-----	--	-----	---

Si oui, cela s'est-il fait dans le cadre d'une coopération entre États ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

37. Si des mesures visant un meilleur étalement géographique et temporel de la demande touristique des régions d'accueil ont été prises, de quelles mesures s'agissait-il ?

**Article 19 du protocole Tourisme – Incitations à l'innovation**

38. Des incitations propres à encourager la mise en œuvre du présent protocole ont-elles été développées ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si oui, lesquelles ? Veuillez mentionner également des exemples.

39. Quelles innovations ont été suscitées par la mise en œuvre du protocole Tourisme ?

**Article 20 du protocole Tourisme – Coopération entre tourisme, agriculture, économie forestière et artisanat**

40. La coopération entre le tourisme, l'agriculture, l'économie forestière et l'artisanat est-elle encouragée ?

Oui		Non	Ni relevantno
-----	--	-----	---------------

Les combinaisons d'activités créatrices d'emplois dans le sens d'un développement durable sont-elles particulièrement favorisées ?

Oui		Non	Ni relevantno
-----	--	-----	---------------

Si votre pays soutient la coopération entre le tourisme, l'agriculture, l'économie forestière et l'artisanat, veuillez expliquer comment.

**Article 21 du protocole Tourisme – Mesures complémentaires**

41. Des mesures complémentaires à celles envisagées par le présent protocole ont-elles été prises ?

Oui		Non	x
-----	--	-----	---

Si oui, lesquelles ?

**Difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du protocole Tourisme**

42. Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des difficultés lors de la mise en œuvre du protocole ?

Oui	x	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

Monako zaradi svojih značilnosti in posebnosti ne more odgovoriti v zvezi z vsemi določbami tega protokola.

Turistične dejavnosti v Monaku so predvsem pomorske in osredotočene na obalo in kopalne dejavnosti.

Direktorat za turizem je leta 2020 začel pripravljati belo knjigo o trajnostnem turizmu.

### **Évaluation de l'efficacité des mesures prises**

43. Veuillez évaluer l'efficacité des mesures prises !

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

***G. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine des transports (Protocole du 31.10.2000)***

**Article 7 du protocole Transports – Stratégie générale de la politique des transports**

1. Est-ce qu'une gestion rationnelle et sûre des transports, notamment dans les réseaux transfrontaliers harmonisés, est mise en œuvre ?			
Oui	x	Non	

2. Est-ce que les mesures énumérées ci-dessous sont mises en œuvre dans le cadre d'un réseau transfrontalier harmonisé ?	Oui	Non
La bonne coordination des différents organismes, modes et moyens de transport est assurée et l'intermodalité est favorisée.	x	
L'exploitation des systèmes de transports et des infrastructures existants dans l'espace alpin est optimisée, entre autre par le recours à la télématique.	x	
Les coûts externes et les coûts d'infrastructure sont imputés aux usagers, en fonction des nuisances générées.		x
Des mesures structurelles et d'aménagement du territoire favorisent un transfert des transports des personnes et des marchandises vers les moyens de transport plus respectueux de l'environnement et vers des systèmes de transports intermodaux.	x	
Les possibilités de réduction du volume du trafic sont identifiées et mises en œuvre.	x	

3. Les mesures énumérées ci-dessous sont-elles mises en œuvre dans toute la mesure du possible, si nécessaire ?	Oui	Non
La protection des voies de communication contre les risques naturels	X	
La protection des personnes et de l'environnement dans les zones subissant particulièrement les nuisances liées aux transports	X	
La réduction progressive des émissions de substances nocives et des émissions sonores de l'ensemble des modes de transport, et ce, en employant les meilleures technologies utilisables	x	
L'augmentation de la sécurité des transports	x	

**Article 8 du protocole Transports – Procédure d'évaluation et de consultation intergouvernementale**

4. Lors de la construction, de la modification ou de l'agrandissement de façon significative des infrastructures des transports, procède-t-on aux études/analyses/audits mentionnés ci-dessous ?	Oui	Non
Études d'opportunité	x	
Études d'impact sur l'environnement	x	
Analyses des risques	x	
Autres audits	X	
Si vous avez coché « autres audits », mentionnez leur nature.		
<b>Modeliranje cestnega prometa in ocenjevanje prehoda med načini.</b>		
Si vous avez répondu « oui » ci-dessus, les résultats des audits/analyses sont-ils pris en compte dans le respect des objectifs du présent protocole ?		
Oui		Non

5. La planification des infrastructures de transport destinées à l'espace alpin se fait-elle de manière coordonnée et concertée avec les autres Parties contractantes ?		
Oui	X	Non

6. En cas de projets ayant un impact transfrontalier significatif, procède-t-on à des consultations des Parties contractantes concernées avant la mise en œuvre du projet et au plus tard après la présentation des résultats des études sus-mentionnées ?		
Oui	x	Non
Si oui, veuillez mentionner des exemples.		
<b>Monako sodeluje s Francijo pri številnih projektih za izgradnjo cestne infrastrukture in glede prevoza.</b>		
<b>S francosko stranjo se organizirajo posebni sestanki za dostop do Monaka. Ureditev prometa, železniški promet.</b>		
<b>Postopoma se vzpostavlja multimodalnost med različnimi načini mobilnosti. Vozniki avtomobilov se s kombinacijo parkiranja in vožnje z avtobusom spodbujajo, da ob vstopu v Kneževino vozila parkirajo. Carte Azur, ki velja v monaškem avtobusnem omrežju in je bila uvedena skupaj s splošnim svetom departmaja Alpes-Maritimes (Conseil Général des Alpes-Maritimes) prav tako omogoča gibanje po celotnem sosednjem departmaju. Kot dopolnitev ponudbe načinov mobilnosti je bila razvita storitev samopostrežnih električnih koles s 105 kolesi</b>		

in 17 postajami, ter Mobee, storitev skupne free-floating uporabe vozil s 25 električnimi vozili..

Monako podpira mobilnost po železnici, tako da je kupil dodatne vlake TER z monaškimi oznakami v regionalnem železniškem omrežju. 38 000 francoskih in italijanskih delavcev pride vsak dan na delo v Kneževino. Nakup petih vlakov TER, vključenih v francosko regionalno železniško omrežje prispeva k njihovemu prevozu, pri čemer je jutranja pogostost na ¼ ure, večerna pa vsako polno uro.

7. Dans le cas de projets prévus ou réalisés par une autre Partie contractante, ayant un impact transfrontalier significatif, votre pays a-t-il été consulté avant la mise en œuvre du projet ?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas toujours	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	-------------------------------------	--------------	--------------------------	-----	--------------------------

Si vous avez coché « Non » ou « Pas toujours », veuillez mentionner le ou les cas dans lesquels votre pays n'a pas été consulté, en mentionnant la Partie contractante respective et la date approximative de la mise en œuvre du projet au sujet duquel vous n'avez pas été consulté.

8. La prise en compte renforcée de la politique des transports dans la gestion environnementale des entreprises est-elle encouragée ?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	-------------------------------------	-----	--------------------------

Si oui, comment ?

Podjetja se spodbujajo, da svoj vozni park razvijajo v smeri električnih in hibridnih vozil. Za te namene se jim dodeljuje podpora.

#### Article 9 du protocole Transports – Transports publics

9. La création et le développement de systèmes de transports publics conviviaux et adaptés à l'environnement sont-ils encouragés ?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	-------------------------------------	-----	--------------------------

Si oui, comment ?

Vlada skupaj z monaškim avtobusnim podjetjem zagotavlja spremljanje razpoložljivih avtobusov in skrbi za nenehne izboljšave: posodobitev vozil, povečanja pogostosti, nočni avtobusi, večerni avtobusi, intermodalnost, politika ugodnih cen, električni avtobusi...

Promet je mogoče spremljati v realnem času na panojih na pokritih postajališčih in v avtobusih.

Postopoma se vzpostavlja multimodalnost med različnimi načini mobilnosti: kombinacija parkiranja in vožnje z avtobusom, Carte Azur, ki je bila uvedena skupaj s splošnim svetom departmaja Alpes-Maritimes (Conseil Général des Alpes-Maritimes).

Razvita je bila storitev skupne free-floating uporabe vozil s 25 električnimi vozili.

Poleg tega so na javnih parkiriščih na voljo:

- ugodne cene za električna ali hibridna vozila;
- kombinacija aboniranja in brezplačne avtobusne vozovnice;
- ugodne cene za skupno rabo vozil.

10. La création et le développement de systèmes de transports publics conviviaux et adaptés à l'environnement ont-ils contribué à maintenir et à améliorer de façon durable l'organisation économique et la structure de l'habitat ainsi que l'attrait de l'espace alpin au point de vue repos et loisirs ?

Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, comment ?			

#### Article 10 du protocole Transports – Transport ferroviaire et fluvio-maritime

11. Les mesures énumérées ci-dessous ont-elles été favorisées et sont-elles favorisées afin de mieux exploiter la capacité du chemin de fer à répondre aux besoins du transport à longue distance et de mieux utiliser le réseau ferroviaire pour la mise en valeur économique et touristique des Alpes ?	Oui	Non
L'amélioration des infrastructures ferroviaires par la construction et le développement des grands axes ferroviaires transalpins, y compris les voies de raccordement et la mise en place de terminaux adaptés	x	
La continuation de l'optimisation de l'exploitation des entreprises ferroviaires et de leur modernisation, en particulier dans le domaine du trafic transfrontalier	x	
L'adoption de mesures visant à transférer sur le rail le transport à longue distance des marchandises et à rendre plus équitable la tarification d'usage des infrastructures de transport		
La création de systèmes de transports intermodaux ainsi que le développement du feroutage	x	
La poursuite du développement technique du chemin de fer en vue d'en augmenter la performance tout en réduisant les émissions de bruit		
L'utilisation renforcée du rail et la création de synergies favorables à l'usager entre les transports de voyageurs sur longue distance, les transports régionaux et les transports locaux	x	

12. Les efforts entrepris pour augmenter l'utilisation accrue des capacités de la navigation fluvio-maritime en vue de réduire la part du transit de marchandises par voie terrestre ont-ils été soutenus ?

Oui		Non	Ni relevantno
-----	--	-----	---------------

Si oui, comment ?

### Article 11 du protocole Transports – Transports routiers

13. De nouvelles routes à grand débit pour le trafic transalpin ont-elles été construites ?

Oui		Non	x
-----	--	-----	---

Si oui, lesquelles ?

14. Comment les conditions requises visées à l'article 11 paragraphe 2 ont-elles été mises en œuvre dans votre pays ?

Ni relevantno.

### Article 12 du protocole Transports – Transports aériens

15. Des mesures ont-elles été prises pour diminuer les nuisances pour l'environnement causées par le trafic aérien, y compris le bruit causé par les aéronefs ?

Oui	x	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

Monako ima heliport, opremljen s senzorji za spremljanje zvočnega onesnaženja. Za omejitev zvočnega onesnaženja je bila vzpostavljena infrastruktura in opredeljeni so bili protokoli za vzletanje in pristajanje helikopterjev.

16. La dépose à partir d'aéronefs en dehors des aérodromes est-elle autorisée ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si oui, sous quelles conditions ?

17. Des mesures adéquates ont-elles été prises pour limiter localement et temporairement les activités aériennes non-motorisées de loisir afin de protéger la faune sauvage ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, lesquelles			

18. Le système de transport public reliant les aéroports se trouvant en bordure des Alpes aux différentes régions alpines a-t-il été amélioré, afin d'être en mesure de répondre à la demande des transports sans augmenter pour autant les nuisances sur l'environnement ?			
Oui		Non	Ni relevantno
Si oui, comment ? Veuillez mentionner des exemples.			

19. De nouveaux aéroports ont-ils été construits dans l'espace alpin ou des aéroports existants y ont-ils été fortement agrandis, depuis l'entrée en vigueur du protocole ?			
Oui		Non	Ni relevantno

### Article 13 du protocole Transports – Installations pour le tourisme

20. Les effets sur le trafic de nouvelles installations touristiques ont-ils été évalués et le sont-ils en prenant en compte les objectifs de ce protocole ?			
Oui		Non	x
Est-ce que les prescriptions juridiques prévoient un tel examen ?			
Oui	x	Non	
Si oui, veuillez mentionner la ou les prescriptions juridiques.			
Pri projektih prostorskega urejanja je treba izvesti študijo vplivov na okolje. Za prireditve in dejavnosti je treba pridobiti dovoljenje, pri katerem se preuči njihove vplive.			
Zakonik o okolju v členu L.141-1 določa:			
Država lahko po pridobitvi mnenja Tehnične komisije za čistočo, zaščito in varstvo okolja predhodno študijo o vplivih na okolje določi za:			
1. vsak javni ali zasebni projekt gradnje, rušenja, notranje ali zunanje prenove stavb, izkopavanje ali kakršna koli zemeljska ali podzemna dela na javnih ali zasebnih zemljiščih in poteh;			

2. izvajanje vsakršne komercialne, industrijske, obrtne ali poklicne dejavnosti, ne glede na to, ali je odvisn od upravne potrditve ali odobritve.

Naslednje določbe določajo podrobnosti in informacije, ki jih je treba predložiti (členi od L.141-2 do L.141-6).

21. Est-ce que l'aménagement de nouvelles installations touristiques est assorti, si nécessaire, de mesures préventives ou compensatoires pour atteindre les objectifs du présent protocole et des autres protocoles ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

22. Est-ce que, en cas d'aménagement d'installations touristiques, la priorité est donnée aux moyens de transport publics ?

Oui		Non	Ni relevantno
-----	--	-----	---------------

23. La création et le maintien de zones à faible circulation et de zones exemptes de circulation, l'exclusion des voitures dans certains lieux touristiques ainsi que les mesures favorisant le transport des touristes sans voiture (accès et séjour) bénéficient-elles d'un soutien ?

Oui		Non	Ni relevantno
-----	--	-----	---------------

Si oui, comment ? Veuillez donner des exemples.

#### Article 14 du protocole Transports – Coûts réels

24. Le principe du pollueur-payeur est-il appliqué pour mettre en place un système de calcul permettant de déterminer les coûts des divers organes de transports, y compris d'infrastructure, et les coûts externes (p. ex. à la suite d'accidents et de pollutions) ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

25. Un système permettant de calculer les coûts d'infrastructure et les coûts externes a-t-il été mis au point ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

26. A-t-on introduit d'autres systèmes de tarification spécifiques au trafic, qui permettent

d'imputer équitablement ces coûts réels à leur générateur ?	
Non	X
Non, en préparation (stade précoce)	
Non, en préparation (stade avancé)	
Oui	
Oui. Ils sont d'ores et déjà appliqués.	
Si oui, veuillez décrire ces systèmes de tarification en détail.	

**Article 15 du protocole Transports – Offre et utilisation en matière d'infrastructures de transport**

27. L'état d'avancement et de développement des infrastructures et des systèmes de transport à grand débit de même que l'état de leur utilisation ou, selon les cas, de leur amélioration de même que l'état d'avancement et de développement de la réduction des pollutions sont-ils inscrits dans un document de référence, en respectant une présentation homogène, et mis périodiquement à jour ?			
Oui		Non	x
Si oui, peut-on consulter ce document de référence ?			

28. Dans le cas où un document de référence est établi, procède-t-on à un examen sur la base de celui-ci pour savoir dans quelle mesure la mise en œuvre contribue à la réalisation et à la poursuite du développement des objectifs de la Convention alpine et notamment du présent protocole ?			
Oui		Non	
Si oui, quel est le résultat de cet examen ?			

## Article 16 du protocole Transports – Objectifs, critères et indicateurs de qualité environnementale

29. Des objectifs de qualité environnementale permettant la mise en place de moyens de transport durables ont-ils été déterminés et mis en œuvre ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, sous quelles conditions et quelles prescriptions juridiques les réglementent ?

Država je vzpostavila program spremljanja kakovosti zraka in razvija omrežje javnega avtobusnega prevoza z nizkimi emisijami onesnaževal.

Urbani prevoz se nenehno izboljšuje in krepi (povečanje pogostosti, spodbudna cenovna politika).

Postopoma se vzpostavlja multimodalnost med različnimi načini mobilnosti. Vozniki avtomobilov se s kombinacijo parkiranja in vožnje z avtobusom spodbujajo, da ob vstopu v Kneževino vozila parkirajo. Carte Azur, ki velja v monaškem avtobusnem omrežju in je bila uvedena skupaj s splošnim svetom departmaja Alpes-Maritimes (Conseil Général des Alpes-Maritimes) prav tako omogoča gibanje po celotnem sosednjem departmaju. Kot dopolnitev ponudbe načinov mobilnosti je bila razvita storitev samopostrežnih električnih koles s 105 kolesi in 17 postajami, ter Mobee, storitev skupne free-floating uporabe vozil s 25 električnimi vozili.

Vlaki TER z monaškimi oznakami v regionalnem železniškem omrežju: 38 000 francoskih in italijanskih delavcev pride vsak dan na delo v Kneževino. Nakup petih vlakov TER, vključenih v francosko regionalno železniško omrežje prispeva k njihovemu prevozu, pri čemer je jutranja pogostost na ¼ ure, večerna pa vsako polno uro.

## Article 17 du protocole Transports – Coordination et information

30. Est-ce qu'avant de prendre des décisions importantes en matière de politique de transport une concertation avec d'autres Parties contractantes en vue de les inscrire dans une politique d'aménagement du territoire transfrontalière harmonisée a lieu ?

Oui	x	Non	
-----	---	-----	--

De telles concertations ont-elles eu lieu ?

Oui	x	Non	
-----	---	-----	--

Si c'est le cas, veuillez mentionner des exemples.

Nakup vlakov TER za okepitev regionalnega železniškega omrežja.

Vzpostavitev skupne karte za uporabo javnega prevoza v Monaku in departmaju Alpes Maritimes.

Izgradnja cestne infrastrukture (na primer predorov).

31. Des rencontres avec d'autres Parties contractantes ont-elles eu lieu dans le but d'encourager les échanges d'information et/ou d'examiner les effets des mesures prises à la suite du présent protocole?			
Oui		Non	x
Si oui, veuillez mentionner des exemples.			

### Article 6 du protocole Transports - Réglementations nationales renforcées

32. Des mesures complémentaires à celles envisagées par le présent protocole ont-elles été prises ?			
Oui		Non	x
Si oui, lesquelles ?			

### Difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du protocole Transports

33. Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des difficultés lors de la mise en œuvre du protocole ?			
Oui	x	Non	
Si oui, lesquelles ?			
<p>Monako zaradi svojih značilnosti in posebnosti ne more odgovoriti v zvezi z vsemi določbami tega protokola.</p>			

### Évaluation de l'efficacité des mesures prises

34. Veuillez évaluer l'efficacité des mesures prises !

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

## *H. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'énergie (Protocole du 16.10.1998)*

### MONAKO TEGA PROTOKOLA NI RATIFICIRAL

#### Article 2 du protocole Énergie – Engagements fondamentaux

1. Est-ce que l'utilisation de sources d'énergies renouvelables dans l'espace alpin est encouragée par des programmes de développement dans le cadre d'une collaboration mutuelle ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

2. Les espaces protégés avec leurs zones-tampons, les autres zones de protection et de tranquillité ainsi que les zones intactes du point de vue de la nature et du paysage sont-elles préservées et les infrastructures énergétiques sont-elles optimisées en fonction des différents niveaux de vulnérabilité, de tolérance et de détérioration des écosystèmes alpins ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

3. Existe-t-il une coopération avec d'autres Parties contractantes dans le domaine de l'énergie, en vue de développer des méthodes pour une meilleure prise en considération de la vérité des coûts ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

4. Le renforcement de la coopération internationale au niveau des organismes s'occupant directement des problèmes énergétiques et environnementaux, ayant pour but de trouver des solutions faisant l'unanimité aux problèmes communs, est-il encouragé ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

5. Veuillez cocher la ou les formes qui conviennent le mieux pour décrire cette coopération.

Conventions bilatérales	
Conventions multilatérales	
Soutien financier	
Formation continue / entraînement	
Projets communs	
Autres	

Si vous avez coché « autres », veuillez donner des détails sur la coopération
Veuillez expliquer quelle est la forme ou quelles sont les formes de coopération qui fonctionnent le mieux et pourquoi.

**Article 3 du protocole Énergie – Conformité avec le droit international et avec les autres politiques**

6. La mise en œuvre du protocole Énergie s’effectue-t-elle en conformité avec les normes légales internationales en vigueur, particulièrement celles de la Convention alpine et de ses protocoles d’application ainsi qu’avec les accords internationaux en vigueur ?			
Oui		Non	

**Article 5 du protocole Énergie – Économies d’énergie et utilisation rationnelle de l’énergie**

7. Est-ce qu’ont été élaborés des concepts favorisant une meilleure compatibilité environnementale de l’utilisation de l’énergie, encourageant en priorité les économies d’énergie et son utilisation rationnelle, notamment en ce qui concerne les procédés de production, les services publics, les grandes infrastructures hôtelières ainsi que les installations de transport, d’activités sportives et de loisir ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquels ?			

8. Des mesures ont-elles été adoptées et des dispositions ont-elles été prises notamment dans les domaines énumérés ci-dessous :	Oui	Non
amélioration de l’isolation des bâtiments et de l’efficacité des systèmes de distribution de chaleur ?		
optimisation des rendements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation ?		
contrôles périodiques et réduction, le cas échéant, des émissions polluantes des installations thermiques ?		

économies d'énergie grâce à des procédés technologiques modernes pour l'utilisation et la transformation de l'énergie ?		
calcul individuel des coûts de chauffage et d'eau chaude ?		
planification et promotion de nouveaux bâtiments utilisant des technologies à faible consommation d'énergie ?		
promotion et mise en œuvre de projets énergétiques et climatiques communaux / locaux, conformément aux mesures prévues à l'article 2, paragraphe 1 alinéa c du protocole Énergie ?		
amélioration énergétique des bâtiments en cas de transformation et encouragement à l'utilisation de systèmes de chauffage respectant l'environnement ?		

### Article 6 du protocole Énergie – Ressources d'énergie renouvelables

9. Est-ce que les ressources d'énergie renouvelables sont encouragées et se voient accorder la préférence selon des modalités respectueuses de l'environnement et du paysage ?			
Oui		Non	

10. Quels sont les instruments et les mesures générales d'ordre politique (p. ex. rachat de l'électricité produite, programmes d'encouragement, promotion de la recherche, etc.) qui sont mis en œuvre pour encourager une plus large utilisation des énergies renouvelables ?

11. Est-ce que les concepts intègrent notamment les points ci-dessous ?	Oui	Non
Le soutien de l'utilisation d'installations décentralisées pour l'exploitation de ressources d'énergie renouvelable comme l'eau, le soleil, la biomasse		
Le soutien de l'utilisation des ressources d'énergie renouvelable, même combinée avec l'approvisionnement conventionnel existant		
L'encouragement de l'utilisation rationnelle des ressources en eau et en bois provenant de la gestion durable des forêts de montagne pour la production de l'énergie		

12. Si l'utilisation d'installations décentralisées bénéficie d'un encouragement, veuillez décrire
--

celui-ci.

13. Est-ce que la part des énergies renouvelables sus-mentionnées dans l'alimentation en électricité et en chaleur et dans les carburants proposés a augmenté, est demeurée inchangée ou a baissé depuis l'entrée en vigueur du protocole Énergie ? Les réponses seront ventilées en fonction des types de ressources énergétiques. (Veuillez cocher la case correspondante.)	a augmenté	est demeurée inchangée	a baissé
Soleil			
Biomasse			
Eau			
Vent			
Géothermie			

#### Article 7 du protocole Énergie – Énergie hydraulique

14. Est-ce que le maintien des fonctions écologiques des cours d'eau et l'intégrité des paysages est assuré à travers des mesures appropriées, comme la détermination de débits minimaux, la mise en œuvre de normes pour la réduction des fluctuations artificielles du niveau d'eau et la garantie de la migration de la faune, pour les nouvelles centrales hydroélectriques et, lorsque cela est possible, pour celles déjà existantes ?			
Oui		Non	
Si oui, comment ?			

15. Est-ce que le régime des eaux est sauvegardé dans les zones réservées à l'eau potable, dans les espaces protégés avec leurs zones tampons, les autres zones protégées et de tranquillité ainsi que dans les zones intactes au point de vue de la nature et du paysage ?			
Oui		Non	
Si oui, quelles mesures ont été prises à cet effet ?			

16. A-t-on créé des incitations ou existe-t-il des prescriptions juridiques pour que soit donnée la priorité à la remise en service de centrales hydroélectriques désaffectées sur la construction de nouvelles installations – tout en sauvegardant les écosystèmes aquatiques et les autres systèmes concernés ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquelles ?			

17. A-t-on examiné comment faire payer aux consommateurs finaux des ressources alpines des prix conformes au marché et dans quelle mesure des prestations fournies par la population locale dans l'intérêt général pouvaient être compensées équitablement ?			
Oui		Non	
Si oui, quel en a été le résultat ?			

### Article 8 du protocole Énergie – Énergie à partir de combustibles fossiles

18. Est-il garanti que dans le cas de nouvelles installations thermiques utilisant des combustibles fossiles pour la production d'énergie électrique et/ou de chaleur, on a recours aux meilleurs techniques disponibles ?			
Oui		Non	
Si oui, est-ce que cela est régi par des prescriptions juridiques ?			
Oui		Non	

19. Pour les installations existantes dans l'espace alpin, les émissions ont-elles été limitées en utilisant des technologies et/ou des combustibles appropriés ?			
Oui		Non	
Quelles en ont été les répercussions sur le volume d'émissions ?(Veuillez cocher la réponse correspondante.)	elles ont augmenté	elle sont demeurées inchangées	elles ont diminué

20. A-t-on vérifié la faisabilité technique et économique ainsi que la compatibilité environnementale du remplacement d'installations thermiques utilisant des combustibles fossiles par des installations utilisant des sources d'énergie renouvelable et par des installations décentralisées ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

Si oui, quel en a été le résultat ?

--

21. Des mesures tendant à favoriser la cogénération ont-elles été adoptées ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

Si oui, lesquelles ?

--

22. Les systèmes de contrôle des émissions et des immissions se trouvant dans les zones frontalières ont-ils été harmonisés et connectés avec ceux d'autres Parties contractantes ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

Si oui, veuillez donner des détails.

--

**Article 9 du protocole Énergie – Énergie nucléaire**

23. Est-il procédé, dans le cadre des conventions internationales, à l'échange de toutes les informations sur les centrales et autres installations nucléaires qui ont – ou pourraient avoir – des conséquences dans l'espace alpin, dans le but de protéger à long terme la santé de la population, la faune, la flore, leur biocénose, leur habitat et leurs interactions ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

Si oui, veuillez donner des détails.

--

24. Les systèmes de surveillance de la radioactivité ambiante ont-ils été harmonisés avec ceux d'autres Parties contractantes et connectés avec ceux-ci ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

Si oui, veuillez donner des détails.

### Article 10 du protocole Énergie – Transport et distribution d'énergie

25. En cas de construction de lignes de transport d'énergie électrique et de stations électriques y afférentes ainsi que d'oléoducs et de gazoducs, y compris les stations de pompage et de compression, et les installations qui ont des effets importants sur l'environnement, toutes les mesures nécessaires sont-elles prises afin d'atténuer les nuisances pour la population et l'environnement ?

Oui

Non

Si oui, lesquelles ?

26. Fait-on en sorte que les structures et les tracés de lignes déjà existants soient utilisés dans toute la mesure du possible ?

Oui

Non

Si oui, comment ?

27. Est-il tenu compte, en ce qui concerne les lignes de transport d'énergie, de l'importance des espaces protégés ainsi que des zones tampon, des autres zones protégées et de tranquillité ainsi que des zones intactes du point de vue de la nature et du paysage ainsi que de l'avifaune ?

Oui

Non

Si oui, comment ?

### Article 11 du protocole Énergie – Renaturalisation et génie de l'environnement

28. Quelles sont les modalités selon lesquelles la remise à l'état naturel des sites et des milieux aquatiques à la suite de l'exécution de travaux publics ou privés dans le domaine énergétique ayant des effets sur l'environnement et les écosystèmes doit être établie dans les avant-projets ? (Veuillez donner des détails et indiquer les prescriptions juridiques.)

## Article 12 du protocole Énergie – Evaluation de l’impact sur l’environnement

29. Des évaluations de l’impact sur l’environnement sont-elles conduites avant la mise en œuvre de tout projet d’installations énergétiques visées aux articles 7, 8, 9 et 10 du protocole Énergie ainsi que lors de toute modification substantielle de ces mêmes installations ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

Si oui, quelles sont les réglementations correspondantes et que contiennent-elles ?

--

30. Les réglementations nationales en vigueur contiennent-elles des prescriptions juridiques en vertu desquelles les meilleures techniques disponibles doivent être adoptées pour éliminer ou atténuer l’impact sur l’environnement ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

31. Est-ce que le démantèlement des installations désaffectées non respectueuses de l’environnement y est prévu en tant que possibilité, parmi d’autres, permettant d’éviter des impacts sur l’environnement?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

Si oui, sous quelles conditions et quelles sont les réglementations correspondantes ?

--

32. Est-ce que, dans le cas de la construction de nouvelles installations et d’importants agrandissements de grandes infrastructures énergétiques, on procède à une évaluation de l’impact sur l’environnement alpin ainsi qu’à une évaluation des effets locaux et socioéconomiques qui inclut une consultation au niveau international lorsque les effets risquent d’être transfrontaliers ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

## Article 13 du protocole Énergie - Concertation

33. Dans le cas de projets pouvant avoir des effets transfrontaliers, procède-t-on à des consultations préalables portant sur leurs impacts ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

34. Dans le cas des projets pouvant avoir des effets transfrontaliers, les Parties contractantes concernées ont-elles l'occasion de formuler en temps utile leurs remarques ?			
Oui		Non	
Si oui, ces remarques sont-elles prises en compte de manière adéquate dans le cadre de la procédure d'autorisation ?			
Oui		Non	

35. L'exécution des consultations et la possibilité de formuler des remarques de même que leur prise en compte sont-elles régies par des prescriptions juridiques ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquelles? Veuillez mentionner les prescriptions juridiques.			

36. Dans le cas de projets énergétiques, risquant d'avoir des effets transfrontaliers très importants, qui ont été prévus ou mis en œuvre par une autre Partie contractante, votre pays a-t-il été consulté avant la réalisation du projet ?					
Oui		Pas toujours		Non	
Si vous avez coché « Non » ou « Pas toujours », veuillez mentionner le ou les cas, dans lesquels votre pays n'a pas été consulté, en indiquant de quelle autre Partie contractante il s'agit et la date approximative de la réalisation du projet à propos duquel des consultations n'ont pas eu lieu.					

#### **Article 14 du protocole Énergie – Mesures complémentaires**

37. Des mesures complémentaires à celles envisagées dans le protocole ont-elles été prises ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquelles ?			

#### **Difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du protocole Énergies**

38. Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des difficultés lors de la mise en œuvre du protocole ?			
Oui		Non	

Si oui, lesquelles ?

### Évaluation de l'efficacité des mesures prises

39. Veuillez évaluer l'efficacité des mesures prises !

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

Monako ni ratificiral Protokola na področju energije.

Kljub temu pa je Monako od sprejetja navedenega protokola sprejel politiko spodbujanja varčevanja z energijo in obnovljivih virov energije s finančnimi spodbudami za naprave za proizvodnjo električne energije s fotovoltaičnimi paneli, za toplotno izolacijo ali obveznost zamenjave kotlov na kurilno olje.

V skladu s Konvencijo Združenih narovo o spremembi podnebja se vsako leto po metodologiji IPCC za ocenjevanje emisij iz leta 2006 pripravi državni seznam toplogrednih plinov.

Poleg tega se kakovost energetske-podnebnega načrta pregleduje v okviru European Energy Award na 6. področjih: načrtovanje, dediščina, voda-energija-odpadki, mobilnost, upravljanje, obveščanje in ozaveščanje.

Prva nalepka je bila pridobljena leta 2014 in podaljšana leta 2020.

Vlada je uvedla energetske pregled javnih stavb in spodbuja obnovo starih stavb.

Problematika podnebnih sprememb je Monako spodbudila tudi k sprejetju ukrepov v okviru Kyotskega protokola in Okvirne konvencije Združenih narodov o spremembah podnebja (UNFCCC).

Tako je bil sprejet energetske-podnebni načrt, ki vsebuje tehnične, zakonodajne in finančne ukrepe in ukrepe ozaveščanja. Namenjen je boju proti podnebnim spremembam in prilagoditvi države nanje.

Pripravljena je bila Bela knjiga o energetske preходу, ki je pokazala motiviranost monaških deležnikov za ukrepanje zaradi zmanjšanja emisij toplogrednih plinov. Zato je vlada uvedla Nacionalni pakt za energetske prehod, da mobilizira prebivalce, delavce, študente, podjetja, institucije in združenja ter jih spodbudi k pozitivnemu ravnanju in prispevanju h energetske preходу Monaka na področju mobilnosti, odpadkov in energije.

Leta 2019 je imel Pakt za energetski prehod 1158 članov.

Monako je poleg tega sprejel podnebno-energetski načrt do leta 2030, katerega velik del je posvečen prilagoditvi države na podnebne spremembe, zlasti z ukrepi za boj proti toplotnim otokom in krepitev narave v mestu.